LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IVe INTERNATIONALE

SOMMAIRE

Présentation ..... p. 3

Rapports préparatoires
au Quatrième Congrès mondial des sections
de la IVe Internationale ..... p. 13

- Rapport sur la situation internationale et les tâches
- Rapport sur le congrès mondial des sections de la IVe Internationale
- Réponse du rapporteur

Actualité des révolutions de 1848 ..... p. 41

- *La révolution de 1848 en France* (un article de Pierre Lambert paru dans *La Vérité* en 1960)..... p. 55

Une année d'activité
de l'Entente internationale
des travailleurs et des peuples ..... p. 79

Point de vue :
A propos d'*Impostures intellectuelles*,
d'Alan Sokal et Jean Bricmont ..... p. 103

Il y a trente ans, mai 1968 ..... p. 109

- Extraits du livre de François de Massot, *La Grève générale (mai-juin 1968)*

N° 22 nouvelle série (n° 628) - Mai 1998 - Prix : 30 F - 8 FS - 200 FB

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IVe INTERNATIONALE

SOMMAIRE

Présentation ..... p. 3

Rapports préparatoires au Quatrième Congrès mondial des sections de la IVe Internationale ..... p. 13

- **Rapport sur la situation internationale et les tâches**
- **Rapport sur le congrès mondial des sections de la IVe Internationale**
- **Réponse du rapporteur**

Actualité des révolutions de 1848 ..... p. 41

- ***La révolution de 1848 en France*** **(un article de Pierre Lambert paru dans *La Vérité* en 1960)** ..... p. 55

Une année d'activité de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples ..... p. 79

Point de vue : A propos d'*Impostures intellectuelles,* d'Alan Sokal et Jean Bricmont ..... p. 103

Il y a trente ans, mai 1968 ..... p. 109

- **Extraits du livre de François de Massot, *La Grève générale (mai-juin 1968)***

Présentation

Réuni du 3 au 6 février 1998, le conseil général de la IVe Internationale a pris la décision de convoquer vers la fin de l'année 1998 le congrès de la IVe Internationale, le premier depuis que la IVe Internationale a été reconstituée à l'issue de la conférence mondiale des sections tenue en juin 1993.

Le conseil général est l'organisme élu par la conférence des sections pour assurer la mise en œuvre des décisions de la conférence mondiale.

Lorsque le conseil général a décidé de convoquer ce congrès, il a aussi décidé de le désigner comme le Quatrième Congrès mondial de la IVe Internationale. Ce n'est ni une formalité ni une question secondaire.

Le Quatrième Congrès mondial de la IVe Internationale

Le premier congrès mondial, c'est celui de la fondation de la IVe Internationale, sur la base du *Programme de transition*, en 1938. Le deuxième se tint dix ans plus tard, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, en 1948. Le troisième, convoqué en 1951, fut le cadre de l'offensive liquidatrice du programme et des principes de la IVe Internationale, qui aboutit à la dislocation de la IVe Internationale comme organisation internationale centralisée. Mais, dans ce congrès, la continuité politique de la IVe Internationale s'incarne dans la résistance à l'abandon du programme, à la destruction des sections et de l'Internationale au compte d'une politique de capitulation devant le stalinisme, présenté comme *"étant contraint de réaliser le socialisme à sa manière"*. En ce sens, c'était un congrès de la IVe Internationale : c'est la bataille menée dans ce congrès et dans sa préparation qui a été à l'origine du long combat de défense du programme de la IVe Internationale, et donc pour sa reconstruction. C'est ce combat, lié à l'intervention dans la lutte des classes à l'échelle nationale et internationale, qui a abouti à la reproclamation de la IVe Internationale en 1993, sur la base du programme et des principes de la IVe Internationale, vérifiés par plus d'un demi-siècle de luttes de classes (1).

---

(1) Voir en particulier *La Vérité*, nos 612 et 613 - nos 6 et 7, nouvelle série.

La décision de tenir ce congrès a été prise par le conseil général à l'issue de la discussion de deux rapports. Ces rapports ouvrent la discussion pour le congrès mondial, discussion qui se développera dans chaque section, car, dans tous les pays où il existe une organisation de la IVe Internationale, celle-ci élira démocratiquement sa délégation au congrès mondial. Ces rapports sont publiés dans ce numéro de *La Vérité*.

C'est bien évidemment leur place, car *La Vérité* est la revue de la IVe Internationale. Mais si ces rapports sont ainsi rendus publics, c'est en conformité avec la méthode qui nous guide dans la construction de la IVe Internationale et qui s'incarne dans le fait que chacune des sections de la IVe Internationale participe pleinement, à égalité de droits et de devoirs, avec toutes les organisations, courants et militants qui se situent sur le terrain de l'indépendance de classe, aux activités de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples.

En effet, les questions qui sont au cœur de la préparation du congrès de la IVe Internationale sont celles-là mêmes auxquelles sont partout confrontés les travailleurs. Plus que jamais, aujourd'hui, le dilemme "socialisme ou barbarie" est posé avec intensité. La préservation du système fondé sur la propriété privée des moyens de production conduit à la destruction de l'ensemble des acquis de la civilisation.

La classe ouvrière a-t-elle la capacité de résister à cette montée de la barbarie, d'ouvrir une issue qui permette à l'humanité de se libérer du joug de la propriété privée des moyens de production ?

Cette question se pose à tous ceux qui entendent ne pas laisser faire, ne pas accompagner les processus de destruction en cours. Pour les militants de la IVe Internationale, elle se pose en relation avec le programme de fondation de la IVe Internationale, dont ils sont convaincus qu'il a été vérifié dans ses lignes fondamentales par les événements. Non seulement parce que la décomposition en cours du système d'exploitation capitaliste réaffirme ce qui était déterminant dans ce programme, l'impasse du système fondé sur la propriété des moyens de production, mais aussi parce que cette situation souligne que l'existence de ce système dans l'impasse n'aurait pu et ne pourrait être perpétuée sans le concours des appareils de la social-démocratie et du stalinisme.

Cette conclusion ne signifie nullement que la IVe Internationale puisse se contenter de réaffirmer ses propres conclusions. Lors des journées d'études sur le 80e anniversaire de la révolution d'Octobre, organisées à Paris par la section française de la IVe Internationale, le président de ces journées d'études soulignait qu'il

> *"serait erroné, complètement erroné, dans les conditions les plus effroyables des crises auxquelles l'humanité et le mouvement ouvrier ont été confrontés, de ne pas prendre en compte les points de vue des courants qui ont une autre analyse que celle des trotskystes, pour autant que nous soyons unis par la nécessité de préserver l'indépendance de classe des organisations".*

Certes, la préparation du congrès de la IVe Internationale, pour toutes ses sections et pour tous ses militants, a une signification particulière, dans la mesure où ils seront appelés à y prendre des décisions qui les engageront tous, qui impliqueront l'unité dans leur application, comme la discussion aura nécessité la totale liberté dans l'échange des points de vue et des propositions.

Mais cela ne signifie en rien que les problèmes qui seront débattus soient considérés par la IVe Internationale comme étant "sa propriété privée". Ces problèmes ne sont pas séparables de l'intervention des sections de la IVe Internationale sur la ligne stratégique matérialisée par l'Entente et, dans cette mesure, il est nécessaire qu'elle invite à s'associer largement à cette discussion tous ceux qui se situent sur ce terrain commun.

Le premier rapport publié dans ce numéro de *La Vérité* porte sur le "moment" de la situation mondiale, en relation avec les tâches des sections de la IVe Internationale et les problèmes politiques qui en procèdent.

Il prend comme point de départ la signification de

> *"la crise qui a surgi en Asie voilà quelques mois et qui apparaît d'ores et déjà comme étant une crise non pas monétaire, non pas financière, non pas économique, mais au-delà de tout cela, véritablement comme une crise de démembrement du régime de la propriété privée des grands moyens de production en Asie et, partiellement déjà, l'expression d'une crise de démembrement du régime de la propriété privée dans l'ensemble du monde".*

Le second rapport porte sur le congrès mondial, sur les raisons qui rendent nécessaire sa tenue à cette étape, à un moment où, comme le dit le rapporteur,

> *"aujourd'hui, la survie du système pourrissant de la propriété privée entraîne dans tous les pays la civilisation humaine à l'impasse, menace toutes les bases de la société, qui risque de sombrer dans la barbarie : les signes manifestes s'en expriment au Rwanda, en Afrique, en Algérie, en Bosnie... Nous le voyons aujourd'hui dans tous les pays. Et dans cette marche à la barbarie, pour aider à la résistance du prolétariat, des masses exploitées et opprimées, il est nécessaire de formuler concrètement, tant sur le plan de l'organisation que sur celui des mots d'ordre, la méthode de la transition sur la base du programme de la IVe Internationale, que nous avons résumée par la ligne de la démocratie."*

Répétons-le, les discussions liées à la préparation du congrès mondial de la IVe Internationale ne sont pas séparables de son activité d'ensemble et, dans cette mesure, des activités et des campagnes de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples. C'est pourquoi ce numéro de *La Vérité* contient également un bilan partiel des activités et des campagnes que l'Entente internationale a initiées ou auxquelles elle a été associée dans les derniers mois.

Il ne s'agit pas, dans cette présentation, de prolonger ces rapports — ce qui est l'affaire de la discussion elle-même — et encore moins de les paraphraser, ce qui serait inutile. Ces rapports ont été adoptés il y a trois mois. Soulignons simplement que, dans ce laps de temps, les plus récents développements de la lutte des classes internationale ont fourni une moisson abondante de faits confirmant l'axe sur lequel ils ont été élaborés.

La période dans laquelle nous nous trouvons est celle d'une crise d'implosion du système mondial de la propriété privée des moyens de production, crise qui n'est pas arrivée à terme, mais qui procède des moyens mêmes par lesquels

l'impérialisme en décomposition assure sa survie : la domination de plus en plus déterminante de la spéculation dans le domaine de la réalisation du profit. Les conséquences sociales et politiques sont gigantesques. Pour le capitalisme, à l'échelle mondiale comme dans chaque pays, il n'est d'autre solution que d'abaisser le "coût du travail" dans des proportions qui, en fin de compte, sont incompatibles avec l'existence d'organisations syndicales indépendantes et avec les exigences élémentaires de la démocratie.

Des conséquences gigantesques

Cette situation, qui crée des conditions d'une extrême difficulté pour le combat de la classe ouvrière, n'abolit pas la lutte des classes, la lutte des travailleurs, leur recherche des moyens pour résister.

En Australie, Patrick Stevedores, grande entreprise des ports et docks, licencie les 1 400 dockers syndiqués qu'elle employait jusque-là, avec pour seul motif que les grèves de ces travailleurs pour une augmentation de leur salaire et une amélioration de leurs conditions de vie entraient en contradiction avec les besoins de la compétitivité. Le droit de grève et le droit syndical sont bafoués, et cela dans le cadre d'un régime parlementaire et d'une économie de marché présentée comme un modèle pour tous les pays de l'Asie-Pacifique.

Le gouvernement apporte son appui au patron, qui embauche immédiatement, par le biais de sociétés sous-traitantes qu'il crée, des employés non syndiqués. La grève des dockers de Patrick Stevedores est totale. La population manifeste son appui. Le syndicat national des dockers, la Maritime Union of Australia, reçoit le soutien de la Confédération des trade-unions d'Australie et de la Fédération internationale des syndicats du transport. Les piquets de grève sont agressés. De puissantes manifestations ripostent à la tentative de briser le mouvement des dockers. Les tribunaux, saisis par le syndicat, leur donnent raison et enjoignent au patron de réembaucher les travailleurs syndiqués. Celui-ci fait appel. La mobilisation continue et s'intensifie.

Le combat des dockers australiens rejoint celui des dockers de Liverpool : il s'agit du droit de grève, du droit syndical sous ses formes les plus élémentaires et les plus fondamentales. Il s'agit de la démocratie.

La déréglementation généralisée est l'exigence première du système du profit en décomposition. Cela signifie se défaire de toute règle, mais aussi de toute organisation ou même de toute institution qui s'appuie sur l'existence de règles limitant la voracité de l'exploitation et auxquelles les organisations de la classe ouvrière peuvent se référer. C'est dans cette volonté de faire "table rase" que s'inscrivent les plans de remise en cause de l'OIT, d'effacement de ses conventions et de ses normes, au compte de principes généraux.

Presque au même moment que commençait la grève des dockers australiens, dans un petit pays d'Europe, le Danemark, la presque totalité des travailleurs du secteur privé déclenchaient une grève générale, dénonçant l'accord que les dirigeants syndicaux avaient prétendu signer en leur nom et qui faisait disparaître leurs revendications. A la veille du référendum sur l'euro, la grève générale des travailleurs danois a un impact politique dans toute l'Europe.

L'euro, une machine de guerre contre les travailleurs et les peuples d'Europe

Il y a quelques jours, à la veille de la ratification du "passage à l'euro" de onze pays de l'Union européenne, le climat officiel était à l'enthousiasme. Mais la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne a "lancé l'euro" en même temps qu'un affrontement aigu divisait les chefs d'Etat sur le choix du futur président de la Banque centrale européenne.

Le *Corriere della Sera,* du 4 mai 1998, soulignait que

> *"la monnaie unique sort de la ronde de Bruxelles avec un déficit de crédibilité qui pourrait se révéler lourd de conséquences...".*

Le rédacteur en chef du *Suddeutsche Zeitung* rappelait pour sa part qu'il y avait une seule monnaie unique à avoir réussi, c'était le dollar. Mais, expliquait-il,

> *"les Etats-Unis ont commencé à avoir une Constitution et, en 1913, ils ont établi une véritable unité monétaire par la mise en place de la Réserve fédérale. Entretemps, il y eut la guerre de Sécession. Dans sa totalité, le processus a pris 126 ans."*

Quels que soient les doutes sur la viabilité de l'euro et le problème central que révèle ce scepticisme, à savoir que la marche à l'euro conduit à une véritable implosion de l'Europe, un fait est certain : la marche à l'euro et l'euro lui-même constituent une machine de guerre contre les droits des travailleurs, contre leurs acquis, contre leur niveau de vie dans tous les pays d'Europe, et menacent l'existence même des organisations syndicales indépendantes.

Le quotidien espagnol *El País,* du 1er mai, admet que le passage à l'euro

> *"réduit presque à néant le rôle traditionnel des syndicats de négociateurs des salaires, de garants du pouvoir d'achat des travailleurs et de contrôleurs du financement des entreprises publiques. Ensuite, parce que l'élargissement de l'horizon économique donnera logiquement plus d'importance politique au groupement européen des syndicats* (il s'agit de la Confédération européenne des syndicats, qui est une institution de l'Union européenne - NDLR) *au détriment des organisations nationales qui, dans la pratique, se transformeront en syndicats locaux.."*

Cette remise en cause du rôle des organisations syndicales est une attaque contre la démocratie. L'impérialisme, aujourd'hui, pour démanteler les positions de la classe ouvrière, l'ensemble des éléments qui ont constitué ses conquêtes et ses droits dans le cadre national, s'oriente vers le démembrement des Etats et des nations elles-mêmes.

Une nouvelle fois, ce qui est présenté comme un accident naturel (à savoir les pluies diluviennes) s'est transformé, dans le cas de l'Italie, en une catastrophe explicable par des motifs politiques, payée du prix de centaines de vies humaines.

La responsabilité du gouvernement est à tel point éclatante que le quotidien français *Le Figaro* constate *"qu'il est éclaboussé de boue"*.

Les habitants de la zone frappée par le sinistre, près de Naples, dénoncent le gouvernement. Mais ce gouvernement, c'est précisément celui qui, au nom des critères de Maastricht, avec le soutien total du PDS (le parti stalinien italien reconverti) et "l'appui critique" de Refondation communiste (autre tronçon issu du parti stalinien), a drastiquement diminué les dépenses budgétaires pour la santé, l'école, les services publics, les retraites. Cette brutale saignée des dépenses publiques a un rapport direct avec la tragédie qui vient de se produire : comme la catastrophe était prévisible, des sommes avaient été affectées à des travaux préventifs. Elles se sont évanouies dans la recherche du respect des "critères de Maastricht".

Le même gouvernement organise la division du pays par l'instauration de "régions", dont chacune aurait le droit de se constituer en nationalité. On le sait, c'est la même politique qui est en œuvre dans tous les pays d'Europe.

Les hasards chronologiques ont fait que ce numéro de *La Vérité* correspond au cent cinquantième anniversaire des révolutions de 1848, ces révolutions que l'on salua comme un "printemps des peuples". Partout, contre les régimes autocratiques, les monarchies ou les empires qui opprimaient les peuples ou les divisaient entre eux pour nier leur droit à la souveraineté, s'affirmait la volonté de constituer pleinement des nations.

Le ministre des Finances de la "gauche plurielle", Dominique Strauss-Kahn, a dit dans un discours à l'Assemblée nationale, le 22 avril 1998 :

> *"Quand les Vénitiens sont restés fiers de l'être en devenant Italiens, les Anversois fiers d'être Anversois en devenant Belges, nous saurons rester fiers d'être Français en devenant Européens."*

Sinistre mensonge... Ce qui est demandé, en fait, c'est que les Italiens de Venise cessent d'appartenir à un ensemble national régi par les mêmes lois, les mêmes droits, et qui s'appelle l'Italie, pour redevenir des "Vénitiens", non plus soumis à la monarchie impériale autrichienne, mais aux ordres et aux besoins de la spéculation internationale et de la Banque centrale européenne.

Il s'agit de défaire l'unité des nations, dont la constitution a marqué une étape progressiste dans l'histoire de l'humanité, pour mieux asservir les peuples et briser les travailleurs. Il s'agit partout, comme l'écrivait un journaliste polonais, de substituer *"l'ethnicité à la citoyenneté"*.

L'Afrique ne peut plus guère être présentée comme une exception. On avait créé pour ce continent l'expression d'Afrique "utile" et d'Afrique "inutile" ; elle vaut pour tous les continents.

C'est ce qui donne toute sa place, du point de vue de la défense des intérêts des travailleurs et de la démocratie, à la campagne politique unissant les peuples d'Europe contre Maastricht-Amsterdam, contre la monnaie unique, qui trouvera l'une de ses expressions centrales dans le rassemblement international organisé à Paris le 16 mai, en application des décisions prises à Berlin par les délégués de 21 pays d'Europe.

La réalité des faits

Le rapport sur la situation mondiale publié dans ce numéro de *La Vérité* répondait aux affirmations selon lesquelles, pour l'Asie, le pire était passé, et que ce qu'on appelait la "crise asiatique" n'affecterait pas le reste du monde.

Depuis, la réalité des faits est telle que les commentaires sont plus mesurés. C'est ainsi que *Le Monde,* qui avait fait sienne la thèse de tant d'autres journaux selon laquelle les principales puissances économiques du monde étaient parvenues à "endiguer" la crise asiatique, s'alarme aujourd'hui des développements qui affectent l'économie du Japon et leurs conséquences sur l'ensemble de l'économie mondiale.

Sous le titre *"Le naufrage du Japon"*, on peut lire :

> *« La crise asiatique n'est pas terminée. La remontée des monnaies et des Bourses, en Thaïlande et en Corée notamment, avait pu faire croire à la fin de la crise. Il n'en est rien. L'engrenage n'a pas été bloqué. Après les "tigres" et les "dragons", c'est aujourd'hui le Japon, le poids lourd de la région, qui donne d'inquiétants signes de faiblesse. Vendredi 3 avril, une influente agence américaine de cotation, Moody's, celle-là même qui avait accéléré la chute du baht thaïlandais, a menacé de "déclasser" ce pays, provoquant une nouvelle baisse du yen (...).*
>
> *L'archipel est le premier banquier de la planète, un véritable* "gisement d'épargne", *selon l'expression d'un des meilleurs spécialistes du Japon, le secrétaire d'Etat français au Budget, Christian Sautter. Il dispose enfin d'une puissante armée de grands groupes industriels, peu affectés pour l'instant par les difficultés du pays.*
>
> *Mais le Japon souffre, depuis le début des années 1990, d'une crise de langueur, d'une quasi-récession. Vieillissant, il ne parvient plus à retrouver le chemin de la croissance. L'annonce de plans de relance successifs (mais très insuffisants) et une politique monétaire très accommodante n'y ont rien fait. Les crises de la région — où le pays trouve des débouchés et des alliés — viennent aggraver le mal. Aujourd'hui, la défiance se généralise. Il s'agit très profondément d'une crise politique. Toutes les institutions du pays ont perdu progressivement leur crédibilité : les financiers, les dirigeants politiques, l'administration et maintenant la banque centrale, elle aussi impliquée dans les scandales. L'effondrement du yen en est l'une des conséquences.*
>
> *Le patron de Sony, Norio Ohga, compare même la situation actuelle de son pays à celle des Etats-Unis à la veille de la grande dépression. S'il devait se confirmer,* "le naufrage du Japon", *pour reprendre le titre d'un livre de science-fiction qui avait rencontré un grand succès à Tokyo au début des années 1990, ne serait une bonne chose pour personne. Certes, à court terme, les capitaux qui fuient l'Asie viennent alimenter l'euphorie des marchés boursiers aux Etats-Unis et en Europe. L'économie mondiale ne saurait cependant supporter longtemps la disparition de l'un de ses grands marchés, élément central dans une région aux énormes possibilités, l'affaiblissement de l'un de ses grands acteurs et la faillite de son principal banquier »* (*Le Monde,* 4 avril 1998).

"La crise asiatique n'est pas terminée", doit admettre *Le Monde*. En effet, elle n'est pas terminée, ni en Asie ni à l'échelle mondiale. Les craintes à propos de la situation en Chine sont d'ailleurs aussi fortes que celles qui se manifestent dans le cas du Japon. Ce que redoutent le plus les commentateurs, c'est que la détérioration de la situation économique consécutive à la crise atteigne le point où, pour défendre leur survie même, les masses feraient irruption sur la scène politique.

D'ores et déjà, les conséquences sociales équivalent à une véritable catastrophe pour tous les peuples d'Asie, et d'abord pour ceux des nations que l'on présentait hier comme les bons élèves du Fonds monétaire international.

Le Comité du développement, organisme composé par vingt-quatre ministres des Finances représentant la totalité des pays membres de la Banque mondiale et du FMI, vient de se réunir et a *"félicité la Banque, le FMI et la Banque asiatique de développement"*.

> *"Nous applaudissons à la rapidité avec laquelle la Banque mondiale et le FMI ont réagi à la situation, a déclaré à la presse le président du comité, M. Anwar Ibrahim, vice-Premier ministre et ministre des Finances de Malaisie."*

Quels sont les résultats de cette réaction rapide ?

En Malaisie, alors que l'écroulement de l'économie provoque une montée rapide du chômage, c'est avec brutalité qu'on chasse les travailleurs immigrés venus de Birmanie ou du Bangladesh. En Thaïlande, la Banque mondiale évalue à 800 000 les pertes d'emplois comptabilisées au 1er janvier 1998 et prévoit 2 millions de chômeurs pour la fin de 1998.

En Indonésie, alors que les prévisions officielles parlaient de 8 millions de chômeurs, le chômage officiellement constaté devrait atteindre 13, 5 millions de personnes ; et, si nous disons officiellement, c'est que, dans ce compte, toute personne qui travaille ne serait-ce que quelques heures par mois est enregistrée comme personne active. La Federation of All Indonesian Trade-Unions évalue à 40 millions, soit 44 % de la population active, le nombre de chômeurs ou de personnes largement sous-employées.

En Corée, la production industrielle a chuté de 10 % par rapport à l'année précédente et un million de personnes ont été chassées de leur emploi en quelques semaines.

Face à cet assaut sans précédent, les travailleurs cherchent à résister.

La Thaïlande a connu des grèves et des manifestations d'une ampleur inconnue dans ce pays depuis des années.

En Corée, le 1er mai a été marqué par d'importantes manifestations contre le chômage.

En Indonésie, dans un pays où aucune opposition organisée n'est tolérée, où les syndicalistes sont pourchassés, ce sont d'abord les étudiants qui ont commencé à se mobiliser contre le régime et contre la politique de misère qu'il organise en exécutant des consignes données par les grandes institutions financières internationales. Aujourd'hui, la situation est telle que le FMI a différé la mise en place d'un plan encore plus contraignant par crainte d'une véritable explosion sociale.

La plus "prospère" des économies mondiales

Les médias n'arrêtent pas de répéter combien la situation de l'emploi est bonne aux Etats-Unis. Ils omettent de dire que les emplois créés, après que près de 30 % des postes de travail ont été liquidés dans les branches économiques principales, ne procurent nullement un salaire permettant de couvrir les besoins essentiels.

Les conséquences, qui commencent seulement à se faire sentir, de l'effondrement en Asie s'inscrivent dans une situation où le capitalisme américain, précisément parce qu'il est le plus puissant impérialisme du monde, tend à porter à leur degré maximum tout ce qui caractérise le fonctionnement de l'impérialisme à son stade actuel de l'impérialisme sénile.

Ce sont ces conditions qui, entraînant la remise en cause des bases sur lesquelles repose l'organisation syndicale aux Etats-Unis, amènent le président de l'AFL-CIO, Sweeney, à déclarer, parlant devant les responsables syndicaux mexicains :

> « *Les racines de cette crise résident dans le système mondial lui-même. Les grandes firmes et les banques ont forgé le marché global — codifiant ces règles dans des accords comme NAFTA et dans des institutions comme l'OMC. Ils ont protégé la propriété, mais laissé les peuples menacés. Les multinationales échappent aux règles établies dans les relations de travail, la protection du consommateur et celle de l'environnement. Les syndicats et d'autres organisations populaires ont été affaiblis et quelquefois mis hors-la-loi. L'environnement est saccagé. Les gouvernements sont moins capables qu'auparavant de résister aux mouvements erratiques du capital. Nous vivons dans des pays différents, mais nous faisons face aux mêmes difficultés, aux mêmes adversaires, et nous livrons les mêmes batailles. Nous luttons tous pour assurer que certaines valeurs humaines demeurent respectées dans une économie qui a une dimension mondiale et qui est plus impitoyable que jamais.* »

La dégradation des salaires et leur disparité croissante est un trait de plus en plus marqué de l'économie américaine. Par exemple, dans le cas du travailleur qui n'a pas bénéficié d'un enseignement supérieur, les salaires réels ont chuté de 10,1 % de 1979 à 1989 et à nouveau de 7,2 % entre 1989 et 1995. Cette tendance est nourrie par le recours de plus en plus généralisé au travail précaire et au travail partiel. Les conséquences sont que, par exemple, dans la région de Chicago, 40 % des "emplois" offerts ne procurent pas un salaire suffisant pour qu'une famille de trois personnes se situe au-dessus du niveau officiel de la pauvreté.

Le nombre d'Américains qui ont un emploi précaire a quadruplé dans la dernière décennie, pour atteindre 2,3 millions. C'est contre cette politique que s'était dressée la grève victorieuse des teamsters de l'UPS. Depuis, comme on le sait, l'administration Clinton s'est attaquée au syndicat des teamsters, interdisant à son président, qui avait été l'un des principaux dirigeants de la grève, de se représenter.

Pour la IV^e^ Internationale, le système mondial dont parle Sweeny, c'est celui qui résulte du mode de production capitaliste, de l'exploitation capitaliste, fondée sur la propriété privée des moyens de production. Ce système, dans sa phase de décomposition, est en dernière instance incompatible avec l'existence d'organisa-

tions indépendantes des travailleurs. Il mène à la barbarie. L'autre voie, c'est la substitution au système d'exploitation fondé sur la propriété privée des moyens de production, du pouvoir démocratique des travailleurs et des peuples, de la République universelle des conseils. C'est cette perspective, résultant de toute l'expérience du mouvement de la classe ouvrière pour son émancipation, qui est la raison d'être de la IVe Internationale.

Comme le montrent les rapports qui ouvrent la discussion pour le congrès mondial de la IVe Internationale, sur le terrain de la résistance aux attaques dirigées contre les travailleurs et les peuples, contre la démocratie, résistance qui nécessite la préservation de l'indépendance des organisations ouvrières, la IVe Internationale agit sans réserve pour le front unique avec toutes les forces qui s'opposent à ce cours destructeur.

La Vérité

Conseil général des 3 au 6 février 1998

Rapports préparatoires au Quatrième Congrès mondial des sections de la IV^e Internationale

Rapport sur la situation internationale et les tâches

Avant d'aborder certains des problèmes politiques auxquels nous sommes confrontés, il y a nécessité de revenir sur les bouleversements en cours dans la situation mondiale. Pour commencer, il faut bien évidemment revenir sur la signification de la crise qui a surgi en Asie voilà quelques mois et qui apparaît d'ores et déjà comme étant une crise non seulement monétaire, financière et économique, mais, au-delà, véritablement comme une crise de démembrement du régime de la propriété privée des grands moyens de production en Asie. Et, partiellement déjà, c'est aussi l'expression d'une crise de démembrement du régime de la propriété privée des moyens de production dans l'ensemble du monde.

Les signes sont manifestes et j'y reviendrai. Mais, si tout est fait pour masquer, si tout est fait pour truquer, il faut quand même relever, comme une expression symbolique de la manière dont cette crise s'est manifestée, les éléments suivants.

Un journal britannique, le *Financial Times*, écrit :

> « *La crise a commencé le 24 juillet quand le Premier ministre de Thaïlande a dit, au détour d'une phrase :* "Depuis des années, nous vous affirmons que les réserves de la banque nationale étaient de l'ordre de 30 milliards de dollars. Je suis au regret de vous dire qu'elles sont d'un peu plus d'un milliard de dollars." »

On pourrait croire qu'il s'agit de l'escroquerie isolée d'un Premier ministre isolé, dans un pays isolé. Mais, quelques mois plus tard, le ministre de l'Economie et des Finances du Japon, qui est tout de

même le deuxième ou le troisième impérialisme du monde, selon la manière dont on calcule, a, lui aussi, au détour d'une phrase, dit :

> *"Puisque nous voulons établir des relations honnêtes et loyales avec l'ensemble de nos créditeurs et débiteurs, nous voudrions rectifier un chiffre. Les créances douteuses ne s'élèvent pas à 24 000 milliards de yens, comme nous n'avons cessé de l'affirmer durant des années, elles s'élèvent en réalité à trois fois plus, soit 72 000 milliards de yens."*

Et quand la crise a éclaté en Corée, le FMI, qui, avec l'OCDE, avait multiplié les certificats de bonne conduite pour la Corée du Sud, qui l'avait donnée, dans le rapport de la fin de l'année 1996, comme exemple de développement macroéconomique, le FMI donc a apporté la précision suivante :

> *"Voici deux ou trois mois, ni les prévisions économiques, ni le cours des actifs sur les marchés ne laissaient prévoir la profondeur et l'ampleur des difficultés économiques et financières de la Corée."*

Avant d'ajouter :

> *"Il se peut bien que de tels développements soient par nature imprévisibles."*

Nous avons écrit, voilà déjà plusieurs années, que le développement des processus spéculatifs et parasitaires entraînait l'économie mondiale dans une spirale où, de plus en plus, le gonflement des profits apparents était disproportionné par rapport à la base réelle, matérielle, de production des richesses et des marchandises.

Cette réalité a pu être plus ou moins masquée par les déclarations tonitruantes sur le succès coréen, sur des réserves qui n'en étaient pas ou sur d'autres phénomènes. Mais ce qui se révèle aujourd'hui avec éclat, c'est bien l'impasse dans laquelle est engagé le régime de la propriété privée des moyens de production. Impasse qui tend à déboucher, si on peut dire, sur une explosion et une remise en cause de tout ce qui apparaissait comme des paramètres stables, y compris des normes du FMI.

AU TOUT DÉBUT...

A partir de là, ce serait une grave erreur de croire que les choses vont s'en tenir à l'Asie, ou même que la crise est en train de s'apaiser. Nous ne sommes qu'au tout début des conséquences extra-asiatiques de la crise asiatique. Le *Washington Post*, daté du 19 janvier, écrivait :

> *"Personne ne peut encore mesurer ce que sera l'impact de la crise financière asiatique sur l'économie des Etats-Unis."*

Et il indiquait que le seul espoir de rétablissement des économies asiatiques étant de vendre plus à des consommateurs attirés par la dévaluation de fait des monnaies asiatiques, cela allait avoir des conséquences directes sur la baisse de la production et la baisse des emplois aux Etats-Unis mêmes. Sous des formes spécifiques, ces problèmes sont posés pour le Japon. Mais ils sont posés en chaîne pour toutes les économies.

Ils sont posés au Royaume-Uni. Le plus grand investisseur étranger au Royaume-Uni, ce sont les Etats-Unis. S'il y a ralentissement économique aux Etats-Unis, les conséquences sont directes pour la Grande-Bretagne. Et cela est vrai pour l'Allemagne, pour la France, etc.

En réalité, les chiffres très officiels font d'ores et déjà état de 15 à 20 millions d'emplois supprimés depuis le début de la crise dans le Sud-Est asiatique en quelques semaines. Et les conséquences sur les Etats-Unis ne font que se dessiner. Je voudrais donner quelques éléments glanés dans la presse américaine.

L'*International Herald Tribune* écrivait, il y a un peu plus d'un mois, que, conséquence de la crise,

> *"quelques travailleurs américains pourraient perdre leur emploi et les employeurs pourraient être amenés à exercer une pression dans le sens d'abaisser les salaires".*

Cela, c'est une version pour le moins édulcorée de la réalité. La réalité, elle a

été très brutalement exposée par Greenspan, le directeur de la Réserve fédérale, quand il a dit :

> *"En résultat de la crise asiatique, un million d'emplois seront perdus aux Etats-Unis."*

C'est une première estimation. Mais, surtout, il a ajouté : comme il va y avoir ralentissement de la croissance, nous allons être contraints de passer à la privatisation totale des fonds de pension. Or il faut comprendre que les fonds de pension pour l'instant encore, aux Etats-Unis, sont pour la plupart gérés par les organisations syndicales, indépendamment de ce que l'on peut penser des fonds de pension. La décision d'accélérer la privatisation des fonds de pension, c'est une déclaration de guerre, non seulement à la classe ouvrière, mais à l'AFL-CIO en tant que telle, et c'est un des éléments, j'y reviendrai, de la situation politique dans laquelle nous sommes.

Mais, avant d'en venir là, j'indique tout de même que comme première conséquence de la crise asiatique aux Etats-Unis, Levi-Strauss a annoncé la fermeture de onze de ses implantations américaines, réduisant d'un tiers l'ensemble des travailleurs employés dans ses usines aux Etats-Unis. Hasbro, qui est le deuxième fabricant de jouets américain, a d'ores et déjà annoncé l'élimination de 20 % de sa force de travail. La Siger Corporation a décidé de fermer plusieurs entreprises et d'éliminer plus d'un quart de sa force de travail (6 000 emplois). Eastman Kodak a licencié 10 000 travailleurs en novembre et annoncé 6 000 licenciements de plus en décembre.

On pourrait continuer... Mais la question n'est pas seulement posée en terme de suppressions d'emplois aux Etats-Unis. Il est clair que l'existence du marché mondial, dont personne ne peut s'abstraire quand on analyse sa réalité concrète, indique que les plus grandes menaces sont aujourd'hui cristallisées dans les rapports entre l'impérialisme japonais et l'impérialisme américain.

Il est clair que les banques japonaises, qui sont confrontées à ces montants vertigineux de créances douteuses, vont par ailleurs subir de plein fouet le fait que jusqu'à présent 44 % des exportations japonaises étaient destinées au marché asiatique et que l'effondrement en Asie, c'est un effondrement programmé des exportations japonaises. En conséquence, une très forte pression va s'exercer sur le système financier japonais dans le sens d'un rapatriement de ses capitaux qui, en particulier, financent l'essentiel de la dette publique américaine.

Rappelons que les investisseurs japonais contrôlent un quart de la couverture de la dette américaine, pour un total de 250 milliards de dollars. Il est donc évident que s'il y avait la moindre amorce d'un processus de liquidation des avoirs américains détenus par les banques japonaises, ce serait un effondrement gigantesque à Wall Street. C'est pourquoi d'ailleurs il y a une pression gigantesque de l'impérialisme américain pour que cela ne se produise pas.

J'ajoute un aspect qui a été soulevé par le professeur d'économie Chossudowsky. Dans un article intitulé : *"Va-t-on vers la liquidation des monnaies nationales ?"*, il indique la chose suivante : vous savez que le FMI vient de se porter garant du remboursement de l'endettement du Sud-Est asiatique. Il va couvrir les remboursements auxquels ces pays ne peuvent faire face. Or les emprunts qui ne peuvent plus être remboursés par les pays du Sud-Est asiatique sont des emprunts auprès de grandes institutions internationales, qui sont les mêmes auxquelles les gouvernements des pays du G 7 vont emprunter des sommes colossales pour couvrir les prêts auxquels les pays du Sud-Est asiatique ne peuvent plus faire face.

Quand le FMI s'engage à garantir les prêts auxquels les pays du Sud-Est asiatique ne peuvent plus faire face, le FMI par lui-même n'a pas les ressources pour le faire. Donc, il fait appel aux gouvernements du G 7, lesquels, pour couvrir ces sommes colossales, empruntent auprès d'institutions financières. Bien évidemment, en payant des intérêts. Et cet accroissement vertigineux de la dette américaine, française, allemande, anglaise, pour couvrir l'effondrement bancaire

et financier en Asie, cet endettement est contracté auprès des grandes banques qui sont celles-là mêmes auprès desquelles ont été souscrits les emprunts en Asie. Autrement dit, ces grandes banques vont gagner de l'argent en prêtant de l'argent pour que l'argent prêté antérieurement par elles leur soit remboursé. Ce qui disparaît dans cette opération, c'est toute forme de monnaie nationale et de souveraineté nationale, pour les pays du Sud-Est asiatique Mais aussi pour d'autres pays.

PRENDRE LA MESURE DE CE QUI SE PASSE

Je donne ces éléments parce qu'il faut prendre la mesure de ce qui se passe et ne pas se laisser endormir par les sirènes médiatiques et autres, selon lesquelles la situation un peu alarmante en Asie est en train de s'apaiser. Quand le secrétaire américain au Trésor reconnaît que les mesures d'austérité du FMI pourraient entraîner une spirale déflationniste avec baisse des salaires, de la consommation et de la production, il ajoute :

"Ma conviction profonde est que cela est peu probable."

Mais il commence par le formuler. C'est l'AFL-CIO, elle même, qui a donné le chiffre d'un million d'emplois supprimés, comme conséquence d'ores et déjà programmable et programmée aux Etats-Unis de la crise asiatique. Et quand Sweeny est amené à déclarer devant les travailleurs mexicains que les mesures prises par le FMI pour restaurer la confiance des investisseurs et des spéculateurs ressemblent au traitement auquel recouraient les médecins au Moyen Age, à savoir saigner leurs patients, il est conduit à cette conclusion par le constat de cette offensive sans précédent visant à démanteler tout ce qui constitue la classe ouvrière.

Aussi, ce moment nouveau de la crise de démembrement de l'économie capitaliste a-t-il des conséquences politiques majeures. Camdessus, dans une de ses déclarations récentes, a expliqué que la Corée avait triché et menti sur l'état réel de son système bancaire, et a par conséquent réclamé, je cite, *"un droit d'ingérence financière"*. Le *"droit d'ingérence financière"*, réclamé par le FMI, vient en complément du droit d'ingérence "humanitaire", en réalité du droit d'ingérence militaire justifiant que l'impérialisme puisse démanteler les nations, les Etats et toutes les formes d'organisation dont les différents pays se sont dotés. C'est un problème qui a été posé très brutalement. Les trois candidats à l'élection présidentielle en Corée du Sud ont dû prêter serment avant l'élection en s'engageant à appliquer le plan du FMI. Et la presse américaine soulignait que le principal problème n'est pas le fait qu'ils prêtent serment, mais de savoir s'ils seront capables de faire face aux grèves et aux émeutes que ne manqueront pas de provoquer ces plans.

Derrière cette question se trouve posé le problème de la supranationalité, c'est-à-dire de la manière dont des institutions, qu'il s'agisse des institutions européennes ou de celles des multinationales, s'érigent au-dessus des nations pour dicter une politique de démantèlement des nations et de la souveraineté. J'attire l'attention des camarades sur le fait qu'il y a un leurre auquel il ne faut pas se laisser prendre. Le fait que certaines Bourses aient connu quelques envolées au début du mois de janvier n'est qu'une confirmation de la profondeur de la crise. On l'a expliqué dans différents textes. Il existe sur les places mondiales des centaines et des milliers de milliards de dollars, pour la plupart fictifs, pour certains plus ou moins réels, qui sont confrontés à tout instant à l'angoissante question : sur quel marché financier faut-il se porter pour perdre le moins possible ou gagner le plus possible ? De ce point de vue, chaque fois, et cela s'observe à la Bourse de Paris et à Wall Street, que se produisent des envolées sporadiques des places boursières et de tel ou tel cours des actions, ces hausses correspondent dans la plupart des cas à des annonces de plans de restructuration brutaux. Cela a été encore le cas récemment en France, où on a annoncé pour Rhône-Poulenc, Pechiney et plusieurs entreprises des résultats fantastiques, faisant suite à des plans de restructuration brutaux, qui constituent donc un encouragement pour

les capitalistes sur le fait qu'il va y avoir une plus grande mise en valeur, rentabilisation, du capital. Espoir fondé sur la spéculation et extrêmement précaire.

En réalité, comme le notait un journal économique français :

> *"La crise asiatique devra affecter les marchés pendant au moins plusieurs mois, sinon davantage."*

Et je signale que ces records boursiers, fondés sur les plans de restructuration, sont à l'image de toute l'économie mondiale. Il y a quelques jours, la presse annonçait qu'Ericsson, le fabricant suédois, a pris la première place de la téléphonie mondiale sur la base de dix mille suppressions d'emplois qui venaient d'être réalisées. C'est le cas d'Electrolux et de beaucoup d'autres.

Dans cette situation, lorsque nous parlons de cette crise de décomposition du régime de la propriété privée des moyens de production, nous comprenons qu'aucune région du monde ne sera épargnée. Il est frappant de constater, et là c'est une parenthèse française, que l'Agence France Presse, qui est une agence extrêmement indépendante, comme tout le monde le sait, a, au mois de janvier, multiplié les dépêches sur les signes inquiétants de ralentissement au Royaume-Uni, les inquiétudes des industriels allemands sur les conséquences de la crise en Asie, les très grandes inquiétudes aux Etats-Unis... Il n'y a qu'un pays pour lequel l'AFP n'est pas inquiète, c'est la France, comme chacun le comprend, parce que la France a la particularité miraculeuse d'être à l'abri de toutes les catastrophes mondiales. Elle était déjà le seul pays européen à n'avoir pas été touché par le nuage de Tchernobyl, puisqu'il avait été annoncé officiellement à l'époque que le nuage s'était arrêté à la frontière... Aujourd'hui, le gouvernement français dit de la "gauche plurielle" a inventé une nouvelle notion. Il avait prévu une croissance économique de 3 %. Il a annoncé que, finalement, on allait perdre un demi-point de croissance à cause de la crise en Asie, Mais que, comme par ailleurs il s'était trompé dans ses prévisions et qu'en fait la croissance devait être de 3,5 %, grâce à cette miraculeuse erreur, la croissance allait quand même être de 3 %. Fermons la parenthèse.

Le fond de la question s'exprime dans la déclaration du président de la Banque mondiale, James Wolfensohn, qui, il y a deux semaines, a dit qu'il avait l'espoir que la crise financière en Asie était achevée, tout en précisant :

> *"On ne peut pas prédire l'avenir. Mais j'ai confiance. Le FMI a fait du très bon travail."*

Et il ajouté :

> *"La Banque mondiale devra prendre le relais en matière sociale parce que la crise a provoqué un fort appauvrissement dans ces pays."*

Quand le directeur de la Banque mondiale met cette question à l'ordre du jour, on comprend qu'il n'y a pas de sa part d'exagération, il y a plutôt une atténuation. La crise en Asie et dans le monde entier se traduit d'ores et déjà, et est appelée à se traduire de plus en plus, par une offensive de destruction de toutes les institutions sociales et ouvrières qui permettent à la classe ouvrière de se préserver comme classe. Et, je vais y venir dans un instant, le vecteur de cette destruction — et ceci est un élément posé à un niveau qualitativement nouveau pour nous —, c'est une politique de destruction des Etats et des nations.

LA DISLOCATION DES NATIONS

Nous avons eu l'occasion à de nombreuses reprises, dans le conseil général de la IV[e] Internationale et dans nos conférences mondiales, de discuter sur l'importance renouvelée, renforcée, que revêtent les questions de l'indépendance nationale, de la souveraineté, face à la politique de démantèlement des Etats. On a été amené à en discuter à propos de l'Afrique, partiellement à propos de l'ex-Yougoslavie. Sachons reconnaître que la poursuite du processus de décomposition d'un régime social à l'agonie a pour conséquence de poser la question de la souveraineté des

nations et des Etats, y compris pour les pays impérialistes, et de donner à cette question aujourd'hui un caractère universel, ce qui ne veut pas dire qu'elle se pose de manière identique partout.

D'abord une remarque : notre discussion prend place après la conférence européenne de Berlin, dont j'aurais l'occasion de parler tout à l'heure, et, pour la première fois dans une conférence sur le continent européen, la question de la souveraineté des nations et des Etats a été une question centrale dans le débat.

Cela pour une raison qu'il est assez facile de comprendre : l'Europe, c'est le continent classique des révolutions bourgeoises, tout simplement parce que c'est le continent classique du développement du capitalisme dans sa phase ascendante. Or, qu'il s'agisse de la révolution bourgeoise aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne, en France, sous des formes différentes, mais je dirai aussi aux Etats-Unis, la constitution de la nation par la bourgeoisie, dans le cadre de la constitution du marché, s'est toujours exprimée dans un double mouvement : unifier l'expression monétaire et établir la souveraineté de la bourgeoisie sur la définition et l'exécution du budget. On a tous en tête la fameuse *Tea Party* de Boston, où, sur le problème des taxes, s'est amorcée la révolution américaine. Mais sous d'autres formes, sous la Révolution française, en Grande-Bretagne, l'acte de souveraineté du Parlement a toujours été : nous sommes les seuls à pouvoir frapper monnaie et la même monnaie sur tout le territoire national, affirmant l'existence d'un marché national, et nous sommes les seuls à pouvoir définir le budget, les impôts qui sont levés et leur utilisation.

Or regardez ce qui se passe aujourd'hui pour les pays impérialistes qui composent l'Union européenne. Les budgets ne relèvent plus de la souveraineté nationale, même sous la forme totalement frelatée du parlementarisme de la V^e^ République ou de la République italienne, ou de la Grande-Bretagne, puisque non seulement les budgets sont intégralement dictés par des critères de convergence qui définissent le déficit budgétaire autorisé, mais la structure même des budgets est dictée par les instances européennes. Ainsi, la France vient d'être condamnée pour avoir subventionné son industrie textile, puisque les subventions à l'agriculture et à toute forme d'industrie et de service public sont strictement contingentées, et qu'il y a obligation d'ouverture à la concurrence et de remise en cause de tous les monopoles.

Par ailleurs, pour la première fois dans l'histoire, nous serions dans une situation où la prérogative de frapper monnaie serait transférée à un échelon supranational, sous contrôle d'une institution qui, en aucune manière, même la plus frelatée qui soit, ne relève d'une quelconque souveraineté populaire. Et, pour la première fois, on aurait un instrument monétaire qui ne correspondrait pas à des structures étatiques, institutionnelles, politiques unifiées.

Camarades, un Etat qui perd le contrôle de son budget et de sa monnaie n'est plus un Etat souverain. Mais il faut aller plus loin. La question nationale qui était résolue par la bourgeoisie dans sa phase ascendante, alors qu'elle constituait son marché national, a aussi fourni le cadre dans lequel la classe ouvrière s'est constituée comme classe. Nous avons coutume de dire, selon une formule classique, que la lutte de classe est nationale dans sa forme, internationale dans son contenu. Mais, si elle est nationale dans sa forme, cela ne signifie pas simplement qu'elle est marquée par l'histoire nationale de chaque pays, cela signifie que la forme de la lutte de classe, dans la mesure où elle s'est édifiée dans le processus même de construction de la nation, est menacée aujourd'hui par l'entreprise de démantèlement de la nation et de l'Etat, qu'il s'agit donc d'une entreprise de démantèlement de la classe ouvrière comme classe.

A la conférence de Berlin, des délégués allemands ont mis en évidence que, moins de dix ans après que la classe ouvrière eut imposé le rétablissement de l'unité nationale, on assiste à une entreprise de désintégration, d'atomisation Land par Land. Une question centrale du point de vue de la résistance à ce processus, c'est le combat pour le maintien du cadre national des conventions collectives, au moment où

l'offensive s'opère pour transférer le niveau des négociations et des conventions collectives au plan de l'entreprise.

Le délégué italien à la conférence de Berlin a, lui, donné un tableau du degré d'avancement de l'éclatement de l'unité nationale (qu'on se souvienne du combat pour l'unité nationale en Italie !). Il apparaît que les lois récemment votées par le gouvernement de la coalition de L'Olivier atomisent la santé, l'éducation, l'industrie, l'agriculture en vingt régions distinctes les unes des autres. Mais, même en France, où pourtant la centralisation jacobine pouvait laisser penser que la question était réglée depuis longtemps, elle est aujourd'hui totalement remise en cause.

Le ministre de l'Education nationale prône *"la territorialisation de l'éducation"*, tandis que le projet de loi sur les 35 heures vise à substituer les accords d'entreprise aux accords de branche à l'échelle nationale. Et quand le ministre de l'Education déclare, à propos de cette *"territorialisation de l'enseignement"*, dans une déclaration affichée dans toutes les salles de professeurs : *"Pourquoi faire à Paris ce qu'on pourrait faire aussi bien ici ?"*, la formulation a son importance. C'est une tentative de dresser tel ou tel particularisme régional contre "l'autorité abusive" de la capitale. C'est un plan délibéré d'éclatement de la nation.

A l'échelle européenne, cela s'inscrit dans un plan d'ensemble. Le Brookings Institute, à Washington, a publié, il y a quelques mois, la carte de ce qu'il appelle *"l'Europe des bananes"*, c'est-à-dire ces deux grands arcs, l'un nord-sud, qui va de Londres à Turin, l'autre est-ouest, qui va de Venise à Barcelone. Ces deux grandes zones seraient, selon le Brookings Institute, les grandes zones économiques *"particulièrement développées"*. Ce qui, en retour, dessine la carte de l'Europe inutile : tout ce qui est à l'est de Francfort, tout ce qui est à l'ouest du Luxembourg, de la Lorraine et de la Suisse...

Camarades, le même Brookings Institute est l'institut qui avait lancé il y a quelques années la formule *"Afrique utile, Afrique inutile"*...

A l'époque, nous avions été les seuls à la reprendre pour montrer comment elle éclairait les plans impérialistes. Pendant des années, quiconque utilisait la formule *"Afrique utile, Afrique inutile"*, dans n'importe quelle région du monde, était immédiatement identifié comme un affreux "trotskyste-lambertiste". Aujourd'hui, tout le monde parle d'Afrique utile et d'Afrique inutile. Le *Financial Times* a publié, il y a quelques mois, une carte exposant *"l'Algérie utile"* et *"l'Algérie inutile"*.

"EUROPE UTILE" ET "EUROPE INUTILE"

De ce point de vue, l'analyse par ce même Brooking Institute de ce que veut dire *"l'Europe des bananes"*, c'est-à-dire l'Europe utile et l'Europe inutile, correspond aux mécanismes de Maastricht-Amsterdam-Luxembourg, c'est-à-dire à ces institutions supranationales, mais qui sont quand même reliées à un centre. Et le centre auquel elles sont reliées, c'est l'Organisation mondiale du commerce, c'est la prétendument indépendante Banque centrale européenne qui ne sera rien d'autre qu'une succursale surdéterminée par le cours du dollar et les devises de la Federal Reserve américaine, c'est-à-dire un relais des besoins de l'impérialisme américain et des multinationales.

Cette situation donne toute son actualité à la théorie de la révolution permanente. Trotsky a écrit que la bourgeoisie et le mode bourgeois de production constituaient par eux-mêmes une limite au développement de la nation. Aujourd'hui, on peut dire, en retournant la charge de la preuve, que la survie — dans les conditions de putréfaction que nous avons analysées antérieurement — du régime de la propriété privée des moyens de production aboutit à menacer de faire voler en éclats la nation et l'Etat, et à faire reposer sur la classe ouvrière le combat pour la souveraineté de la nation.

Cette question se retrouve dans tous nos débats. Elle est bien sûr posée dans la discussion à propos de l'Algérie, de la

situation en Afrique. Elle s'est aussi retrouvée posée dans la discussion que nous avons eue avec des militants chinois, comme dans celle que nous avons eue lors de la conférence de Berlin avec des militants iraniens. Et, sous des formes particulières, elle est posée en Europe. Elle est posée y compris aux Etats-Unis. Mais, avant d'en venir à ce point, soulignons que dans ce cadre, "les réformes de l'Etat" qui sont entreprises partout ont une fonction précise : assujettir les fonctions de l'Etat aux fonctions de répression interne et externe contre la classe ouvrière et les peuples.

Deux éléments qui illustrent ce fait : il y a quelques semaines un débat a eu lieu au Congrès américain sur le budget militaire. Des pressions s'exercent pour sa réduction. Le secrétaire américain à la Défense, William Cohen, a justifié le chiffre de un million quatre cent mille soldats, qui devait être l'effectif de l'armée américaine en permanence,

> *"par la nécessité de maintenir la capacité de mener et de gagner des conflits majeurs sur deux théâtres différents dans des intervalles de temps se chevauchant".*

C'est clair.

Comment cela se traduit-il dans un pays comme la France ? Une réforme très importante a été introduite, il y a un an, par Chirac et poursuivie par Jospin : la suppression du service militaire fondé sur la conscription. L'un des principaux officiers formateurs de l'école militaire de Saint-Cyr, où sont formés les officiers les plus brillants non seulement de la France, mais de l'Afrique et de toute une série de pays, a déclaré ouvertement : la seule raison d'être de la suppression du service militaire fondé sur la conscription, c'est de disposer d'une armée professionnelle capable de faire face aux troubles sociaux que peut engendrer à tout instant la crise qui se développe en Europe et en France. Sous une autre forme, il y a aussi la constitution d'un corps expéditionnaire de 50 000 hommes sous contrôle de l'OTAN en Espagne, présenté comme un instrument de police pour l'Afrique du Nord. Ce ne sont pas des aspects superficiels ou secondaires, c'est la façon dont la classe capitaliste ajuste son dispositif à des besoins nouveaux.

C'est dans ce cadre qu'il faut revenir sur la signification de l'AMI, l'accord multilatéral sur l'investissement.

Le camarade Tafazzul Hussein, qui, à la conférence de Berlin, représentait les militants qui préparent en Asie une conférence pour la défense des travailleurs et des peuples et de leurs organisations, a évoqué ce qui se passait au Bangladesh. Il a expliqué : c'est un peu le test de l'AMI, puisqu'au Bangladesh une entreprise américaine a provoqué un gigantesque incendie qui a isolé une très grande partie du pays pendant sept mois. Aucune mesure n'a été prise pour éteindre cet incendie qui a ravagé des régions entières, et, au bout de sept mois, l'entreprise américaine est partie en disant : on ne vous doit rien, vous ne nous devez rien, au revoir. Alors, il pourrait sembler que c'est une manifestation de plus du pillage éhonté du Bangladesh et d'autres pays d'Asie par l'impérialisme. Mais ce serait une erreur de croire que le problème se limite à l'Asie. Il concerne le reste du monde.

"LA CONSTITUTION D'UNE ÉCONOMIE MONDIALE UNIQUE"

Il y a quelques semaines, une entreprise américaine a intenté un procès contre le gouvernement canadien à qui elle réclame une indemnité de 250 millions de dollars. Le motif est le suivant : cette entreprise a décidé d'exporter sur le territoire canadien des produits qui sont considérés dans la législation canadienne comme des produits toxiques. Le gouvernement canadien s'y est opposé. Au nom d'une clause de l'ALENA (qui est présente dans l'AMI) l'entreprise en question a dit : l'opposition du gouvernement canadien relève d'une mesure illégale d'expropriation. C'est cela qui constitue le contenu de l'AMI, sa "raison d'être", si l'on peut dire : le règne sans partage des multinationales. C'est une constante de l'ensemble des plans, des traités commerciaux. Aussi, si l'AMI connaît des vicissitudes quant aux délais

de sa ratification, il demeure. Qu'on se souvienne des délais lors de l'Uruguay Round ; ils ont précisément été le moyen d'aboutir à la mise en place de l'OMC.

Cela fait maintenant deux ans que l'AMI est négocié en secret par tous les gouvernements du monde. C'est un traité qui donne tous droits et toutes prérogatives à toute multinationale pour investir et désinvestir, délocaliser, remettre en cause tout monopole, y compris celui de l'éducation, rapatrier ses capitaux comme elle l'entend et quand elle l'entend ; un traité qui interdit à tout gouvernement la moindre clause dite "d'expropriation", Mais avec le caractère très extensif de la notion "d'expropriation". Par exemple, un gouvernement qui s'oppose à l'implantation d'usines de gaz toxiques est accusé "d'expropriation". Et l'AMI comprend, en réalité, la remise en cause de la notion même de contrat, qu'il s'agisse de contrat entre une entreprise et un Etat auquel elle aurait des comptes à rendre, puisque l'entreprise n'a précisément aucun compte à rendre, qu'il s'agisse d'un contrat collectif de travail, convention ou statut, ou d'un contrat individuel.

Or, camarades, ce fameux AMI, négocié secrètement par les vingt-neuf pays de l'OCDE, pose pour nous un problème théorique. Renato Ruggiero, le président de l'OMC, a fait une déclaration que nous avons déjà utilisée :

> *"Nous sommes en train d'écrire la Constitution d'une économie mondiale unique."*

S'il pouvait y avoir une économie mondiale unique avec une Constitution unique, cela voudrait dire que Lénine s'est trompé, et nous à sa suite, en disant qu'il n'y avait pas place pour un superimpérialisme. En réalité, la formule de Renato Ruggiero indique partiellement les intentions des multinationales, mais partiellement les masque. Ce n'est pas la Constitution d'une économie mondiale unique, parce que, dans la notion de Constitution, il y a la notion de règles, de lois, qui peuvent être élaborées et qui peuvent être changées. L'AMI n'est pas un ensemble de règles et de lois. L'AMI peut être résumé à une phrase : tout droit aux multinationales d'agir comme elles l'entendent. Mais cela, ce n'est pas une Constitution, ce n'est pas un ensemble de règles : c'est l'humanité entière livrée à la guerre à mort entre les multinationales, et des multinationales contre les peuples et les classes ouvrières. C'est au contraire un processus qui menace d'explosion toutes les formes institutionnelles existantes de tous les Etats, y compris des Etats-Unis.

Il peut sembler extraordinaire de dire *"y compris les Etats-Unis"*. Certes, l'impérialisme américain occupe une place de plus en plus dominante à l'échelle mondiale. Il faut le dire en passant, par rapport à toutes les théories qu'on a pu entendre, des pablistes et autres, sur les prétendus "nouveaux impérialismes". On pourrait donner beaucoup de chiffres, en voici quelques-uns.

Si on étudie les 500 multinationales qui représentent la plus importante capitalisation boursière, on constate que parmi les 50 premières, 34 sont américaines. Et le monde entier se partage les 16 autres. Si on prend les 100 premières, 59 sont américaines. Et même si on prend les 500 premières, 235 sont américaines. Et si vous voulez connaître la suite du classement, le Japon arrive en deuxième position avec 71 multinationales. Mais, soit dit en passant, les multinationales japonaises ont pour principale fonction de dégager des surplus financiers qui permettent de financer la dette américaine. Elles ont donc un caractère un peu particulier dans ce dispositif. Ensuite, en troisième position, vient l'Allemagne, avec 21 des 500 premières multinationales, la France avec 19. Au passage, si on additionne toutes les multinationales contrôlées par tous les Etats européens (pas l'Europe des quinze : tous les Etats européens confondus, y compris la Suisse), cela fait un peu plus de la moitié des multinationales détenues par les Américains, et encore, ce ne sont pas les premières dans les 500. Quant à la Corée du Sud, elle était promise, paraît-il, à un avenir gigantesque — avant la crise, elle contrôlait une seule des 500 multinationales représentant la plus importante capitalisation. Je ferme la parenthèse. Mais voilà tout de même qui rétablit la réalité quant à ces "nouveaux tigres", ces nouveaux "dragons", ces nouveaux impéria-

lismes ou semi-impérialismes, dont certains nous annonçaient périodiquement la naissance depuis vingt-cinq ans : il y a eu l'Iran, le Brésil, la Corée du Sud, Taiwan, Hong-Kong...

Donc, la place dominante de l'impérialisme américain est indiscutable. Cela étant, l'impérialisme américain n'est pas un tout homogène. Il y a des multinationales. Et ce qu'il faut surtout distinguer, c'est que la part des multinationales dans l'économie mondiale, elle, progresse à une vitesse faramineuse. Quelques chiffres encore : le chiffre d'affaires des 500 multinationales les plus importantes représentait, il y a deux ans, un peu plus de 10 000 milliards de dollars, c'est-à-dire deux fois le produit intérieur brut américain. Ce chiffre d'affaires a progressé de 9 % par rapport à l'année précédente, mais les profits ont augmenté de 62 %. J'insiste sur le rapport entre ces deux chiffres : 9 % de progression du chiffre d'affaires, 62 % de progression des profits, en une année. Une année durant laquelle ces 500 multinationales ont procédé à 262 000 suppressions d'emplois sèches. Il y a donc un poids dominant de ces multinationales, qui elles-mêmes sont contrôlées directement par les institutions financières, avec ce montant qu'on a déjà signalé : les 140 000 milliards de dollars que représentent le flux des services financiers sur une année, vingt fois le produit intérieur brut américain. Et on assiste à l'heure actuelle à une accélération des fusions-restructurations. L'année dernière, pour les seules compagnies américaines, le montant des fusions-restructurations représente l'équivalent de 1 000 milliards de dollars, 50 % de progression par rapport à l'année précédente, d'abord et avant tout dans le domaine bancaire et financier. Et le contrecoup de cela, ce sont les restructurations-fusions dans le domaine des banques et des assurances, en Suisse, en France, en Allemagne, tout le monde connaît ça.

LA MONNAIE ÉLECTRONIQUE

Alors, dans ce processus, quel est le contenu des négociations sur l'AMI ? Je l'ai dit : il s'agit de soustraire les multinationales et leurs besoins d'accumulation du profit et d'exploitation aux règles contraignantes imposées par les Etats et les nations. Ce qui aboutit à remettre en cause ce cadre-là, y compris aux Etats-Unis. Il y a, à l'heure actuelle, d'autres négociations secrètes au sujet de la mise en place de ce qui s'appelle la "monnaie électronique". On nous décrit la monnaie électronique comme un marché majeur des prochaines années, puisque l'essentiel des transactions commerciales, et même des petites, devraient se faire par le truchement de la monnaie électronique, que ce soit via Internet ou par ce qui s'appelle "les porte-monnaie électroniques". Il y a, à l'heure actuelle, des négociations extrêmement avancées, au niveau de toutes les banques centrales, sur les problèmes posés par la monnaie électronique.

Et l'une des questions posées, qui me semble très intéressante sur le plan théorique, est celle de savoir qui aura le droit d'émettre de la monnaie électronique. L'accord en cours de négociation stipule que *"des non-banques seront autorisées à émettre de la monnaie électronique"*. Des non-banques, c'est-à-dire des multinationales.

C'est-à-dire que vous auriez une monnaie électronique Toyota, une monnaie électronique General Motors ou General Electric. Et, à partir de là, ce qui est déjà remis en cause en Europe le sera aussi aux Etats-Unis. Et, derrière la lutte à mort sur : quelle monnaie électronique l'emportera sur telle autre, c'est non seulement la porte ouverte à la spéculation et au pillage, mais également la porte ouverte au démembrement de la nation partout, y compris aux Etats-Unis.

Si mes souvenirs sont exacts, la bourgeoisie américaine a eu du mal à procéder à son unification, non seulement à travers la guerre de Sécession, mais aussi parce que, pendant très longtemps, un certain nombre d'Etats avaient gardé le privilège d'émettre leur propre dollar. L'unification en un seul dollar américain a été assez tardive. L'explosion de l'unité monétaire à travers les monnaies électroniques, c'est la logique de la dislocation non seulement de l'ordre mondial, mais des nations et

des Etats, sous les coups de boutoir de ce qu'on pourrait appeler "l'ordre des multinationales". Lequel n'a rien d'un ordre, mais relève de la domination directe des multinationales sur l'ensemble de l'humanité.

Comme l'élaboration et la négociation de l'AMI constituent un processus complexe, et que les représentants américains trouvent qu'il ne va pas assez loin, que certains des négociateurs européens cherchent à sauvegarder quelques miettes, alors les ONG s'agitent. Après le silence, c'est un concert de déclarations véhémentes dans leur forme et qui omettent systématiquement de signaler — par exemple, en Europe, alors que s'accélère la marche vers la monnaie unique — que les négociations sur l'AMI s'inscrivent dans un projet d'ensemble qui s'exprime dans l'ALENA, comme dans Maastricht-Amsterdam, dans l'APEC en Asie, etc.

Quelle est la particularité de ces ONG ? Elles dénoncent toute une série de choses sur l'AMI, de façon parfaitement correcte. Elles expliquent que c'est la remise en cause de la souveraineté, des choses parfaitement justes. Et que proposent-elles ? La chose suivante :

> *"Nous exigeons un arrêt des négociations, des expertises publiques et indépendantes sur les effets que développerait ce traité, et l'élaboration d'un code de conduite contraignant pour les multinationales."*

Et les ONG ajoutent :

> *"Il ne faut pas donner encore plus de liberté au capital. L'urgence est de fixer le capital et de limiter ses droits."*

Et, dans un autre texte, elles font des propositions précises :

> *"Nous en appelons à l'OCDE."*

Ces ONG s'adressent à l'OCDE et aux différents gouvernements et leur demandent :

> *"1) Nous vous demandons de mettre en œuvre une appréciation indépendante des conséquences de l'AMI sur l'environnement et sur les questions sociales. 2) Nous demandons à tous les investisseurs des multinationales de respecter tous les accords qui existent sur la question du droit du travail, de la santé, de la sécurité, des droits humains et de l'environnement. 3) Nous demandons que soient revus les mécanismes visant à résoudre les crises. 4) Aucune des ONG signataires de cet appel n'a d'objection au fait que l'expropriation opérée par une nation appelle des compensations financières. Mais nous pensons qu'elles doivent être régulées"*, etc.

LA "STIMULATION CRITIQUE" À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

Le rôle de ces ONG est clair. Souvenons-nous : lorsque nous avions participé, dans le cadre de l'Entente, à une délégation au FMI, délégation porteuse d'accusations des travailleurs et des peuples, que nous a-t-on dit ?

> *"Installez-vous, vos critiques sont les bienvenues, même si elles sont très sévères, vous pouvez nous aider."*

En clair, devenez une ONG qui, à l'échelle internationale, pratique ce que le dirigeant du PDS italien D'Alema a défini comme *"la stimulation critique"*.

Quelle conclusion devons-nous tirer de cette situation, telle que je viens de la dépeindre rapidement ? Il y a celle que tirent tous les appareils, grands et petits, qui peut être résumée ainsi : étant entendu que rien ne peut être fait contre la décomposition du régime de la propriété privée des moyens de production, nous postulons au rôle d'organisateurs de la destruction des nations, des Etats et de toutes les conquêtes qui constituent la classe ouvrière comme telle.

Cela a été au centre de la conférence de Berlin : rien de ce qui se passe aujourd'hui en Europe ne serait même envisageable si le gouvernement britannique ne s'appelait pas le gouvernement Blair, si nous n'avions pas en France un gouvernement Jospin-Gayssot-Voynet-Chevènement, s'il n'y avait pas en Italie un gouvernement PDS couvert par Refondation communiste, etc. Rien de cela ne serait possible.

Il y a une question qui a maintenant un caractère universel. Ce qui s'appelait, il y a deux ans, en Italie "stimulation critique", et que j'ai évoqué à propos du rôle des ONG (qui s'appelle en français "articulation intelligente"), est un mécanisme parfaitement mis au point, qui vise le résultat suivant : le rôle de toute protestation sociale, et surtout le rôle de toute organisation syndicale, est de faire dévier tout mouvement de grève ou de protestation, de manière qu'il ne mette pas en cause le gouvernement et qu'au contraire il serve de support aux contre-réformes décidées par ce gouvernement. Rappelons que la formule "stimulation critique" avait été utilisée par D'Alema, président du PDS italien, quand il était à la tête d'une manifestation ouvrière visant à défendre les régimes de retraite et que, en même temps, son parti, le principal parti du gouvernement, voulait liquider les retraites. Il avait dit : c'est normal, le rôle des syndicats est d'apporter une "stimulation critique" au gouvernement. Moyennant quoi, il y a eu plusieurs semaines de grève, de manifestations et, au bout du compte, les trois confédérations syndicales italiennes qui pratiquaient l'unicité depuis un quart de siècle ont signé l'accord de liquidation des retraites.

Nous sommes aujourd'hui, en France, confrontés exactement à la même question. Sauf que pour l'instant, l'accord de toutes les confédérations pour cette politique n'a pas été obtenu. Mais c'est dans ce sens que s'exerce la pression. Le fameux mouvement des chômeurs, qui utilise de manière démagogique l'angoisse devant les sept millions de chômeurs, a pour seule fonction de faire crier aux manifestants, ce qui a été le cas il y a deux semaines : *"Jospin, ne lâche pas sur les 35 heures !"* Alors que le projet de loi sur les 35 heures est un projet de loi qui conduit à la baisse des salaires, détruit le contrat de travail, augmente l'amplitude journalière du travail, pille les fonds de Sécurité sociale et prépare la disparition de la notion même de contrat de travail au profit d'une espèce de précarisation générale et permanente de toute la société. Par ailleurs, cette loi subventionne à coups de milliards et de milliards le patronat, qui va s'en servir pour spéculer, qui ne créera aucun emploi, comme c'est le cas depuis quinze ans en France. Ces milliards serviront à détruire la production, à supprimer des emplois, etc.

C'est donc pour faire soutenir cette loi qu'ont été organisées les prétendues occupations d'ASSEDIC. Je précise, pour les camarades qui ne connaissent pas nécessairement la signification de ce sigle et à qui quelques subtilités peuvent échapper dans toutes les campagnes médiatiques de mensonge, que l'ASSEDIC, c'est l'assurance chômage. Elle est gérée paritairement par les syndicats et par le patronat. On peut émettre beaucoup de critiques sur la manière dont cette gestion est opérée, sur les mesures prises. Et nous sommes un certain nombre ici à penser que beaucoup de mesures prises par la direction de l'UNEDIC sont très discutables.

Cela étant, après le plan Juppé sur la Sécurité sociale, il se trouve que l'UNEDIC est le dernier organisme en France qui soit géré paritairement par les syndicats et le patronat, et qu'il est fondé sur le salaire différé, la propriété des salariés. Comme il est fondé sur le salaire différé, tout le monde comprend que ce régime, mis en place à l'époque où il y avait moins de cinq cent mille chômeurs, confronté aujourd'hui à l'existence de millions de chômeurs, peut difficilement résoudre le problème du chômage, ni même garantir des indemnités à un niveau satisfaisant. Les chômeurs en fin de droits sont en principe garantis non par ce régime d'assurance chômage, mais par ce qui s'appelle les minima sociaux, qui sont payés par le gouvernement. Autrement dit, pour les chômeurs en fin de droits, c'est le gouvernement qui crée cette situation en bloquant les minima sociaux. Eh bien, camarades, depuis deux mois en France, l'appareil stalinien coorganise en quelque sorte avec la LCR et tous les groupes de renégats la mise en cause non du gouvernement, mais de l'UNEDIC et des ASSEDIC.

Il faut occuper les ASSEDIC, il faut manifester au siège de l'UNEDIC, disent-ils, mais pas chez Jospin, ni chez le ministre du Travail ! Il y a même eu des comités, de prétendus comités de chômeurs CGT, qui ont publié des tracts proclamant :

"C'est le régime d'assurance chômage qui organise l'exclusion sociale."

Cette politique ouvre la voie à une politique de démantèlement du mouvement ouvrier. Pourquoi le font-ils ? Pour faire passer la loi sur les 35 heures ! Pour arriver à assujettir les centrales syndicales à la loi sur les 35 heures et à travers cette loi, à toutes les directives des multinationales et de Maastricht et de Luxembourg.

Cette question n'est pas une question italienne ou française, c'est une question qui nous est posée dans le monde entier. Elle manifeste le rôle joué par l'appareil stalinien, qui se maintient aujourd'hui comme un appareil de mercenaires disponibles pour aller jusqu'au bout de cette destruction du mouvement ouvrier. Cette situation pose aussi une question sur le réformisme. Cette situation mondiale ne laisse guère de place à une politique réformiste classique. Regardez ce qui se passe aux Etats-Unis. Il y encore quelques semaines, la direction de l'AFL-CIO, par le truchement de la CISL, a fait une tentative d'ouverture vers le FMI. Il y a une déclaration commune de Bill Jordan et de Camdessus, disant qu'il faudrait prendre en compte les problèmes sociaux dans les plans d'ajustement structurel du FMI. Mais, immédiatement après le plan du FMI en Corée, l'annonce par Greenspan qu'il va liquider les fonds de pension a amené Sweeny à faire le discours dont j'ai parlé tout à l'heure, dénonçant les plans du FMI et posant la question de la défense des fonds de pension.

Alors cette question est posée aux Etats-Unis, en France sous d'autres formes, et elle amène — c'est sur ce point que je voudrais conclure — à un certain nombre de questions politiques sur nos responsabilités.

De cette situation mondiale, découle une question centrale : la classe ouvrière a-t-elle la capacité de s'opposer à ce cours de destruction ? Il faut dans cette situation mondiale prendre en compte le rôle des appareils, je l'ai indiqué, mais aussi les manifestations réelles et indiscutables de la recherche des voies de la résistance. Celle-ci s'exprime non seulement sur le plan de la lutte de classe directe, mais se réfracte aussi à l'intérieur des organisations ouvrières. Il est d'une extrême importance d'identifier les formes diverses sous lesquelles des courants, des groupes, des organisations, des responsables, quelles que soient leurs origines dans le mouvement ouvrier, cherchent à se dégager de cette politique qu'on ne peut plus appeler d'accompagnement, mais qui est une politique d'autodestruction.

LE PROBLÈME DU FRONT UNIQUE

Identifier ces processus, c'est poser le problème de notre politique et d'abord celle du front unique. On a dit que la conférence de San Francisco a été un cadre dans lequel nous avons réalisé un certain type de front unique avec la direction de l'AFL-CIO. Et on l'a fait, je le rappelle, sur une ligne qui n'était pas celle de l'abrogation de l'ALENA. L'accord de front unique a été rendu possible dès lors que la direction de l'AFL-CIO, qui est pour des clauses sociales, a dit : nous constatons qu'il n'y a pas d'espace aujourd'hui pour des clauses sociales, qu'il faut donc combattre contre l'ALENA, contre les privatisations, dans un front unique que nous assumons avec ceux qui sont pour l'abrogation.

C'est dans ce contexte qu'il faut apprécier la conférence de San Francisco. Elle a constitué un grand succès qui, à mon avis, pèse d'un poids positif dans le sens de la défense de l'indépendance de l'ensemble des organisations syndicales, de l'ensemble du mouvement ouvrier dans toutes les Amériques.

Pour autant, ce serait une erreur de croire que, de manière unilatérale, l'AFL-CIO est engagée sur une voie de résistance. La réalité est plus complexe. Par exemple, l'AFL-CIO a décidé de financer à coups de centaines de millions de dollars le fonds du Parti démocrate pour la prochaine élection présidentielle. Pourtant, au même moment, Clinton engage une politique de destruction de l'AFL-CIO, décapitant le syndicat des teamsters, menaçant de liquider Trumka, le numéro

deux de l'AFL-CIO et, par ailleurs, liquidant les fonds de pension qui sont la base matérielle de l'existence du syndicalisme américain.

Ce n'est pas là une mince contradiction. On ne peut pas retenir qu'un seul aspect de la réalité et occulter un autre. Donc, si on veut partir de toute la réalité, il va falloir discuter sous un double angle. Comment matérialiser et consolider le front unique avec la direction de l'AFL-CIO, donc la journée d'avril dans toutes les Amériques, donc la campagne internationale de défense des dirigeants du syndicat des teamsters et de Trumka contre l'offensive de destruction ? Mais il faut aussi discuter de la construction du Labor Party aux Etats-Unis, où en est l'évolution de ce parti et du point atteint par le combat organisé par le programme de la IVe Internationale aux Etats-Unis. De ce point de vue, il y a la place tenue dans la préparation et la réalisation de la conférence de San Francisco. Mais les ambitions des trotskystes américains ne peuvent se limiter à être un centre d'impulsion de campagnes et ne pas se constituer comme courant politique indépendant dans le combat pour le Labor Party et celui pour le front unique.

Sous une autre forme, nous aurons à débattre de ces questions sur le plan européen. Qu'est-ce que le Comité national pour l'abrogation du traité de Maastricht, en France, par exemple ? C'est un cadre de front unique. Il réunit dans un même cadre pour l'abrogation du traité de Maastricht des militants qui comme nous et d'autres sont des adversaires résolus du gouvernement de la gauche plurielle et des militants qui adhèrent ou soutiennent des partis qui sont membres du gouvernement de la gauche plurielle. Pourquoi est-ce un cadre de front unique ? Parce qu'il est fondé sur le mot d'ordre d'abrogation de Maastricht, non à la ratification d'Amsterdam, non à la monnaie unique, non aux privatisations et à la déréglementation, en précisant qu'aucune politique conforme aux intérêts ouvriers et aux intérêts du peuple n'est possible tant que Maastricht n'est pas abrogé.

Sous une autre forme, le Comité européen pour l'abrogation que nous avons constitué à Berlin, et qui, à mon avis, est d'une extrême importance, a des caractéristiques comparables. Nous avons eu une discussion très intéressante à Berlin avec la délégation turque qui représentait une organisation importante dans son pays et qui, pour la première fois, participait à nos initiatives. Leur tradition, marquée par le stalinisme, n'est pas le front unique. Ils ont donc cherché dans la conférence à nous amener sur une position qui revenait à dire : notre comité se prononce contre le vote en toutes circonstances pour n'importe quel parti du type social-démocrate ou PC qui appliquerait Maastricht. Si on avait accepté cela, on expulsait du front unique les militants du PC en France, mais aussi les cent trente sociaux-démocrates allemands contre Maastricht qui étaient là, et donc on s'opposait à la lutte effective pour l'abrogation.

Mais si, au nom de l'existence du Comité national pour l'abrogation du traité de Maastricht, dans le moment même où nous réalisons la convention et la conférence de Berlin (qui sont des succès dans lesquels la section française a joué un grand rôle), nous laissions stagner la vente d'*Informations ouvrières,* nous relâchions l'effort dans la construction du Parti des travailleurs, ce ne serait plus pratiquer une politique conséquente de front unique qui exige l'indépendance, ce serait une politique d'adaptation.

Poser ces questions, c'est poser pour toutes les sections européennes, sous des formes différentes, la question de leur propre construction, en relation avec ce qu'a signifié la conférence de Berlin. C'est, par exemple, poser le problème de l'expression politique de la section de la IVe Internationale en Allemagne. On ne peut pas avoir, d'un côté, présents à la conférence, cent trente militants et cadres du SPD, rassemblés dans le regroupement des "Sociaux-démocrates contre Maastricht", qui sont extrêmement représentatifs et dont la venue est un immense succès politique, et, d'un autre côté, aucun organe d'expression politique indépendante de la IVe Internationale. Sinon nous allons nous adapter non pas au mouvement progressiste de ces militants, qui sont de vrais sociaux-démocrates et qui sont vraiment contre Maastricht et la

direction du SPD, mais nous allons au contraire nous adapter à leurs illusions, au lieu d'aider, dans l'action politique, au dépassement de ces illusions.

On ne peut pas contourner ces questions. On ne peut pas mettre en évidence un succès et puis dire : les difficultés, on verra après. Les choses sont organiquement liées pour nous tous.

On ne peut tout traiter dans ce rapport. Ces questions sont posées sous des formes diverses en Grèce, en Grande-Bretagne, pour toutes les sections et il faudra en discuter.

Dans ce cadre, on ne peut poser la question du Labor Party aux Etats-Unis sans revenir sur la discussion en cours sur le Parti des travailleurs au Brésil, non comme une discussion brésilienne, mais comme une expression brésilienne de la discussion internationale. Pourquoi ?

Au Brésil, l'année passée, la résistance des masses au corporatisme s'est exprimée dans le fait qu'elles ont imposé à la direction de la CUT de sortir des chambres corporatives sectorielles. C'est un problème politique. Minimiser la signification de cette question, c'est ne pas comprendre qu'en partie, ce pas de dégagement du corporatisme avait été imposée à la direction de la CUT à la fois par la pression de ses cadres et militants, par la dislocation du régime et par la direction de l'AFL-CIO qui avait fait pression, au bon sens du terme, sur la direction de la CUT. Ne pas saisir la signification de ce problème conduit à ne pas comprendre ce qu'a représenté le soulèvement dans l'Etat d'Alagoas et les grandes difficultés que nous avons rencontrées quant à notre intervention dans la rencontre nationale d'urgence convoquée par la direction du PT sur cette question.

Cela amène à une oscillation permanente entre l'adaptation à la direction du PT, qui est une direction traître au service de l'Internationale socialiste et de Washington, et une forme de dénonciation sectaire, gauchiste qui ne permet pas de comprendre qu'aujourd'hui, dans une situation d'effondrement accéléré au Brésil, la classe ouvrière qui a construit la CUT, qui a construit le PT, exerce une pression dans la situation qui se réfracte à tous les niveaux du PT et de la CUT et qui pose le problème de notre responsabilité devant les masses.

J'ai le sentiment que le fil qui relie la minimisation de la signification de la position de la CUT vis-à-vis des chambres sectorielles, la minimisation du soulèvement d'Alagoas et de ses suites dans la rencontre nationale, c'est une position de fait sur la situation mondiale, et non brésilienne, selon laquelle les jeux sont faits et qu'il n'y a plus rien à faire. Une manière de dire : le monde se décomposera, les appareils trahiront et les trotskystes ont pour vocation de dire que tout cela est regrettable. Eh bien, non, nous n'avons pas pour vocation de dire que c'est regrettable. Nous avons pour vocation, dans cette situation difficile, d'aider les travailleurs et les militants qui cherchent à résister à trouver les moyens pratiques de la résistance.

Ces questions sont sans aucun doute posées ailleurs. Par exemple, quelle est la signification de l'initiative que nous prenons en juin prochain à Genève sur la question de l'OIT ? L'OMC décide de "compacter" toutes les normes de l'OIT en cinq ou six normes incontournables, normes minimales, à partir de quoi toutes les autres seraient de fait considérées comme obsolètes. L'appel que nous avons lancé par rapport à cette session de l'OIT a-t-il ou non un sens ? Cela a-t-il un sens ou non d'appuyer la démarche des dockers britanniques qui, bien qu'ayant été contraints de rentrer parce que la direction du TGWU leur a imposé de rentrer, s'adressent à l'OIT en disant : il faut casser les normes antisyndicales imposées par Thatcher et poursuivies par Blair ? C'est un vrai débat.

L'AXE DE NOTRE ACTION

Notre axe, c'est que tant que survit un segment de civilisation comme nous l'a appris Lénine, tant que survit un segment d'institutions bâties par la classe ouvrière pour se défendre, nous aidons les tra-

vailleurs à saisir ce segment pour reconstruire la totalité. Les conventions de l'OIT, aussi bafouées soient-elles, sont l'un de ces segments. Nous avons comme devoir de les défendre, d'aider les dockers qui dans leur mouvement veulent les défendre, pour aider à reconstituer l'ensemble des institutions ouvrières.

Il faut mettre les problèmes en rapport, et c'est pour cela qu'il est important de faire des commissions continentales qui convergent dans une résolution générale, parce qu'on ne peut pas discuter valablement du Brésil, si on ne discute pas de Genève et de l'OIT.

Alors, il y a d'autres problèmes qu'il faudrait poser, mais je ne peux pas abuser de votre patience. J'en évoquerai trois pour finir : d'abord, la question du combat pour la construction du parti ouvrier indépendant ailleurs que dans les pays que j'ai évoqués. Par exemple, en Afrique et en Afrique du Sud. L'un des problèmes que nous aurons à débattre à Abidjan et ailleurs, c'est qu'il y a eu d'énormes pas en avant réalisés en Afrique dans le sens de la préservation de centrales syndicales indépendantes. Il y a eu aussi un certain nombre de problèmes, on y reviendra, Mais sur le plan politique, si je mets de côté l'Algérie, qui est un peu un cas de figure différent, la question du parti ouvrier indépendant n'a pas avancé. Deuxième problème qu'il faudra discuter : au cœur de la tourmente en Asie, la décomposition et la résistance. Les centrales syndicales coréennes, qui pourtant cherchaient des accommodements avec le FMI, ont été placées par lui dans une situation où elles ont elles-mêmes décrété : on aurait bien voulu parvenir à un accord, mais ce qu'on nous propose, c'est un suicide ; on ne peut pas accepter ; on en appelle à la résistance.

Au cœur de cette tourmente, le congrès de fondation d'un parti ouvrier indépendant au Bangladesh, en rapport avec une situation au Bangladesh où la confédération syndicale dirigée par nos camarades a contraint le gouvernement à un accord, dont nos camarades disent avec raison qu'on verra s'il est respecté ou pas. Cet accord signé suspend les plans de privatisation en cours. Peut-on faire de la convention constitutive du parti ouvrier indépendant au Bangladesh une préconférence rassemblant, en tout cas invitant tous les courants, organisations, militants qui cherchent à résister à la destruction des peuples et des nations d'Asie, en commençant par les Coréens, les Indonésiens, les Thaïlandais ? II faut en discuter ici, cela fait partie de nos responsabilités, Mais cela amènera à discuter d'autres questions et notamment d'une discussion sur la question nationale, où les camarades du Bangladesh, à juste titre, disent que toute l'histoire des cinquante dernières années, en Inde, au Pakistan et au Bangladesh, marque l'échec avéré de la volonté de l'impérialisme de justifier la constitution d'Etats sur des bases religieuses. C'est juste. A partir de là, on sait que la question nationale, posée de façon non religieuse, pose un problème qui dépasse les frontières du Bangladesh. Et elle pose d'une certaine manière une discussion sur la partition dans son ensemble, y compris avec le Bengale occidental, donc c'est une discussion qu'il faut mener.

LA PLACE DU CONGRÈS DE LA IVe INTERNATIONALE

Enfin, c'est dans ce cadre que la question de la place du congrès de la IVe Internationale concentre l'ensemble de ces discussions. Je reviendrai sur ce qui s'est passé à la conférence de Berlin. Jamais, dans notre histoire, nous n'avions rassemblé de manière aussi représentative des courants différents venus de 21 ou 22 pays d'Europe. Et pourtant, jamais, nous n'avons été dans une conférence européenne où il y avait à ce point unité de point de vue sur nombre de questions fondamentales.

Camarades, dans des conférences antérieures, on n'aurait pas pu de la même manière trouver un tel consensus sur la question de la souveraineté nationale, posée par les Tchèques, les Italiens, les Allemands, les Belges, les Français... Jamais, on n'aurait vu un tel consensus sur la Confédération européenne des syndicats (CES) qui a été dénoncée comme

un instrument subsidiaire de Bruxelles par de très nombreux délégués qui n'ont rien à voir avec la IV^e^ Internationale. Jamais, on n'a vu une telle unité de point de vue sur la politique des gouvernements de "gauche", y compris de la part de militants sociaux-démocrates ou venant du PC qui partagent notre condamnation de la politique de ce gouvernement. Ce résultat, il est bien sûr celui de notre politique, mais il est également une expression de la situation objective: toute la situation objective pousse ces militants dans cette direction.

Mais dire cela ne signifie pas, bien au contraire, que les illusions soient dissipées ou même qu'elles soient moins importantes. C'est l'inverse. Ces militants partagent beaucoup de choses que nous disons, mais le fait qu'ils restent membres de la social-démocratie, qu'ils restent membres de différents partis communistes, etc., c'est l'expression concentrée du fait que ce lien qui n'est pas rompu les relie en dernière analyse au gouvernement destructeur de la nation et de la classe ouvrière. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas renforcer le front unique, au contraire. Mais cela veut dire que toute adaptation aux illusions serait mortelle.

La IV^e^ Internationale est fondée sur la conviction qui nous est commune selon laquelle il n'y a pas de solution à la crise de l'humanité en dehors de la République universelle des conseils, en dehors du combat pour la propriété sociale à l'échelle internationale. Cette perspective se traduit dans une politique et une organisation. Nous devons discuter ici de la manière dont nous allons faire en sorte que la préparation du congrès de la IV^e^ Internationale nous permette non seulement de clarifier ces questions pour nous, mais également, à travers notre presse trotskyste, à travers nos initiatives, d'en faire un facteur de clarification et de regroupement avec ces militants. Sans quoi, je le répète, la dilution dans le front unique, c'est sa destruction.

Conseil général du 3 au 6 février 1998

Rapport sur le congrès mondial des sections de la IVe Internationale

Il y a une chose qui me semble générale à l'échelle de la planète, sous des formes diverses, à des degrés divers, c'est qu'une profonde angoisse saisit l'humanité. L'angoisse générée par la faillite du système de la propriété privée des moyens de production, qui a toute une série de conséquences politiques, psychologiques aussi. Pour notre part, comme marxistes, nous considérons que ce sont les bases matérielles qui déterminent la conscience, mais il est bien évident que si la place des hommes dans les rapports sociaux de production fournit l'explication fondamentale des relations entre les classes, elle ne se réduit pas à cela. Il y a toute une superstructure qui se développe, et qui intègre la psychologie, la place de l'individu, etc.

Je dirais donc qu'il serait erroné de considérer que ces problèmes relevant de la superstructure, ils seraient d'importance secondaire. Quand, ce matin, en France, par exemple, les statistiques démontrent qu'il n'y a jamais eu autant de suicides et particulièrement chez les jeunes, nous savons tous que ce phénomène n'existe pas seulement en France. Nous savons tous ce qui se passe en Afrique, en Asie, partout dans le monde. Il est clair qu'il y a là un problème qui rejoint les problèmes politiques fondamentaux, engendrés par la faillite du système de production et d'exploitation capitaliste.

Répétons-le : les relations sociales entre les classes, qui, en dernière analyse, expliquent l'ensemble des problèmes, sont néanmoins supportées par des êtres humains, par des individus, et il est clair que la situation présente de l'humanité pèse sur nous. Il serait absurde de penser que les constructeurs de la IVe Internationale seraient en dehors de ces processus. Ce serait là abandonner le matérialisme.

Il est donc nécessaire de comprendre qu'une partie de nos discussions sont imprégnées obligatoirement par la pression générale qui s'exerce sur l'humanité. Certes, le rôle et la place de la IVe Internationale, c'est-à-dire de l'organisation qui a pour charge d'aider le prolétariat à trouver la solution historique, ne peuvent pour nous être remis en cause, dans la mesure où les événements mondiaux n'ont

pas remis en cause le marxisme, n'ont pas remis en cause le programme de la IVe Internationale.

Nous le savons, l'expérience le démontre amplement, sans la politique des appareils la révolution mondiale aurait été victorieuse. Se dressant comme toujours contre la révolution, les appareils camouflent la situation, cherchent à toute force à faire accroire aux masses qu'il n'est d'autre politique que celle de se soumettre aux impératifs du FMI, de la Banque mondiale. Ils ont "inventé" la politique de "stimulation critique". Qui pourrait nier que cette situation pèse sur nous ? Et cela vaut à l'échelle de tous les pays, dans cette situation mondiale où la décomposition accélérée du système pourrissant de la propriété privée ouvre de la façon la plus concrète la marche vers la barbarie.

Par exemple, on apprend qu'aux Etats-Unis, il faut trois emplois pour avoir un salaire suffisant pour survivre dans le cadre de la précarité. Dans le pays qui est considéré comme le plus fort du monde, le plus avancé du monde... On voit le rôle joué par la classe dirigeante des Etats-Unis dans la destruction des bases sociales de l'humanité et le rôle que jouent les appareils, sans lesquels le système pourrissant de la propriété privée ne pourrait survivre longtemps. Ce sont là des questions capitales.

Et c'est en premier lieu à partir de l'examen lucide, sans concession, de la situation mondiale que nous devons préparer le congrès mondial. Et pour mener à bien cette préparation, il est nécessaire d'ouvrir une discussion conforme aux règles de la démocratie ouvrière. La démocratie ouvrière procède de la solution des problèmes qui se posent à l'humanité. La solution, c'est la République des conseils, la République universelle des conseils. Et si nous considérons qu'en dernière analyse la solution se réduit à la solution de la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat, il nous faut intégrer notre combat pour aider à l'émancipation des opprimés et des exploités dans le combat pour la République des conseils ouvriers et, par voie de conséquence, élaborer nos tactiques de construction en relation avec cette perspective.

S'il est clair que pour nous la forme de la démocratie ouvrière est le centralisme démocratique, ce n'est pas la seule forme de la démocratie. Il y a la démocratie fédérative, les soviets, il y a la démocratie politique. Et si, pour notre part, nous savons que la solution des problèmes ne se situe pas sur le terrain de la démocratie politique (la démocratie bourgeoise), nous savons aussi que c'est dans le cadre de la démocratie bourgeoise que le prolétariat, par sa lutte de classe, a arraché droits, conquêtes sociales et, avant tout, le droit de s'organiser comme classe indépendante.

Aujourd'hui, la survie du système pourrissant de la propriété privée entraîne dans tous les pays la civilisation humaine à l'impasse, menace toutes les bases de la société qui risque de sombrer dans la barbarie : les signes manifestes s'en expriment au Rwanda, en Afrique, en Algérie, en Bosnie... Nous le voyons aujourd'hui dans tous les pays. Et dans cette marche à la barbarie, pour aider à la résistance du prolétariat, des masses exploitées et opprimées, il est nécessaire de formuler concrètement, tant sur le plan de l'organisation que sur celui des mots d'ordre, la méthode de la transition sur la base du programme de la IVe Internationale, que nous avons résumée par la ligne de la démocratie.

Quand nous disons aujourd'hui : nous sommes pour la démocratie, bien entendu nous ne sommes pas pour la démocratie bourgeoise. Nous disons, comme Trotsky l'a expliqué : dans cette démocratie bourgeoise, le prolétariat s'est constitué comme classe en arrachant conquêtes, avantages acquis, droit à l'organisation, droit à l'existence comme classe. Nous ne défendons pas la démocratie bourgeoise, nous défendons dans la démocratie ce qui constitue le prolétariat comme classe. Il est clair que la ligne de la démocratie, concrétisée par la formule : "la démocratie dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu", s'incarne aujourd'hui dans le combat de front unique contre l'intégration-destruction des organisations

ouvrières indépendantes qui se sont constituées dans le cadre de la démocratie politique.

Cette question est très concrète. Je n'ai pas l'intention d'aborder l'ensemble des problèmes, mais je sais par exemple que dans la révolution portugaise, nous avons été amenés à pratiquement traiter de la question des rapports entre démocratie et révolution prolétarienne. Et, sur la base de cette expérience, nous avons également concrétisé la ligne du front unique telle que l'exprime le *Programme de transition* : placées dans des conditions exceptionnelles, les directions petites-bourgeoises —les masses étant en mouvement — ont été amenées à aller plus loin qu'elles ne l'auraient voulu elles-mêmes sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie.

Nous savons que la Constitution qui a été adoptée au Portugal était une Constitution bourgeoise, mais nous avons aidé à ce qu'y soient insérées toute une série de dispositions qui sont encore, aujourd'hui, des points d'appui pour le prolétariat, pour sa lutte de classe révolutionnaire. Je crois que là est la méthode du *Programme de transition.*

Il faut ajouter un élément : dans des conditions exceptionnelles, les appareils peuvent aller plus loin dans la rupture avec la bourgeoisie, mais les appareils restent les appareils. Il faudra discuter dans le congrès de cette question qui, à mon avis, est à la base de la compréhension des événements qui se sont déroulés et qui se déroulent en Chine, à Cuba, en ex-Yougoslavie, etc.

Là sont les problèmes qu'il nous faut discuter. Il nous faut comprendre que, pour nous, les problèmes de la démocratie ouvrière s'intègrent dans la solution des problèmes de l'humanité, confrontée à l'alternative : République universelle des conseils ou barbarie. Il nous faut intégrer la question du centralisme démocratique dans la dimension de la démocratie ouvrière.

Immanquablement, reviennent les problèmes individuels, les questions de personnes, toutes ces questions auxquelles nous sommes tous confrontés, dans chaque pays : c'est le lot commun de l'humanité. Mais nous disposons d'une méthode, le marxisme ; et nous avons entre les mains le programme, qui peut résoudre ces problèmes.

C'est en relation avec ces questions que nous devons comprendre le centralisme démocratique, dont le contenu prend des formes qui peuvent varier selon les situations. Il n'y a pas une seule forme de démocratie ouvrière ou de République des conseils. La marche à la révolution mondiale, la marche vers le socialisme, révélera tout ce qui a été brimé par la société de classes et fera jaillir tout ce qui a été comprimé, sous des formes qu'il est impossible pour nous de prévoir, mais qui exprimeront la recherche constante des pratiques de la démocratie ouvrière pour résoudre les questions pratiques et d'organisation.

C'est pourquoi nous devons comprendre la démocratie ouvrière comme englobant la liberté totale de discussion, sans hiérarchie, et l'unité totale dans l'action. Bien entendu, si des problèmes de principe nous séparent, quittons-nous "bons amis". Mais tout faire, faire tous les efforts pour écarter de nous toutes les questions subjectives. Il n'y a pas, d'un côté, la vérité et, de l'autre, le mensonge, mais, dans la discussion libre, aboutir à ce qu'on doit faire.

L'erreur est humaine. Tout le monde fait des erreurs. Lénine a commis de grandes erreurs, parce que, justement, son action se situait au niveau le plus élevé. L'erreur de Lénine sur la révolution permanente a coûté cher à la révolution, et l'erreur de Trotsky sur la question du centralisme démocratique bolchevique a également coûté cher. Il s'agissait d'êtres humains groupés dans le cadre du marxisme et sur la base d'une méthode, et c'est pourquoi la "pratique" déterminée par une volonté commune de libérer l'homme des chaînes de l'exploitation et de l'oppression a conduit Lénine et Trotsky sur le terrain commun où l'un et l'autre ont surmonté leurs "erreurs" pour conduire la révolution d'Octobre à la victoire.

Ces réflexions mènent à une conclusion. Dans toutes les sections de la IV^e^ Internationale, il y a des problèmes, des problèmes de toutes sortes, et la décision de convoquer le Quatrième Congrès mondial de la IV^e^ Internationale répond à une nécessité, nécessité à laquelle nous avons les moyens de répondre. Certes, la discussion révèle bien des faiblesses, mais elle révèle aussi toutes les forces qui appellent une telle décision. Sans aucun doute, faiblesses et forces se révéleront plus encore dans la discussion préparatoire.

La première question qui va se poser à nous, dans la préparation du Quatrième Congrès, sera celle du bilan. La question du bilan se rattache tout naturellement à la définition des tâches politiques à réaliser.

La question du bilan est très complexe, et cela pour une raison essentielle : toute l'histoire prodigieuse de la IV^e^ Internationale a pour point de départ les militants qui ont répondu à l'appel de Léon Trotsky, alors qu'ils étaient, que nous étions, indéniablement des exilés dans notre propre classe. A des niveaux divers, mais tous nous étions conditionnés par le fait que Staline avait "presque" réussi à couper le fil de la continuité en assassinant tous les cadres du bolchevisme.

Prenons un exemple précis. Tout le monde connaît le rôle que le SWP a pu jouer du vivant de Trotsky et après sa mort. Et nous avons vu cette organisation se décomposer. Des révolutionnaires de grande valeur, comme Cannon, nous les avons vus devenir les instruments du pablisme et de la désagrégation de la IV^e^ Internationale. Il y a un bilan à tirer. Comment ces choses-là sont-elles arrivées ? L'évolution du SWP recoupe, dans d'autres circonstances, celle du POUM et d'Andrès Nin, qui était lui aussi un grand révolutionnaire. Au point de départ, il y a son refus de la discussion libre dans le cadre de l'Internationale, l'utilisation d'anathèmes — tout en accusant le camarade Trotsky de procéder lui-même par anathèmes —, qui ont ouvert la voie aux forces qui allaient disloquer le POUM. Et pourtant, répétons-le, c'était un grand révolutionnaire, comme Cannon l'était également.

C'est à ce niveau-là que nous devons comprendre comment nous devons discuter, ce que nous devons faire, dans le cadre des principes, du programme. Aucun tabou dans la discussion. Le programme a-t-il ou non répondu, en termes de principes, à tous les événements depuis qu'il a été adopté lors de la conférence de fondation en 1938 ? En particulier, sur la question du parti et de l'Internationale ? Discutons-en.

Pour ma part, je prendrais un exemple. Je ne suis pas d'accord avec les camarades allemands sur le fait que, depuis des années et des années, ils n'aient pas d'organe de la IV^e^ Internationale dans leur pays. C'est une question politique, qui relèverait presque des principes. Ce ne sont pas des questions relevant de problèmes subjectifs. Je connais les camarades allemands, leur courage. Ce n'est pas cela dont il s'agit. Il faut que nous discutions de ces problèmes-là pour pouvoir dégager les solutions pratiques.

Ce sont des questions de la pratique immédiate. En France, il est clair que le comité que nous avons constitué contre Maastricht et Amsterdam apparaît comme une initiative spectaculaire. Il l'est, d'ailleurs, si l'on observe que toutes les forces politiques, du Front national aux pablistes ou à LO, sont toutes devenues des partisans de l'Europe de Maastricht, plus ou moins "sociale", selon les cas. Ce qui nous vaut les attaques qui viennent de partout contre les "trotskystes-lambertistes" — comme si le "lambertisme" existait ! Il n'existe pas de courant "lambertiste", il n'y a que le courant marxiste, le courant bolchevique.

Nous en avons discuté : en constituant l'Entente internationale des travailleurs, nous prenions acte de ce que des groupements, des tendances, des militants se dégagent, ne peuvent pas ne pas chercher à se dégager de la crise effroyable du mouvement ouvrier mondial. Ces groupements et militants sont voués soit à reculer, disparaître ou s'adapter sous la pression des appareils, soit à rechercher les voies de l'indépendance. Ce qu'ils ne peuvent réaliser qu'à partir de la discussion pour des actions pratiques avec les sec-

tions de la IV[e] Internationale. Par exemple, il y a des militants du PCF qui ont constitué, avec le PT et d'autres militants, le Comité national pour l'abrogation du traité de Maastricht. Ils ont été amenés à signer, sur la base du front unique, les trois mots d'ordre de ce comité, qui nous délimitent de la bourgeoisie, des staliniens, de tout le monde... Et, en même temps, ils veulent redresser le PCF.

Nous devons être lucides et comprendre que ces problèmes ne peuvent pas ne pas peser sur nous. Il faut savoir leur trouver des solutions. Des solutions politiques, pratiques, je dirais même individuelles, dans le sens de la lucidité.

Le bilan, il faut l'établir. Engels écrivait en substance en 1895 :

> *"Quand il y a une grève dans un pays européen, on fait une souscription dans tous les pays. Les Allemands en deux mois ont tout payé, les Suisses en trois mois, les Anglais en quatre mois et les Français n'y arrivent jamais."*

J'ai lu cela quand j'étais jeune et j'en avais honte. J'ai connu cela jusqu'en 1958, où nous avons décidé que cela serait terminé. Cela s'est fait graduellement, nous avons reconstruit pas à pas. Nous l'avons fait sur la base de la diffusion du journal, qui était au départ un bulletin ronéotypé. Et à partir du bulletin, puis du journal, nous avons reconstruit cellules, rayons, comités départementaux. Et nous avons pu reconstruire les finances, parce que les finances sont un problème qui relève des mesures prises pour réaliser une politique d'organisation. Ce sont ces problèmes que nous devons discuter de manière précise.

•

• •

Sur quel ordre du jour devons-nous convoquer le Quatrième Congrès mondial de la IV[e] Internationale ?

Ce n'est pas une question simple. Il est évident que le congrès mondial ne pourra pas durer plus de cinq jours, et il y a tellement de problèmes à résoudre... La réflexion que je vous soumets est celle-ci : je pense qu'il faudrait envisager un rapport fondé sur l'analyse des conditions objectives de la révolution mondiale à travers la place des Etats-Unis, où se concentrent tous les éléments de destruction.

Comme vous le savez, Trotsky a écrit *Europe et Amérique*. Aujourd'hui, c'est "Monde et Amérique" qu'il faudrait écrire. C'est fondamental. Cela devrait être le premier point de l'ordre du jour. Le deuxième devrait être la question nationale (ce n'est pas certain que nous arrivions au bout) : réaliser une avancée en posant la discussion de la question nationale dans les conditions créées à partir du tournant de la situation mondiale ouvert par la chute du Mur de Berlin et de l'URSS. On recoupe là tous les problèmes de la transition. Trotsky revient, dans *La Révolution permanente* et dans *L'Internationale communiste après Lénine*, sur le fait que *"la révolution mondiale donnera au développement national de chaque pays une dimension inconnue"*.

C'est-à-dire qu'elle donnera une impulsion à tout ce que représentent les cultures nationales, avant que se constitue (et pour que se constitue) une nouvelle culture, une culture supérieure dans la civilisation socialiste de l'humanité sans classes et sans Etat. Cela, à partir de la transition, du dépassement de l'Etat et de la (des) république(s) des conseils ouvriers. Nous devons assimiler jusqu'au bout les problèmes relatifs à la question nationale, incluant la défense des conquêtes démocratiques que seul le prolétariat peut assurer. Cela, dans une situation mondiale où le prolétariat, les masses exploitées et opprimées, subissent les coups les plus durs, mais gardent leur potentiel, leur capacité de résistance ; une situation où, pour ce qui concerne l'ex-URSS et les pays de l'Est, les rapports d'Octobre n'ont pas disparu dans la conscience des masses, où les forces de destruction des nations se déchaînent sur tous les continents et dans tous les pays.

Le troisième point devrait être l'actualité du *Programme de transition* et les problèmes de construction.

Bien entendu, pour réaliser cette lourde tâche, il faut adopter un calendrier : rien ne peut se faire sans calendrier. Il en faut donc un : je propose qu'il y ait d'ici fin juillet des avant-projets rédigés sur chacune de ces questions. Je ne sais pas si on pourra convoquer un conseil général, mais au moins un secrétariat international élargi devrait être réuni pour adopter ces projets fin septembre. Ils pourraient alors être envoyés à toutes les sections pour discussion.

En conclusion, je dirais que nous avons vécu comme des exilés dans notre propre classe. La force contraignante du stalinisme, la destruction de la vieille génération d'Octobre nous ont amenés dans cette situation, où nous avons dû apprendre à appliquer les principes du marxisme — mal au départ, et à présent avec des erreurs. En 1939, Trotsky écrivait dans son journal d'exil :

> *"Il me faut cinq ans pour doter la jeune génération d'une méthode."*

Il nous l'a donnée. Difficile d'assimiler cette méthode, même encore maintenant : il nous faut avancer.

Cependant, à travers ce que je considère être l'analyse correcte de toute la situation mondiale, des rapports de force, de la situation du mouvement ouvrier, des rapports internes à l'intérieur du mouvement ouvrier, nous avons ressaisi le fil de la continuité de la I^re^, de la II^e^, de la III^e^ et de la IV^e^ Internationales. Le fil de la continuité consciente concrétisée dans la IV^e^ Internationale, dans son programme.

Et nous avons établi une politique visant à nous unir et à agir avec les groupes, tendances et organisations qui se dégagent de la crise du mouvement ouvrier mondial : c'est le combat pour l'Entente internationale des travailleurs, c'est-à-dire pour le parti ouvrier indépendant.

Nous savons de manière très précise que l'Entente internationale des travailleurs et des peuples est une forme de transition pour la reconstitution d'une Internationale ; mais une chose est claire : la IV^e^ Internationale et son programme conservent toute leur valeur. Cette IV^e^ Internationale, dont Trotsky disait que nous accepterions d'être minoritaires en son sein, à condition que soient préservées les conditions pour la révolution mondiale du prolétariat, c'est-à-dire la démocratie ouvrière.

Conseil général des 3 au 6 février 1998

Réponse du rapporteur à la discussion sur le congrès mondial de la IVe Internationale

Notre discussion conduit aux questions les plus fondamentales. Le marxisme, nous le savons, repose sur des données qui relèvent de la science et de la politique — et la politique est un art. Ce qui veut dire que le marxisme nous permet de définir les grandes lignes des événements, sans qu'il soit possible d'en dessiner exactement les contours. Il nous faut donc toujours adapter l'analyse, vérifier si elle est correcte, ne jamais partir d'a priori, modifier, pour établir sur la base des principes que faire et comment le faire.

On a parlé ici des faiblesses et des forces de l'Internationale. Pour ma part, je considère que les faiblesses viennent du fait que nous avons des difficultés à comprendre que le cadre antérieur est en train de se disloquer. A des degrés divers et dans tous les pays, il n'y a pas de différence qualitative entre la situation en Afrique du Sud, au Bangladesh, en France ou aux Etats-Unis. Ce sont des différences quantitatives, qui, bien évidemment, ont leur importance.

Nous ne comprenons pas bien, à mon avis, ce qui unifie les situations, qui sont différentes selon les pays, les traditions. A partir de la perspective historique, nous devons tirer des déductions politiques en relation avec l'analyse fondamentale.

La perspective historique globale, commune à tous les pays, repose sur les traditions.

Par exemple, la Révolution française a été précédée, pendant deux ou trois ans, par une période appelée la réaction nobiliaire. Cette réaction nobiliaire a été un puissant facteur de déclenchement de la révolution, qui, au point de départ, s'est insérée dans les cadres anciens pour les dépasser. Avant le déclenchement de la révolution, les forces qui étaient en jeu ont fourni un puissant essor au mouvement spontané, à l'évolution de l'histoire, aux conditions dans lesquelles la révolution bourgeoise a pu aller jusqu'au bout. Les forces productives, moteur de l'histoire, constituaient le cadre spontané des conditions de la révolution bourgeoise, comme elles constituaient le cadre spontané de la marche à la révolution prolétarienne.

En 1789, bien qu'entravées par les rapports semi-féodaux qui subsistaient, les forces productives mises en œuvre dans le système de la propriété privée étaient en

plein essor. La révolution bourgeoise était à même de briser les entraves au système de la propriété privée des moyens de production.

Aujourd'hui, le système de la propriété privée est pourrissant, l'impérialisme en est au stade de la sénilité. L'économie mondiale est au bord de la faillite, dans la mesure même où la survie du mode de production capitaliste est devenu facteur de destruction des forces productives et de la force de travail (prolétariat) qui les met en œuvre.

A la veille de 1789, la bourgeoisie poursuivait son ascension, grandissant en nombre, en cohésion, en "conscience". En cette fin du vingtième siècle, la paupérisation absolue, expulsant le prolétariat de la production, est devenue la règle.

Les forces de la spontanéité existent, mais la "conscience" — qui, à la veille de 1789, était indispensable à la bourgeoisie pour vaincre — n'existe pas au même degré. Or cette "conscience organisée" est indispensable au prolétariat pour vaincre et renverser le cours de l'histoire en marche vers la barbarie.

Lénine utilise, dans *Que faire ?*, la formule suivante : *"La spontanéité est l'embryon du conscient."* La conscience ne peut être qu'organisation. Dans les années qui précèdent la révolution de 1789, le parti dit "des philosophes" a établi les bases théoriques qui allaient nourrir les développements révolutionnaires. Et dans le cours de la révolution, on a vu bon nombre de représentants politiques de la bourgeoisie chercher à entraver son développement.

Répétons-le : il ne saurait être question de comparer la notion de parti dans la révolution bourgeoise et dans la révolution prolétarienne, en raison même de leurs rôles respectifs dans l'histoire. La place de la bourgeoisie et celle du prolétariat, qui n'a rien à perdre que ses chaînes, ne sont évidemment pas identiques dans les rapports sociaux de production. En sachant que l'analogie a ses limites, soulignons qu'on a vu dans la révolution bourgeoise les "appareils" des partis bourgeois se dresser contre la révolution, "pactiser avec l'ennemi" (la monarchie absolue).

Nombre d'autres questions pourraient être abordées, en particulier la place (capitale) de la "révolution permanente". Dans le cadre de ce rapport, dont l'objet est de motiver la proposition de convoquer le Quatrième Congrès mondial de la IV[e] Internationale, le parallèle avec 1789 permet de comprendre la place de l'organisation, qui, seule, fonde la classe comme classe ; la place des organisations indépendantes, qui ont fondé la classe comme classe, en relation avec les "appareils" dominant les organisations, et assujettis à l'impérialisme.

Aujourd'hui, nous "subissons" un cadre ancien, constitué par les appareils, qui nous est imposé, et il ne s'agit pas de s'y insérer pour le dépasser. Sinon, nous serions en contradiction avec ce principe essentiel du marxisme : *"L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes."* C'est précisément la bureaucratie stalinienne qui, en anéantissant la démocratie ouvrière, a conduit à la remise en cause directe de toutes les conquêtes de la révolution russe.

Contrairement à ce qu'on a souvent dit, rien n'est pourtant réglé. La marche à la privatisation, à la restauration de la propriété privée, se heurte à un ensemble de contradictions, en particulier celles résultant de la résistance des masses.

Tout cela nous amène aux problèmes d'organisation, parce qu'il n'y a pas de théorie et de pratique sans l'organisation. Ce sont là des questions décisives. Les questions d'organisation relèvent de la mise en conformité des décisions avec leur réalisation et leurs résultats. Il faut confronter ce qui nous a amené à prendre ces décisions avec les résultats, examiner ceux-ci objectivement, froidement, lucidement.

Il y a des questions qui ont été soulevées ici sur la question des rapports entre la IV[e] Internationale et l'Entente. C'est un souci légitime que de ne pas vouloir se dissoudre dans l'Entente internationale. Cela dit, la crainte du malheur n'empêche pas le malheur. Est-il juste de dire aujourd'hui, dans la crise historique de l'humanité (et nos propres crises, qui sont reliées à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat), que des cadres, des mili-

tants, des ouvriers ne viendront pas d'emblée à la IVe Internationale ?

Je le dis aux camarades très souvent : quand j'étais jeune trotskyste, j'étais persuadé que je verrai le socialisme réalisé. L'expérience aidant, j'ai pensé que je verrai la révolution mondiale réalisée. Les années passant, j'ai pensé que je verrai la révolution française réalisée. Et maintenant, j'estime qu'il faut intégrer les délais, la perspective historique, en les examinant avec objectivité et lucidité.

Trotsky lui-même — et il ne pouvait prévoir tous ces développements qui ont eu lieu depuis 1940 et surtout depuis 1989 — envisageait d'être minoritaire dans la IVe Internationale. Dans la préparation du congrès de fondation de la IVe Internationale, Trotsky a écrit à Marceau Pivert et au POUM pour leur proposer d'y participer. Est-ce que Trotsky ne savait pas que le POUM et le PSOP n'étaient pas des partis de la IVe Internationale ? Bien sûr qu'il le savait.

Nous avons édifié, en intégrant la "transition", la stratégie de la reconstruction, et à présent de l'Internationale reproclamée sur la ligne de l'Entente internationale. Maintenant, savoir si en définitive cela sera concomitant ou pas, c'est une question de circonstances et aussi de rapport de force.

J'estime pour ma part qu'il n'est pas possible de convoquer, ne serait-ce que sur le plan financier, le congrès de la IVe Internationale et la conférence de l'Entente. Maintenant, si on en avait la possibilité, je ne serai pas contre. Mais ce n'est pas une question théorique et politique. La construction de la IVe Internationale passe-t-elle ou non par la ligne de l'Entente internationale ? C'est cette question qu'il faut discuter. Et, en en discutant, on discute de la situation mondiale, des rapports qui existent dans la classe ouvrière.

Vous verrez tout à l'heure la résolution de la commission Espagne ; nous avons proposé qu'il soit fait un bilan sur l'Espagne (on pourrait prendre un autre pays). Pourquoi l'Espagne ? Parce que, comme on l'a dit, c'est la dernière révolution dans la trajectoire de la révolution d'Octobre 1917 et, dans ce sens, c'est une révolution où on a à l'état chimiquement pur les problèmes des rapports entre la IVe Internationale, les appareils et le centrisme. Un centrisme qui n'était pas un centrisme réactionnaire. Nin n'était pas un centriste réactionnaire, c'était un révolutionnaire. Mais il a été amené à être ministre de la Justice dans le gouvernement de la généralité de Catalogne et à dissoudre les comités constitués au sein même du ministère de la Justice.

Il y a aussi la question nationale. Bien entendu, les questions nationales se posent partout, mais il se trouve aussi qu'en Espagne, du point de vue des pays dits avancés, la question des nationalités se pose particulièrement. On la connaît fort bien, car sa pression s'exerce aussi dans les rangs de la IVe Internationale : les Catalans, les Basques, les Andalous.... Ce bilan de la question nationale peut être intéressant pour nous, car il n'est pas qualitativement différent de ce qui existe, par exemple, dans les pays de l'ex-URSS ou en Inde.

Sur la question des rapports entre la IVe Internationale, l'Entente internationale et les partis ouvriers indépendants : s'il y a un parti ouvrier indépendant qui se constitue au Bangladesh, est-ce que cela sera une section de la IVe Internationale ? Je dirai que ce serait une erreur. Mais il faut qu'il y ait une fraction de la IVe Internationale. Je dirai d'ailleurs que c'est le même problème en Afrique du Sud, parce que c'est pratique et concret. Je ne sais pas encore ce que les camarades ont décidé en Afrique du Sud ou au Bangladesh. S'ils ont décidé de se constituer comme section de la IVe Internationale en tant que parti, je serai d'un avis contraire. Je dirai : c'est une aventure. Les rapports ne sont pas ceux-là.

Ces questions pratiques sont des questions théoriques, des questions de méthode. Ce sont ces problèmes-là que nous devons résoudre. C'est pourquoi je ne parle pas des forces et faiblesses de la IVe Internationale. Je pense que la IVe Internationale a une force invincible, sauf si l'humanité s'effondre. Si c'est le cas, en porterons-nous la responsabilité ? Oui et non. Nous verrons bien.

Le Premier Congrès, celui qui a fondé la IV[e] Internationale en 1938, a rassemblé une poignée de trotskystes, parmi lesquels s'était infiltré un provocateur, qui sera l'un des organisateurs de l'assassinat de Trotsky. Quand on dit forces et faiblesses, pour ma part, je considère que la IV[e] Internationale qui a été proclamée en 1938 est une force formidable.

Le Deuxième Congrès mondial de 1948, c'est dix ans d'Internationale. Il y a eu un compromis entre Cannon et Pablo. Une discussion sur la politique suivie pendant la guerre. Il se trouve que j'étais d'accord avec les Américains. Je ne sais pas pourquoi la direction du SWP a décidé qu'il ne fallait pas discuter de cette question. Le rapport qui a été fait sur dix ans de l'Internationale a duré trois quarts d'heure, traduction comprise... C'était éviter de poser les problèmes, empêcher qu'ils se posent. J'étais tout jeune militant et j'étais horrifié.

Le Troisième Congrès mondial, vous le connaissez. C'est au Troisième Congrès mondial que nous nous sommes battus contre le pablisme liquidateur.

Nous avons discuté pour savoir si nous allions dire "Quatrième Congrès" ou "Congrès mondial". Je suis pour dire Quatrième Congrès, parce qu'il y a eu continuité dans le combat politique.

On peut dire que, jusqu'en 1933, pour nous, c'étaient les congrès de l'Internationale communiste. Après le Sixième Congrès, ce n'est plus l'Internationale communiste. C'est la IV[e] Internationale qui assure la continuité. Et cette continuité, qui en définitive est la chair et le sang de ce que l'on doit faire, nous devons l'intégrer.

A dire vrai, il y a beaucoup de problèmes, camarades, mais je terminerai par la question soulevée par un camarade. Cette question est très difficile, et pourtant elle est vitale. Il est clair qu'aujourd'hui les couches qui supportent le plus le poids de la dégradation, de la destruction, sont les couches de la jeunesse. Or sur ce terrain-là, les problèmes ne se posent plus de la même façon que nous les posions, nous. Ces problèmes ne sont pas faciles. Si on se place sur le terrain de la jeunesse, la couche la plus révolutionnaire, etc. (nous connaissons tous le *Programme de transition*), elle supporte le poids de la dégradation et il est évident que la couche la plus politisée de la jeunesse, ce sont les couches les plus exploitées. Ce sont elles qui supportent le plus la dégradation.

Il faut aller vers les couches profondes de la jeunesse. Et cela, ce n'est pas une organisation de jeunesse toute seule qui peut le faire. Il lui faut l'aide du parti. C'est notre responsabilité à nous. Ce sont ces problèmes qu'il nous faut discuter. Je pense que les propositions qui ont été faites d'un comité de liaison et d'un courrier international constituent quelque chose d'extrêmement positif, un pas en avant. Nous devons mesurer les pas en avant de manière pratique, en étant très réalistes, très lucides et très responsables.

Je propose en conséquence qu'il y ait simplement un vote sur le fait qu'on convoque le congrès mondial de la IV[e] Internationale, le Quatrième Congrès mondial de la IV[e] Internationale, pour la fin de l'année, qu'on décide d'ouvrir rapidement la discussion. Je ne demande pas un vote sur mon rapport ni sur la réponse.

Actualité des révolutions de 1848

Par François FORGUE

Une grande discrétion a marqué la commémoration officielle en France, comme en Europe, des révolutions de 1848. *Le Monde* des livres, du 12 mars 1998, le soulignait pour ce qui concerne la France. Certes, le gouvernement de la "gauche plurielle", Premier ministre en tête, a tenu à rendre hommage à Victor Schoelcher, inspirateur du décret sur l'abolition de l'esclavage. Mais rappellera-t-on que, lorsque ce décret fut formellement adopté, le 17 avril 1848, il laissait aux gouverneurs des îles un délai de deux mois pour l'appliquer et que, pourtant, à la Guadeloupe comme à la Martinique, les gouverneurs proclamèrent le décret avant même qu'il ne leur fût parvenu officiellement, tant la situation était explosive ?

Rappellera-t-on que l'esclavage avait été une première fois aboli dans toutes les "possessions françaises" par un décret de la Convention, comme l'une des expressions de la Révolution détruisant en France, pour reprendre une expression de Marx, *"à coups de marteau le système féodal"*, mais qu'il fut rétabli par Bonaparte en 1800 ?

Rappellera-t-on que l'abolition de l'esclavage n'empêcha pas, sous des formes diverses, le maintien du travail forcé comme l'un des moyens de la domination coloniale jusqu'à la liquidation de celle-ci ? Et l'on omettra sans aucun doute de souligner que le décret sur l'abolition de l'esclavage, en 1848, fut pris alors que le mouvement révolutionnaire des masses — et d'abord l'action de la classe ouvrière — imposait la légalisation de toute une série de conquêtes démocratiques et sociales, et que la réaction qui suivit l'écrasement sanglant du prolétariat parisien, si elle ne revint pas sur le décret, s'attaqua à son auteur. Et qu'en première ligne de cette attaque, se trouvait l'Eglise.

C'est ainsi que le quotidien *L'Alliance*, créé à l'initiative de l'évêque de Nantes, après avoir traité Victor Schoelcher de *"négrophile inepte"*, dit du décret :

> *"Ce décret a anéanti du même coup nos colonies et notre commerce maritime. Un grand nombre de victimes précieuses ont déjà expiré. Combien d'autres encore seront dévorées peut-être au coutelas des Noirs ? Que le gouvernement avise donc, qu'il n'attende pas pour envoyer des forces dans nos colonies que la barbarie y règne. Nous sommes ennemis de l'esclavage ; mais jusqu'à ce qu'on nous ait montré quelque part des Noirs vivant à l'état de société civilisée, nous douterons qu'on puisse en faire des citoyens. Partout où règne la race noire, c'est la barbarie qui règne (...), des êtres vivant*

dans un état de promiscuité, sans religion ni culte, retournant à la barbarie pour laquelle ils semblent faits : voilà les êtres dont on a fait des citoyens français ! Faire des citoyens français de gens qui sont à peine des hommes ! Que les faisait-on tout à fait hommes ! Mais la philanthropie ne raisonne pas comme la religion" (éditorial de *L'Alliance*, 20 juillet 1848) (1).

Il est en effet difficile de mettre les événements révolutionnaires de 1848 au service d'une politique de régression sociale, de démantèlement et de destruction de la démocratie, même si on la masque sous les oripeaux d'une société *"conciliant l'individu et la solidarité, la liberté et la fraternité"*, comme il est dit dans l'éditorial du *Monde*, daté du 2 mai 1998.

Comme il est expliqué dans l'article de Pierre Lambert, "La révolution de 1848 en France" (publié pour la première fois dans *La Vérité*, n° 520, en 1960, et que nous reproduisons dans ce numéro), c'est pour le maintien de l'ordre social que fut utilisée, en 1848, cette même phraséologie creuse et mensongère, et la révolution ouvrière révéla la réalité qu'elle avait pour tâche de masquer.

Comme l'écrit Marx dans *Les Luttes de classes en France*, à propos de juin 1848 :

"C'est la première grande bataille entre les deux classes qui divisent le monde moderne. C'est la lutte pour le maintien ou l'anéantissement de l'ordre bourgeois (...). La fraternité des classes antagonistes dont l'une exploite l'autre, cette fraternité proclamée en février, son expression véritable, authentique, c'est la guerre civile, la guerre entre le capital et le travail."

Il n'est guère plus facile d'utiliser les révolutions de 1848 qui ébranlèrent toute l'Europe au compte des traités de Maastricht et d'Amsterdam, de la monnaie unique, même si le déchaînement médiatique saluant "l'euro" ne connaît guère de limite et ne craint pas le ridicule :

"L'euro n'est pas seulement le complément du marché unique, une victoire de la liberté économique, mais aussi le premier coup d'une pièce où se jouera la construction d'une Europe politique et sociale" (*Le Monde*, 2 mai 1998).

La chaîne des révolutions de 1848, de l'Irlande à la Hongrie, de l'Italie à la Pologne, de la France à l'Allemagne et à l'Autriche, dresse les peuples contre les régimes monarchiques, contre les empires autocratiques qui oppriment les peuples et divisent, morcellent les nations en principautés et en territoires divers. Elles ont en commun de combattre pour la démocratie, pour la souveraineté des nations, pour les droits des peuples.

RÉVOLUTIONS EN EUROPE

Ces révolutions, qui ont constitué ce qui a été appelé *"le printemps des peuples"*, sont l'antithèse de tout ce qui fonde l'Europe de Maastricht : la négation de la démocratie, de la souveraineté et de l'unité nationale, des droits des peuples.

Il ne s'agit pas ici d'évoquer — même sommairement — l'histoire de la période de bouleversement révolutionnaire de 1848 à 1852. Le tenter à l'échelle de l'Europe dépasserait les limites d'un article ; pour ce qui est de la France, l'article de Pierre Lambert qui suit donne, pour fonder son analyse, les éléments historiques nécessaires, complétés par une chronologie (2).

---

(1) Citation tirée d'une conférence sur la révolution de 1848 faite par Nicole Bossut dans le cadre de la Libre Pensée.

(2) Par ailleurs, en dehors de la série d'articles de Pierre Lambert sur "Marx et les problèmes du parti ouvrier" (*La Vérité*, nos 513, 515 et 520) dont est extrait l'article reproduit dans ce numéro, cet article s'appuie sur plusieurs autres parus dans *La Vérité* et dans divers travaux, comme, en particulier, l'ensemble des notes et des commentaires de Gérard Bloch pour la traduction de *La Vie de Karl Marx*, de Franz Mehring, l'article de Gérard Bloch, "Le Premier Congrès de la Ligue des communistes" (*La Vérité*, nos 550, 551 et 553), l'article de Franck Arnold, "Engels, le *Manifeste communiste* et la Ligue des communistes" (*La Vérité*, no 622) et celui de Jean-Marc Schiappa, "Le Manifeste du Parti communiste de Karl Marx et Friedrich Engels" (*La Vérité*, no 626).

Rappelons simplement le cadre dans lequel vont éclater les révolutions de 1848. L'Europe que les révolutions de 1848 vont ébranler de fond en comble est, pour l'essentiel, du point de vue des relations entre Etats, celle qu'a forgée la Sainte Alliance par les traités qui ont suivi la chute de Napoléon. La restauration en France n'avait pu remettre en cause les conséquences fondamentales de la révolution sociale, qui avait fait de la bourgeoisie la classe dominante, tout en maintenant et en renforçant les régimes autocratiques en Europe. La période qui s'étend de 1815 à 1848, c'est en même temps celle du développement impétueux du mode de production capitaliste, comme le décrit le *Manifeste du Parti communiste,* développement qui s'accompagne nécessairement de la croissance du prolétariat :

> *"A mesure que grandit la bourgeoisie, c'est-à-dire le capital, le prolétariat se développe aussi, classe des ouvriers modernes qui ne vivent qu'en trouvant du travail et qui n'en trouvent que si le travail accroît le capital"* (*Manifeste du Parti communiste*).

L'histoire de ces années est donc marquée non seulement par les conflits de la bourgeoisie avec les régimes existants pour établir des institutions qui correspondent à sa position de classe dominante, par les conflits entre ses différentes fractions, mais aussi par les combats par lesquels la classe ouvrière commence à s'organiser : c'est la formation du mouvement chartiste en Angleterre et ses grandes campagnes pour le suffrage universel, ce sont les insurrections ouvrières en France, celle des canuts de Lyon, en particulier, la révolte des tisserands en Allemagne, qui compta beaucoup dans l'évolution politique du jeune Karl Marx.

Ce développement du mode de production capitaliste — entraînant avec lui la croissance du prolétariat —, qui se manifeste d'abord dans la progression de la production industrielle sur tout le continent, fait que les relations capitalistes pénètrent tous les secteurs de l'activité, en même temps que s'élargit la base de l'économie capitaliste, qui devient dominante dans tous les pays.

Cette transformation donne une place prédominante à la Grande-Bretagne, que Marx décrit dans le numéro du 1er janvier 1849 de la *Neue Rheinische Zeitung* ("Nouvelle Gazette rhénane") comme *"le pays qui fait de nations entières ses prolétaires, qui étreint le monde entier de ses bras de colosse"*. Mais la puissance capitaliste en Europe comme à l'échelle du monde, la puissance dominante de cette phase ascendante du capitalisme, l'Angleterre s'appuie sur la Russie des tsars, bastion de la réaction où la paysannerie reste enchaînée au servage, comme "facteur d'ordre".

Comme l'écrit Marx dans *Travail salarié et capital,* paru sous forme d'une série d'articles dans la *Neue Rheinische Zeitung*, à partir d'avril 1849 :

> *"La défaite des ouvriers révolutionnaires avait fait retomber l'Europe dans son double esclavage, l'esclavage anglo-russe."*

Dans cette Europe encore entravée dans la camisole de force mise en place après 1815, les contradictions s'exacerbaient, la volonté de secteurs de la bourgeoisie de modifier en leur faveur les institutions était un facteur de crise. C'est ce qu'exposait le *Manifeste du Parti communiste*, rédigé à la veille des révolutions de 1848 :

> *"La bourgeoisie vit dans un continuel état de guerre : d'abord, contre l'aristocratie, puis contre les intérêts de la bourgeoisie dont les intérêts sont en conflit avec les progrès de l'industrie, et, enfin, toujours contre la bourgeoisie de tous les pays étrangers. Dans toutes ces luttes, elle se voit obligée de faire appel au prolétariat, de revendiquer son aide et de l'entraîner ainsi dans le mouvement politique."*

Tout mouvement populaire massif — par exemple, pour mettre fin à des lois contraires à la liberté de la presse, pour modifier la loi électorale — impliquait inévitablement les travailleurs. Mais ceux-ci étaient-ils appelés à constituer seulement la "force de frappe" nécessaire à l'acceptation des réformes voulues par la bourgeoisie, ou même ne pouvaient-ils

être que l'aile la plus radicale d'un mouvement constitué sur la base de revendications relevant de la démocratie politique ?

Les travailleurs avaient leurs propres intérêts, leurs intérêts de classe, et, lorsqu'ils tentaient de les faire valoir, la répression des pouvoirs en place était féroce — avec l'aval de la bourgeoisie, si "démocratiques" que fussent ses proclamations.

Le prolétariat était attaché à la démocratie autrement que par des phrases ; il suffit de voir quelle place le combat pour le suffrage universel tient dans la constitution des premières organisations ouvrières, tandis que le suffrage censitaire est, pour la bourgeoisie, l'idéal. La démocratie est, pour le prolétaire exploité, reliée aux droits qu'on lui dénie et qu'il veut conquérir et qui lui sont indispensables dans la lutte contre l'exploitation.

Ce que la révolution de 1848 va exprimer — avec netteté et avec violence —, c'est l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat.

LE COMBAT POUR LA DÉMOCRATIE

L'historien Jacques Droz remarque à propos des causes des révolutions de 1848 que

> *"c'est l'absence de libertés qui, sous une forme ou une autre, a été le plus profondément ressentie par les nations et qui leur a mis les armes à la main"* (Jacques Droz, *De la Restauration à la révolution*, Armand Colin).

C'est bien la démocratie qui est à l'ordre du jour, l'exigence de la démocratie qui est au cœur des manifestations qui, en quelques mois, à Vienne, à Palerme, à Berlin, à Paris, à Budapest, font vaciller les trônes ou les renversent, contraignant les pouvoirs en place à céder ou à s'effacer.

Mais ces manifestations, ces insurrections, si elles sont d'abord dirigées contre les monarchies absolutistes ou réactionnaires, contre toutes les survivances féodales, pour le suffrage universel, les libertés démocratiques et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sont d'emblée contradictoires avec les besoins de la bourgeoisie.

Les ouvriers, qui sont au premier rang des insurgés à Vienne comme à Paris, à Berlin comme à Milan, ne sont pas là comme l'infanterie de la bourgeoisie. On sait comment cela se matérialise à Paris — et on trouvera l'analyse des événements et des forces motrices dans l'article de Pierre Lambert.

Si le gouvernement provisoire rétablit la République, appuie le principe du suffrage universel, assure la liberté totale de presse et de réunion, s'il *"s'engage à garantir du travail à tous les citoyens"* (proclamation gouvernementale du 25 février), si la journée de travail est ramenée à dix heures, c'est que, comme l'explique l'historien Charles Pouthas, pendant plusieurs semaines a fonctionné *"une sorte de gouvernement direct du peuple de Paris dictant ses volontés par des manifestations incessantes"*.

Dès le 27 février, Friedrich Engels, dans un article de la *Deutsche Brüsseler Zeitung*, intitulé "Révolution à Paris", explique :

> *"La bourgeoisie a réalisé sa révolution. Elle a renversé Guizot et mis fin à la domination sans partage de la haute finance. Mais maintenant, dans ce second acte de la lutte, il ne s'agit plus d'une fraction de la bourgeoisie qui en affronte une autre : aujourd'hui, la bourgeoisie s'affronte au prolétariat."*

Dans la seconde partie de ce même article, Engels affirmait :

> *"Grâce à cette révolution victorieuse, le prolétariat français prendra à nouveau la tête du mouvement européen. Honneur et gloire aux ouvriers de Paris ! Ils ont mis le monde entier en mouvement et cette impulsion se fera sentir dans tous les pays, l'un après l'autre, parce que la victoire de la République en France signifie la victoire de la démocratie dans toute l'Europe. Notre heure arrive, celle de la démocratie. La flamme qui brûle aux Tuileries et au Palais-Royal est l'aurore boréale du prolétariat."*

Engels ajoutait :

> *"Dorénavant, la domination de la bourgeoisie s'écroulera partout où elle sera renversée."*

Ce ne sera pas la dernière fois que l'on pourra reprocher aux révolutionnaires — et aux plus grands — de s'être lourdement trompé sur les délais, d'avoir raccourci les rythmes. Certes, mais Engels, ici, ne suppute pas les probabilités de réalisation de son pronostic ; même s'il pense en effet que s'ouvre une ère de révolutions prolétariennes qui, à court terme, peuvent jeter bas le système d'exploitation capitaliste, il sait parfaitement que, dans une bataille, la défaite est l'un des termes de l'alternative. Mais la victoire aussi. Il analyse clairement, dès les premiers jours de la révolution de 1848, le conflit qui se noue comme une lutte à mort entre le prolétariat et la bourgeoisie, et, comme militant, comme dirigeant révolutionnaire, il indique le chemin du combat indépendant de la classe ouvrière, le seul qui permette de remporter des succès contre toutes les forces de la réaction, comme il l'explique dans la préface de *Révélations sur le procès de Cologne* (1852).

Dans ce texte rédigé en 1885 comme introduction à des écrits historiques portant sur l'histoire de la Ligue des communistes, les calomnies lancées contre elle et la répression qui la frappe, Engels revient sur l'activité politique déployée par Marx :

> *"Notre intention* (à Marx et à Engels) *n'était nullement de chuchoter, au moyen de gros volumes, ces nouveaux résultats scientifiques aux oreilles du monde savant. Au contraire. Tous deux, nous étions déjà profondément engagés dans le mouvement politique, nous comptions un certain nombre de partisans parmi les intellectuels, dans l'ouest de l'Allemagne notamment, et nous étions largement en contact avec le prolétariat organisé. Nous avions l'obligation de donner à notre conception une base scientifique. Mais il ne nous importait pas moins de gagner à notre conviction le prolétariat européen, à commencer par celui d'Allemagne.*
>
> *Dès que nous eûmes tout tiré au clair, nous nous mîmes à l'ouvrage. Nous fondâmes, à Bruxelles, une association ouvrière allemande, et nous nous emparâmes de la* Deutsche Brüsseler Zeitung, *qui nous servit d'organe jusqu'à la révolution de février. Nous étions en relation avec la fraction révolutionnaire des chartistes anglais par l'intermédiaire de Julien Harnay, rédacteur de l'organe central du mouvement,* The Northern Star, *dont j'étais un des collaborateurs. Nous avions en outre formé une espèce de cartel avec les démocrates de Bruxelles (Marx était vice-président de la société démocratique) et les social-démocrates français de la Réforme, où je publiais des renseignements sur le mouvement anglais et allemand. Bref, nos relations avec les organisations radicales et prolétariennes ainsi qu'avec les journaux de même nuance étaient tout à fait au gré de nos désirs."*

Cette activité politique est organiquement liée à l'élaboration théorique qui aboutira au *Manifeste du Parti communiste*. L'analyse du mode de production capitaliste, de la situation de la classe ouvrière, de ses premières organisations, s'accompagne d'une réflexion sur la Révolution française, sur le contenu de la démocratie, sur le caractère mondial de la lutte des classes donné par le marché mondial. Ce travail intense implique des mesures d'organisation politique (activité au sein de la Ligue des justes, formation des comités de correspondance communiste), qui permettront, comme l'indique Engels dans le texte cité plus haut, de réorienter la jeune Ligue dans des comités lorsque la révolution éclate. Marx et Engels s'engagent pleinement dans cette bataille, notamment au travers de la *Deutsche Brüsseler Zeitung*.

Tout le travail préparatoire qu'ils ont accompli leur permet de faire face à la crise révolutionnaire, d'appuyer, comme le dit le *Manifeste du Parti communiste*, tout *"mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique existant"*. C'est-à-dire que, par exemple, *"en Allemagne, le parti communiste lutte d'accord avec la bourgeoisie toutes les fois que la bourgeoisie agit révolutionnairement contre la monarchie absolue, la propriété foncière féodale"*, mais *"où à aucun moment il* (le parti communiste) *ne néglige d'éveiller chez les ouvriers une*

conscience claire et nette de l'antagonisme violent entre la bourgeoisie et le prolétariat".

Leurs conceptions communes trouvent déjà une expression précise dans l'article d'Engels écrit vers la fin 1845, qui traite des rapports entre démocratie et communisme, intitulé "La fête des nations à Londres" (la célébration de la fondation de la République française, le 22 septembre 1792).

L'essentiel de cet article a été reproduit dans les notes de Gérard Bloch pour la traduction française de *La Vie de Karl Marx*, de Franz Mehring (pages 626 et 627). Engels écrivait :

> *"La Révolution française a été un mouvement social du début à la fin et, après elle, une démocratie purement politique est devenue une totale absurdité (...). La démocratie, c'est aujourd'hui le communisme (...). La démocratie est devenue principe prolétarien, principe de masse. Cette signification de la démocratie, la seule correcte, peut bien être plus ou moins comprise par les masses, mais tous sentent, au moins obscurément, que la démocratie implique l'égalité sociale des droits.*
>
> *(...) La fraternisation entre nations, enfin, elle aussi, a aujourd'hui plus que jamais une signification purement sociale. Les élucubrations de république européenne, de paix éternelle, sous l'égide d'une organisation politique, sont devenues aussi ridicules que les phrases sur l'unification des peuples sous l'égide de la liberté universelle du commerce, et tandis que le sentimentalisme chimérique a ainsi perdu tout crédit, les prolétaires de toutes les nations, sans grand tapage, commencent réellement à fraterniser sous le drapeau de la démocratie communiste."*

On peut dire que les formules d'Engels sont alors abruptes, que l'élaboration politique et théorique qui se cristallisera dans le *Manifeste du Parti communiste*, n'est pas achevée...

Sans doute, mais comme le rappelait Gérard Bloch, n'y avait-il pas déjà là, dans les circonstances précédant les explosions révolutionnaires de 1848, l'expression même du contenu de ce qui a été défini d'abord par la section française de la IVe Internationale comme *"la ligne de la démocratie"* ?

Et n'y a-t-il pas aussi, dans ces lignes, la plus cinglante "mise au point" face aux escroqueries visant à faire passer *"la liberté universelle du commerce"* pour la base d'une union fraternelle des peuples et aujourd'hui la "monnaie unique", instrument d'asservissement accru de tous les peuples d'Europe aux besoins insatiables de la spéculation, pour un progrès de la démocratie ?

Les circonstances historiques sont certes profondément différentes. A la veille des révolutions de 1848 — et après leur défaite —, le mode de production capitaliste était loin d'avoir accompli la marche en avant qui allait lui assurer pleinement sa base mondiale. Comme le notait Trotsky dans sa préface de 1937 du *Manifeste du Parti communiste* ("Quatre-vingt-dix années de *Manifeste communiste*") :

> *"Si, dans la seconde moitié du XIXe siècle, l'économie avait pu être organisée sur les fondements socialistes, le rythme de sa croissance aurait été incomparablement plus rapide. Cette thèse, théoriquement incontestable, ne change rien au fait que les forces productives continuaient à croître à l'échelle mondiale, jusqu'à la guerre mondiale* (la Première Guerre mondiale, 1914-1918).
>
> *C'est seulement dans les vingt dernières années que, malgré les conquêtes les plus modernes de la science et de la technique, s'est ouverte l'époque de la stagnation directe et même de la décadence de l'économie mondiale. L'humanité commence à vivre sur le capital accumulé et la prochaine guerre menace de détruire les bases mêmes de la civilisation."*

Dans un autre article de la même période, Trotsky rappelait que, sous la domination du capital industriel, à l'époque de la libre concurrence, les montées conjoncturelles dépassaient de très loin les crises : les premières étaient "la règle", les secondes "l'exception" ; le capitalisme dans son ensemble était en montée.

Sur la base de cette montée, le système d'exploitation capitaliste, système mon-

dial, était capable de résister à des chocs violents et à des crises, d'absorber les conséquences de réformes démocratiques et sociales pourtant contraires aux intérêts immédiats des exploiteurs, mais que le système, dans son ensemble, utilisait dans la poursuite de l'accumulation.

L'ère impéraliste, qui trouve son expression dans la Première Guerre mondiale, dans son carnage barbare et dans l'immense destruction des forces productives, inclut la destruction d'une fraction *"de la plus grande force productive, la classe productrice elle-même"*, et l'ère du *"stade suprême du capitalisme"* est celle où va l'emporter, au contraire, la stagnation des forces productives : *"Les forces productives ont cessé de croître"* résume l'analyse qui fonde le *Programme de transition*.

Aujourd'hui, ce qui est à l'ordre du jour, c'est, comme résultat de la décomposition de l'impérialisme, du degré atteint par sa décadence ("impérialisme sénile"), non seulement la stagnation, mais la destruction des forces productives et d'abord de la principale *"force productive, de la classe productive elle-même"*.

Les conditions qui sont requises aujourd'hui lorsque le système d'exploitation capitaliste est préservé conduisent à la destruction de tous les acquis démocratiques que la lutte de la classe ouvrière a imposés dans le cadre même des institutions de la bourgeoisie.

En 1848, il s'agit de conquérir ces acquis, qui sont déjà contraires aux exigences de la bourgeoisie. Y compris, alors, l'action pour la démocratie, contre les régimes autocratiques, les vieilles monarchies réactionnaires qui déchirent et divisent les peuples, la lutte pour le suffrage universel, pour des assemblées constituantes, se heurtent à la bourgeoisie.

C'est pourquoi la lutte pour la démocratie est une lutte contre la bourgeoisie, qui, pour sa part, s'allie à toutes les forces réactionnaires, contre la classe ouvrière. C'est la classe ouvrière qui agit pour la démocratie, mais, comme le montrent les événements de 1848 — avec une netteté exemplaire en France, entre février et juin —, elle ne peut le faire qu'en présentant ses propres revendications.

C'est cela qui est à la base de la politique de Marx et d'Engels. Cette politique se traduit par la mise en avant de revendications correspondant au stade atteint par le mouvement des masses et qui préservent en même temps l'indépendance de l'organisation ouvrière. Voici les revendications du parti communiste en Allemagne, telles qu'elles furent formulées par la direction de la Ligue au début de mars 1848 :

> *"Revendications du parti communiste en Allemagne :*
>
> *1. L'Allemagne entière est déclarée République une et indivisible (...).*
>
> *3. Les représentants du peuple sont rétribués, pour que l'ouvrier puisse lui aussi siéger au Parlement du peuple allemand.*
>
> *4. Armement général de la nation (...).*
>
> *7. Les domaines princiers et autres domaines féodaux, toutes les mines, carrières, etc., sont convertis en propriétés de l'Etat. Sur ces domaines, l'exploitation agricole se fera en grand, avec les procédés scientifiques les plus modernes, au profit de la collectivité.*
>
> *8. Les hypothèques dont sont grevés les biens des paysans sont déclarées propriétés de l'Etat : les intérêts de ces hypothèques sont payés par les paysans à l'Etat.*
>
> *9. Dans les régions où le régime des baux à ferme est développé, la rente foncière ou le fermage est payé à l'Etat sous forme d'impôt (...).*
>
> *11. Tous les moyens de transport : chemins de fer, canaux, bateaux à vapeur, routes, postes, etc., sont pris en main par l'Etat. Ils sont convertis en propriétés de l'Etat et mis à la disposition de la classe indigente (...).*
>
> *14. Restriction du droit de succession.*
>
> *15. Etablissement de forts impôts progressifs et suppression des impôts de consommation.*
>
> *16. Création d'ateliers nationaux. L'Etat garantit l'existence à tous les travailleurs et assure l'entretien de ceux qui sont dans l'incapacité de travailler.*

17. Instruction générale et gratuite du peuple.

Le prolétariat allemand, les petits bourgeois et les petits cultivateurs ont intérêt à travailler de toute leur énergie à la réalisation des réformes ci-dessus énumérées. Seule cette réalisation peut permettre aux millions d'Allemands exploités jusqu'ici par quelques individus, et que l'on essaiera de maintenir sous cette oppression, d'obtenir justice et de conquérir la puissance qui leur revient comme producteurs de toute richesse. Le comité : Karl Marx, Charles Schapper, H. Bauer, Friedrich Engels, J. Moll, G. Wolff."

L'expérience des révolutionnaires de 1848, du combat du prolétariat pour ses propres objectifs politiques et de la brutalité de la répression bourgeoise, c'est la nécessité d'unir les forces du prolétariat en les séparant de ce que l'on pourrait appeler le "front républicain bourgeois" (ce que Marx et Engels désignaient comme les *"partis petits-bourgeois démocratiques"*).

L'expérience des révolutionnaires de 1848 et de leur défaite, c'est que dès que le prolétariat fait entendre assez fort sa propre voix, la bourgeoisie paralysée par la peur de la classe ouvrière se montre incapable d'avancer dans la réalisation des tâches qui, historiquement, étaient les siennes.

"Dès le commencement d'avril 1848, le torrent révolutionnaire européen se trouva arrêté sur tout le continent européen par l'alliance que les classes de la société qui avaient bénéficié de la première victoire contractèrent aussitôt avec les vaincus. En France, les boutiquiers et la fraction républicaine de la bourgeoisie s'étaient coalisés avec la bourgeoisie monarchiste contre les prolétaires. En Allemagne et en Italie, la bourgeoisie victorieuse avait recherché l'appui de la noblesse féodale et de l'armée" (Friedrich Engels, *Révolution et contre-révolution en Allemagne*).

Là est la clé d'un retournement de situation après une marche rapide de la révolution, qui en mars contraint le chancelier Metternich à fuir après l'insurrection du 13 mars, impose un régime constitutionnel à Rome, le 14, provoque le soulèvement en Hongrie, le 15, et des insurrections d'abord victorieuses à Berlin, le 18, et à Milan, le 22.

La contre-révolution se développe aussi rapidement après que la mobilisation des masses ouvrières en Angleterre a connu un échec (10 avril 1848) et que la manifestation du 15 mai 1848 à Paris a abouti à une impasse.

Le 25 juin, c'est à Paris l'écrasement par l'armée — et d'abord par l'armée coloniale — de l'insurrection ouvrière ; les troupes autrichiennes occupent Milan le 6 août et, le 1er novembre, c'est la chute de Vienne.

Marx et Engels saisissent ces événements comme une lutte entre révolution et contre-révolution à l'échelle européenne.

"La révolution européenne décrit un mouvement circulaire. Elle a commencé en Italie, c'est à Paris qu'elle a pris un caractère européen, c'est à Vienne que fut donnée la première réplique à la révolution de Paris. C'est en Italie, à Naples, que la contre-révolution européenne a porté son premier coup. C'est à Paris — pendant les journées de juin — qu'elle a pris son caractère européen. C'est Vienne qui subit le premier contrecoup de la contre-révolution de juin et c'est à Berlin qu'elle s'accomplit."

L'insurrection prolétarienne de juin à Paris et son écrasement constituent le mouvement central et le point tournant de la situation en Europe : à Paris, c'est l'écrasement dans le sang de la classe ouvrière par les forces armées du gouvernement bourgeois, et partout la bourgeoisie va pactiser contre les travailleurs avec toutes les forces de la réaction européenne.

Les journées de juin avaient révélé dans sa réalité ce qu'était l'affrontement entre bourgeoisie et prolétariat.

Aux yeux de la bourgeoisie,

"les ouvriers étaient non des ennemis ordinaires qu'il faut vaincre, mais des ennemis de la société qu'il faut exterminer" (Engels, *Neue Rheinische Zeitung*, 28 juin 1848).

Dans *Les Luttes de classes en France*, Karl Marx dit que

> *"c'est la première grande bataille entre les deux classes qui divisent le monde moderne. C'est la lutte pour le maintien ou l'anéantissement de l'ordre bourgeois."*

Tocqueville, de l'autre côté de la barricade, a la même lucidité : l'insurrection *"n'a pas pour but de changer la forme du gouvernement, mais d'altérer l'ordre de la société"*. Elle fut un combat de classe, une forme de guerre civile.

La dimension internationale de cet affrontement fut perçue par tous et avec une clarté toute particulière par les gouvernements qui avaient tous tremblé. Le tsar Nicolas 1er tint à féliciter le fusilleur "républicain" Cavaignac. Il fit part de la joie qu'il éprouvait à voir pour la première fois depuis tant d'années l'armée livrer sérieusement la bataille dans une capitale et la gagner contre une grande insurrection.

Là est la clé du retournement — cristallisé en France par le passage de la IIe République au Second Empire de Louis-Napoléon Bonaparte — qui fait que

> *"les grandes puissances d'hier, d'avant l'ouragan de 1848, sont de nouveau les puissances du jour"* (Friedrich Engels, *Révolution et contre-révolution en Allemagne*).

En février et en mars 1848, partout les forces armées avaient échoué parce qu'elles *"ne représentaient que les gouvernements"*. Après l'écrasement de l'insurrection prolétarienne de juin, elles l'ont emporté partout *"parce que partout la bourgeoisie est secrètement d'accord avec elles"* (*Neue Rheinische Zeitung*, 7 novembre 1848).

Un an avant l'explosion de 1848, alors que se préparait le *Manifeste du Parti communiste*, l'organisation qui allait devenir la Ligue des communistes, et qui s'appelait encore la Ligue des justes, adressait à ses membres une lettre annonçant l'imminence d'une *"révolution grandiose, qui décidera probablement pour un siècle du destin de l'humanité"*.

La victoire rapide de la contre-révolution après la première vague de soulèvements révolutionnaires signifie-t-elle que 1848 n'a été qu'un épisode historique secondaire ? Au contraire, elle a bien marqué, et pour plus d'un siècle, le *"destin de l'humanité"*, car c'est au travers des révolutions de 1848 et de leur écrasement que s'affirme le fait qui domine toute la réalité sociale, tous les affrontements politiques : c'est l'affrontement entre le capital et le travail, entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Cette réalité s'est manifestée avec le plus de netteté en France, où les expressions politiques du conflit entre la bourgeoisie et le prolétariat étaient des plus développées.

Mais le caractère déterminant de ce conflit mondial vaut pour toutes les bourgeoisies, quel que soit le degré de matérialisation de leur suprématie politique qu'elles aient atteint, quelles que soient les institutions, le poids des survivances féodales.

C'est dans le cadre de cette compréhension d'ensemble que Marx et Engels se livrent à l'analyse précise du comportement de la bourgeoisie en Allemagne :

> *"En France, elle* (la bourgeoisie) *s'érigea en despote et fit sa propre contre-révolution. En Allemagne, elle se pose en esclave et fait la contre-révolution de ses propres despotes. En France, elle a vaincu pour humilier le peuple. En Allemagne, elle s'humilie pour que le peuple ne soit pas victorieux"* (*Neue Rheinische Zeitung*, 7 novembre 1848).

Et Karl Marx, dans la *Neue Rheinische Zeitung* du 24 décembre 1848, tire la conclusion :

> *"L'histoire de la bourgeoisie prussienne de mars à décembre comme celle de la bourgeoisie allemande en général prouve qu'en Allemagne une révolution purement bourgeoise et l'établissement de la domination bourgeoise sous la forme de la monarchie constitutionnelle sont impossibles : seules sont possibles la contre-révolution féodale absolutiste ou la révolution républicaine et sociale."*

Cette analyse trouve sa conclusion pratique développée dans la circulaire de mars 1850 du comité central de la Ligue des communistes (extraits) :

"Frères ! Nous vous avons déjà dit, en 1848, que les bourgeois libéraux allemands allaient arriver au pouvoir et tourneraient immédiatement leur nouvelle influence contre les ouvriers. Vous avez vu comment cela s'est réalisé. Ce furent, en effet, les bourgeois, qui, après l'agitation de mars 1848, s'emparèrent aussitôt du pouvoir et s'en servirent pour refouler tout de suite les ouvriers, leurs alliés de la veille, dans leur ancienne situation d'opprimés (...). (C'est) *le rôle que les bourgeois allemands ont, en 1848, joué vis-à-vis du peuple, ce rôle si entièrement de trahison, assumé par les petits bourgeois démocrates, qui occupent actuellement dans l'opposition la même situation que les bourgeois libéraux d'avant 1848 (...).*

Le parti petit-bourgeois démocratique est très puissant en Allemagne. Il n'embrasse pas seulement la grande majorité des habitants bourgeois des villes, les petits commerçants, les petits industriels et les petits patrons ; il compte également parmi ses adhérents les paysans et les prolétaires ruraux, tant que le prolétariat de la campagne n'a pas encore trouvé d'appui dans le prolétariat autonome des villes.

L'attitude du parti ouvrier révolutionnaire vis-à-vis de la démocratie petite-bourgeoise est la suivante : il marche avec elle contre la fraction dont elle poursuit la chute ; il la combat sur tous les points dont elle veut se servir pour s'établir elle-même solidement.

Les petits bourgeois démocratiques, bien loin de vouloir bouleverser toute la société au bénéfice des prolétaires révolutionnaires, se proposent de modifier la situation sociale de façon à rendre la société existante aussi supportable et commode que possible (...).

Tandis que les petits bourgeois démocratiques veulent terminer la révolution au plus vite et après avoir tout au plus obtenu la réalisation des revendications ci-dessus, il est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été chassées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir public et que, non seulement dans un pays, mais dans tous les pays principaux du monde, l'association des prolétaires ait fait assez de progrès pour supprimer dans ces pays la concurrence des prolétaires et concentrer dans les mains des prolétaires du moins les forces productives décisives. Pour nous, il ne saurait être question de la transformation de la propriété privée, mais uniquement de son anéantissement ; il ne saurait être question de masquer les antagonismes de classes, mais de supprimer les classes ; non pas d'améliorer la société existante, mais d'en fonder une nouvelle (...).

Il importe surtout que les ouvriers, pendant le conflit et immédiatement après le combat, réagissent autant que possible contre l'apaisement préconisé par les bourgeois et forcent les démocrates à mettre à exécution leurs présentes phrases terroristes.

Leurs efforts doivent tendre à ce que l'agitation révolutionnaire directe ne soit pas de nouveau réprimée aussitôt après la victoire. Il faut, au contraire, qu'ils la maintiennent le plus longtemps possible (...).

Pendant la lutte et après la lutte, les ouvriers doivent en toute occasion formuler leurs propres revendications à côté des revendications des démocrates bourgeois. Il faut qu'ils exigent des garanties pour les ouvriers, dès que les bourgeois démocratiques se disposent à prendre le gouvernement en main. Il faut, au besoin, qu'ils obtiennent ces garanties de haute lutte et s'arrangent en somme pour obliger les nouveaux gouvernements à toutes les concessions et à toutes les promesses possibles — c'est le plus sûr moyen de les compromettre. L'ivresse du triomphe et l'engouement pour le nouvel état de choses, conséquence de toute victoire remportée dans la rue, il faut qu'ils s'ingénient à les amortir le plus possible, en jugeant avec calme et sang-froid la situation et en affectant à l'égard du nouveau gouvernement une méfiance non déguisée. Il faut qu'à côté des nouveaux gouvernements officiels, ils établissent leurs propres gouvernements ouvriers révolutionnaires, soit sous forme de municipalités ou de conseils municipaux, soit par des clubs ou des comités ouvriers ; de telle façon que les gouvernements démocratiques bourgeois non seulement perdent aussitôt l'appui des ouvriers, mais se sentent, de prime

abord, surveillés et menacés par des autorités ayant derrière elles toute la masse des ouvriers. En un mot : aussitôt la victoire acquise, la méfiance du prolétariat ne doit plus se tourner contre le parti réactionnaire vaincu, mais contre ses anciens alliés, contre le parti qui veut exploiter seul la victoire commune."

La bourgeoisie s'est alliée à la réaction absolutiste et aristocratique pour vaincre la classe ouvrière. Mais si elle a vaincu, c'est parce qu'elle a pu, par l'intermédiaire des *"petits bourgeois démocratiques"* s'assurant *"la direction du mouvement révolutionnaire"* réaliser ce que Marx appelle, dans *Travail salarié et capital*, *"l'assujettissement de la classe ouvrière"*. D'où la place politique centrale du "premier Front populaire", que Pierre Lambert analyse dans son article de 1960.

La circulaire de mars 1850 du comité central de la Ligue des communistes affirme explicitement que le mot d'ordre des communistes doit être : *"La révolution en permanence."*

Ce n'est pas la première fois que Marx utilise ce terme. La question de la révolution permanente apparaît dans son élaboration politique, en relation avec l'étude de la Révolution française et de la situation en Allemagne dans les années qui précèdent la révolution de 1848.

Dès la rédaction de *L'Idéologie allemande*, le caractère mondial des développements de la lutte des classes est au centre de cette réflexion en même temps que la constatation que la bourgeoisie allemande est incapable d'agir comme le fit la bourgeoisie française en 1789.

Mais le marxisme n'est pas un système d'idées qui se développerait de façon autonome: c'est l'expérience vivante des révolutions de 1848 qui donnera son plein contenu aux positions que Marx et Engels avaient commencé à dégager.

Comme l'écrit Trotsky dans l'introduction à *La Révolution permanente* :

« L'idée de la révolution permanente fut mise en avant par les grands communistes du milieu du XIX^e siècle. Marx et ses disciples, pour faire pièce à l'idéologie bourgeoise, qui, comme on le sait, prétend qu'après l'établissement d'un Etat "rationnel" ou démocratique, toutes les questions peuvent être résolues par la voie pacifique de l'évolution et des réformes. Marx ne considérait la révolution bourgeoise de 1848 que comme le prologue immédiat de la révolution prolétarienne. Marx s'était "trompé", mais son erreur était une erreur de fait, non une erreur de méthodologie. La révolution de 1848 ne se transforma pas en révolution socialiste. Mais c'est la raison pour laquelle elle n'aboutit pas au triomphe de la démocratie. »

Répétons-le : toutes les aspirations démocratiques et sociales, inséparablement liées, que contenait le grand mouvement des travailleurs et des peuples de 1848, quelles que soient les formulations confuses dans lesquelles elles étaient parfois présentées, sont contradictoires avec l'entreprise de réaction sans frein constituée par l'Europe de Maastricht-Amsterdam.

François Forgue

La révolution de 1848 en France et la question du parti ouvrier

En 1958, à la suite d'un coup d'Etat, de Gaulle s'installe au pouvoir, les institutions antidémocratiques de la Ve République s'édifient.

La section française de la Ve Internationale a payé au prix fort la crise dislocatrice de la IVe Internationale. Si elle a préservé les liens politiques qu'elle a noués avec des secteurs de la classe ouvrière, elle ne compte qu'un nombre de militants réduit, dans une situation marquée par une défaite sans combat de la classe ouvrière.

C'est alors que ce groupe, au lieu de se renfermer sur lui-même, prend l'initiative de lancer — sous la forme d'un bulletin ronéotypé — *Informations ouvrières*, comme tribune libre de la lutte des classes, premier jalon d'une politique de regroupement, sur la base de la libre discussion de militants ouvriers de différentes origines.

En même temps, est prise la décision de transformer *La Vérité*, jusqu'alors hebdomadaire du Parti communiste internationaliste, section française de la IVe Internationale, en revue d'abord mensuelle.

Dans les numéros 513 (novembre 1958), 515 (février 1959), 520 (décembre 1960) sont parus trois articles du camarade Pierre Lambert, consacrés aux "problèmes du parti".

Le premier article partait de l'enseignement du *Manifeste du Parti communiste*, en le reliant aux événements de 1958, à la politique suivie par les partis se réclamant de la classe ouvrière, pour éclairer le problème du stalinisme et commencer à répondre à la question : "Qu'est-ce que le parti révolutionnaire ?"

Le second, intitulé "Marx et les problèmes du parti ouvrier", portait plus précisément sur le *"marxisme dans la lutte pour l'organisation de classe du prolétariat"*, c'est-à-dire qu'en examinant le processus qui conduit Marx et Engels à

aboutir à la lutte pour l'indépendance du mouvement ouvrier, cet article pose la question de la construction du parti.

Enfin, le troisième article était titré "La révolution de 1848 en France". C'est cet article que nous reproduisons dans ce numéro de *La Vérité*, à l'occasion du cent cinquantième anniversaire de la révolution de 1848.

Cet ensemble d'articles était un maillon dans la chaîne des initiatives politiques par lesquelles, à travers bien des difficultés, le groupe de militants s'efforçait de maintenir la IV^e^ Internationale.

Ajoutons qu'il y a un légitime sentiment de fierté, pour la section française de la IVe Internationale, à pouvoir republier, près de quarante ans après sa première parution, un article qui témoigne de la continuité du combat politique sur la base du programme de la IV^e^ Internationale.

Les problèmes du parti ouvrier

La révolution de 1848 en France

Par Pierre LAMBERT

La révolution de 1848 est le premier exemple d'une révolution ouvrière confisquée, trahie, sous le signe de la phrase démocratique. Toute l'histoire des révolutions battues — seule la révolution d'Octobre échappera à ce destin, grâce à la direction du parti de Lénine et de Trotsky — ne fera que reproduire, sous les formes les plus diverses, celle de la révolution de 1848. Les noms changeront, les situations politiques se modifieront, mais les traits caractéristiques des organisations et des hommes resteront. A travers toute la révolution de 1917, Lénine se référera à l'expérience de 1848 pour préciser les lignes directrices de la stratégie bolcheviste ; c'est à ce moment qu'il écrira, dans *L'Etat et la Révolution*, après avoir défini les *"traits communs à l'évolution moderne de tous les Etats capitalistes"* :

> *"En trois ans, de 1848 à 1851, la France a montré, sous une forme nette et ramassée, dans leurs successions rapides, ces processus de développement propres à l'ensemble du monde capitaliste"* (1).

C'est le caractère prolétarien de la menace révolutionnaire en France qui est à l'origine de l'impuissance de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, en Allemagne, à régler leurs propres problèmes. De cette constatation et de leur analyse, Marx et Engels tireront, comme nous le verrons plus loin, les premiers éléments de la théorie de la révolution permanente. L'étude de la révolution de février, l'analyse des forces sociales qui s'y affrontent, et surtout l'examen du rôle joué par les diverses formations politiques et leurs dirigeants permettent de retrouver en eux, sans nullement forcer la réalité, des prototypes historiques, valables encore pour l'histoire dont nous sommes les témoins et les acteurs. La raison en est simple : fondamentalement, les forces sociales qui s'affrontaient dans la France de 1848 sont celles qui s'affrontent dans la France d'aujourd'hui, la bourgeoisie et le prolétariat. C'est pourquoi, malgré toutes les différences (2), y a-t-il des traits communs

(1) Les premiers articles de cette série ont paru dans les numéros 513 et 515 de *La Vérité*.

(2) En 1848, le capitalisme recélait encore en lui d'immenses possibilités de développement ; aujourd'hui, il est entré dans sa crise finale. Mais les problèmes de l'attitude de la classe ouvrière face à l'Etat bourgeois, comme le montre Lénine, et par conséquent le problème de la direction ouvrière, se posent, dans leur essence, de la même manière.

dans l'attitude des protagonistes, et ces traits communs sont, précisément, les traits essentiels ; en 1848, toutefois, ces caractéristiques de la politique de toute une époque n'étaient pas encore complètement élaborées, alors qu'aujourd'hui, elles le sont pleinement. La richesse du marxisme rend si totalement actuelles les leçons de 1848 que l'impression du vécu se dégage de la lecture des écrits de Marx et d'Engels sur les événements de 1848, lorsqu'on les confronte avec les expériences les plus récentes de la lutte des classes.

Il est bien entendu que nous ne prétendons nullement écrire ici un chapitre de l'histoire du mouvement ouvrier. Nous nous proposons seulement de dégager de l'étude des diverses étapes de la lutte des classes et des conclusions que Marx en a tirées des leçons utiles aux militants qui veulent construire un parti ouvrier révolutionnaire dans notre pays ; tâche que l'avant-garde se doit d'entreprendre, devant la faillite de la social-démocratie et du stalinisme à remplir les exigences de la lutte pour la révolution prolétarienne. Il serait évidemment impossible d'apprécier les efforts plus que séculaires du prolétariat dans cette voie sans les replacer dans leur contexte. C'est pourquoi il apparaît indispensable de relater sommairement les conditions historiques dans lesquelles s'est élaborée l'idée d'un parti prolétarien indépendant de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. Ces références historiques ne seront d'ailleurs pas inutiles, dans la mesure où le passé, avec ses traditions — le poids des générations mortes, comme l'écrit Marx —, continue toujours, aujourd'hui comme hier à peser, en bien et en mal, sur la pensée et l'activité des classes en lutte et de leurs représentants politiques.

UNE PREMIÈRE FAILLITE HISTORIQUE DU "FRONT POPULAIRE"

A la veille de la révolution de février, des hommes au pouvoir aux diverses oppositions, dynastique, républicaine, démocrate et ouvrière, nul ne s'attendait à une révolution (3). Le 20 février encore, Louis-Philippe espérait s'en tirer avec quelques concessions. Lamartine, représentant un *"conservatisme prévoyant"* (de nos jours, on dirait un *"capitalisme éclairé"*), devait reprocher plus tard sévèrement aux orléanistes d'avoir fait la révolution (4). Quant à lui, avant la révolution, il définissait son rôle en ces termes :

> *"Je veux créer un homme de réserve... et quand viendront les jours de grand péril, alors un grand flot de terreur me jettera au timon brisé."*

Ledru-Rollin, représentant de la petite bourgeoisie démocrate, disait pour sa part, en 1845 :

> *"Non, nous ne nous y tromperons pas, nous ne sommes pas des ultrarévolutionnaires. Ce n'est pas nous qui préférerons le bonnet rouge à une bonne action."*

En février 1848, quelques jours avant l'insurrection populaire, il refusait la mise en accusation du ministre de Louis-Philippe, Guizot. Dans les journées qui précédèrent février, Ledru-Rollin préféra encore laisser à d'autres la responsabilité d'un engagement décisif. Les 22 et 23, son journal, *La Réforme,* ne réclamait que la liberté de réunion. Le 24 au matin, il n'était pas encore pour la république. Puis, se rendant à l'Hôtel de Ville avec Lamartine, il lui dit : *"Nous marchons au calvaire."* Lamartine nota que *"Ledru-Rollin est saisi d'effroi à l'idée d'un soulèvement populaire"*.

Quant à Louis Blanc (5), à la veille des journées de février, il prédisait la défaite.

---

(3) On trouvera à la fin de l'article une chronologie des événements.

(4) C'est en effet *"l'opposition dynastique"* (on dirait aujourd'hui *"l'opposition de Sa Majesté"*) qui prit l'initiative de la *"campagne des banquets"*, qui devait aboutir aux événements de février.

(5) Théoricien socialiste réformiste, auteur d'une brochure intitulée *L'Organisation du travail* (1840), qui eut un très grand retentissement. Rejetant le principe de la lutte de classe, il prétendait réaliser pacifiquement la transformation de la société capitaliste en société socialiste grâce à l'organisation d'ateliers nationaux soutenus par l'Etat.

Le 23 encore, après le renvoi de Guizot, il écrivait dans *La Réforme* :

> *"Le ministère est renversé, c'est bien. Nous nous faisons un devoir de rappeler hautement que c'est sur le patriotisme de tous les citoyens organisés en garde nationale que reposent, aux termes de la charte, les garanties de la liberté."*

La charte, c'est le document qui, en 1830, a consacré Louis-Philippe d'Orléans roi des Français !

•

• •

Ce sont les travailleurs parisiens qui, prenant en main leur propre sort, en dépit des chefs officiels de l'opposition libérale, démocrate et ouvrière, épouvantés devant la chute de la dynastie, renversèrent le trône et imposèrent la république.

Si Blanqui, alors en résidence surveillée, n'a pas participé directement aux journées de février, il faut noter le rôle prépondérant des membres des "sociétés secrètes" (6), qui, encadrant le peuple, ont constitué les chefs des barricades de février.

Au contraire d'une révolution de palais, un véritable mouvement populaire prend toujours à l'improviste, tant les couches dirigeantes, qui en sont les victimes, que les "chefs" officiels de l'opposition, qui volent au secours de la victoire pour mieux en limiter les conséquences.

En Russie (février 1917), en Allemagne (novembre 1919), en Espagne (juillet 1936), le schéma reste le même. Le mouvement révolutionnaire s'est développé souterrainement à l'insu et contre la volonté des Kerenski, Noske, Blum où Thorez. Jusqu'à ce jour, c'est seulement dans la Russie de 1917 que la présence du Parti bolchevique, dirigé par Lénine, a pu empêcher la bourgeoisie, avec l'aide des démocrates bourgeois, petits-bourgeois et des réformistes (dont les staliniens ont pris la relève), de confisquer la révolution à son profit avant de l'écraser.

Le 24 février, sitôt les insurgés eurent-ils remporté la victoire sur les barricades, Lamartine et Ledru-Rollin se rendirent à l'Hôtel de Ville. Ils craignaient de voir les militants des sociétés secrètes proclamer la "Commune". Lamartine et Ledru-Rollin n'avaient d'ailleurs pas tort. Les masses et l'avant-garde militante des sociétés secrètes, fortes de l'expérience des journées de 1830 (7), s'efforcèrent de créer, en divers endroits, sous une forme rudimentaire, une situation de double pouvoir. Au faubourg Saint-Antoine, des délégués furent élus, avec la mission de surveiller le gouvernement provisoire ; à Chartres, un comité provisoire de délégués ouvriers, chargé de contrôler la municipalité, fut constitué. Le gouvernement provisoire bourgeois balaiera ces premiers germes d'un pouvoir ouvrier démocratique.

> *"D'abord et avant tout, que l'Etat demeure !",*

proclamera dès le premier jour Lamartine. L'Etat de la bourgeoisie, l'Etat bureaucratique devait être défendu contre les travailleurs parisiens. Le 2 février, le gouvernement provisoire était constitué. Y entraient les républicains bourgeois Marie, Marrast, Garnier-Pagès, Arago, Dupont ; le représentant de l'opposition dynastique, Crémieux ; les représentants démocrates de la petite bourgeoisie, Ledru-Rollin et Flocon ; les socialistes réformistes Louis Blanc et Albert ; sans oublier Lamartine, qui entendait ne pas être classé, mais que ses actes allaient

---

(6) Sous Louis-Philippe (1830-1848), les révolutionnaires (républicains, petits-bourgeois et communistes de diverses tendances), contraints à l'illégalité, s'étaient organisés en "sociétés secrètes", à l'exemple des carbonari italiens. Ce sont deux de ces sociétés (la Société des familles, de Barbès, et la Société des saisons, de Blanqui) qui organisèrent l'insurrection du 12 mai 1839, qui fut immédiatement noyée dans le sang et entraîna la condamnation à la réclusion de ses instigateurs.

(7) En 1830, les travailleurs parisiens abattirent Charles X au cours des "Trois Glorieuses" journées (27, 28 et 29 juillet). Mais le banquier "libéral" Laffitte installa Louis-Philippe à l'Hôtel de Ville, avec un gouvernement provisoire, avant que les travailleurs ne puissent réagir.

situer sans équivoque. On nomma le socialiste Albert... président de la commission des récompenses nationales. Un véritable gouvernement de front populaire avant la lettre !

Le 25 février, les ouvriers en armes voulurent arracher des garanties de leur victoire. Ils occupèrent l'Hôtel de Ville, où délibérait le gouvernement provisoire. Brusquement, la porte de la salle où siégeait le gouvernement fut forcée. Le jeune ouvrier Marche entra, le fusil à la main :

> *"Citoyens, depuis 24 heures, la révolution est faite, le peuple attend encore des résultats. Il m'envoie vous dire qu'il ne souffrira plus de délai. Il veut le droit au travail tout de suite"* (8).

Lamartine lui répondit par un beau discours, que Marche coupa :

> *"Assez de phrases comme cela, assez de poésie, le peuple n'en veut plus. Il est le maître, et vous ordonne de décréter sans plus de retard le droit au travail."*

Lamartine et Louis Blanc accumulèrent phrases sur phrases, jusqu'à ce que le représentant des ouvriers en armes cédât. Il déclara :

> *"Eh bien ! oui, nous attendrons. Nous avons confiance dans notre gouvernement, puisqu'il a confiance en nous. Le peuple attendra. Il met trois mois de misère au service de la république."*

Louis Blanc félicita Marche. Ce dialogue, cette hésitation des ouvriers, leurs illusions, leur générosité annonçaient leur future défaite. Les ouvriers pouvaient tout. Mais l'expérience leur faisait complètement défaut, et il n'y avait pas d'organisation révolutionnaire pour leur montrer qu'il leur fallait absolument imposer le départ des ministres bourgeois d'un gouvernement qui venait de s'installer au pouvoir grâce à la révolution faite par eux seuls, les ouvriers.

Ce même 25 février, Lamartine fit décider par le gouvernement provisoire la création de la garde mobile (remplaçant la vieille garde nationale en liquéfaction). Pour que *"l'Etat* (bourgeois) *demeure"*, il lui fallait une force réactionnaire de répression à son service. Celle-ci s'illustrera en juin contre les ouvriers. Lamartine fit également voter cette première proclamation :

> *"L'unité de la nation formée désormais de toutes les classes de citoyens qui la composent, le gouvernement de la nation par elle-même, la liberté, l'égalité et la fraternité par principe, le peuple pour devoir et mot d'ordre, voilà le gouvernement démocratique que la France se doit à elle-même et que nos efforts sauront lui assurer."*

A ce verbiage humanitaire de collaboration des classes, qui ne visait qu'à endormir le peuple pour mieux l'écraser ensuite, s'associèrent les représentants des ouvriers, Louis Blanc et Albert.

Le 26 février, les masses inquiètes manifestèrent de nouveau, s'efforçant de reprendre l'initiative. Elles manifestèrent pour le drapeau rouge. Louis Blanc, au début, approuvait la manifestation. Puis il capitula, comme il le fera constamment, sous la pression de Lamartine et Ledru-Rollin. Ces derniers ne voulaient pas d'autre emblème que le drapeau tricolore. Un "compromis" fut trouvé : on attacha à la hampe du drapeau tricolore un petit morceau d'étoffe rouge (qui, d'ailleurs, disparut rapidement par la suite) !

Le 27 février, les gardes nationaux bourgeois reconnaissants défilèrent au cri de : *"Vive Lamartine !"*

Le 28 février, de nouveau, les masses armées manifestèrent avec des mots d'ordre de classe, encore que reflétant leurs illusions :

> *"Pas de marchandage, dix heures de travail, ministère du Travail, ministère du Progrès, abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme."*

Une délégation se rendit à la salle des séances du gouvernement provisoire : Lamartine, Ledru-Rollin, Flocon s'oppo-

(8) La crise économique mondiale de 1847 avait engendré un chômage qui faisait cruellement souffrir les ouvriers.

sèrent aux revendications ouvrières. Louis Blanc et Albert menacèrent de démissionner. Arago proposa une transaction : il n'y aurait pas de ministère du Travail et du Progrès, mais une commission du travail pour *"étudier l'amélioration du sort des ouvriers"* ! Louis Blanc accepta la présidence de la commission du Luxembourg, qui n'eut d'autre fonction que d'apaiser les conflits entre les classes, dans une situation où la bourgeoisie n'avait pas encore la force de dire non aux revendications. Cette commission était le digne ancêtre de celle qui s'est réunie à l'Hôtel Matignon en juin 1936, et de la multitude des comités et commissions qui ont siégé depuis 1944.

Constituées sur le même modèle tripartite (représentants du gouvernement, du patronat et des travailleurs) et sans pouvoir réel, ces organisations de collaboration des classes n'ont jamais eu d'autre raison d'être que d'endormir les travailleurs et d'entraver leur action de classe.

La première étape de la révolution de février était close. Les ouvriers s'étaient laissés frustrer de leur victoire ; ils n'avaient pas pu détruire l'Etat bourgeois et instaurer leur propre pouvoir. Mais ils étaient encore debout ; ils avaient des armes : il faudrait les désarmer. Trois mois furent consacrés à préparer leur écrasement ; c'est à cette tâche que se consacra le gouvernement provisoire.

•
• •

Le ministre bourgeois Marie, organisateur des ateliers nationaux (9), fruit de l'activité de la commission du Luxembourg, donna une définition parfaite de la politique de la bourgeoisie :

> *"L'unique affaire,* déclara-t-il, *c'est de gagner du temps, en amusant l'émeute jusqu'à ce que l'on puisse la museler. L'impossibilité d'une résistance efficace de la part des honnêtes gens étant trop évidente pour l'instant, la sagesse commande de louvoyer, et de désintéresser la classe ouvrière par des concessions plus apparentes que réelles, qui donneront à la partie saine de la nation le moyen d'atteindre sans trop de dommage, et de préparer dans l'ombre, et le plus vite possible, des jours meilleurs."*

Toute la tactique des classes dominantes, face à une révolution, est ici parfaitement et cyniquement exprimée. Mais, pour réaliser cet objectif, il faut à la réaction :

1. — une force armée de répression ;

2. — user la combativité ouvrière, tâche à laquelle doivent s'atteler les dirigeants officiels de la classe ouvrière promus au rang de ministres ;

3. — atteindre dans leur honneur, en les calomniant, les chefs véritablement révolutionnaires, afin de les isoler des masses.

Le deuxième point est d'ailleurs de beaucoup le plus important. Pour réaliser le premier, Arago, ministre de la Guerre du gouvernement provisoire, obtint d'énormes crédits pour l'armée : plus de 100 millions en deux mois. Par exemple, le 24 avril, après la victoire électorale bourgeoise du 23, au titre des dépenses urgentes et impérieuses, étaient alloués à l'armée 19 887 000 francs, d'une part, 4 280 000, de l'autre ; le 3 mai, encore 80 119 419 francs. A titre de comparaison, on notera que, du 5 mars au 3 mai, 7 240 200 francs en tout furent alloués aux ateliers nationaux.

Au total, 120 705 419 francs furent consacrés, du 7 mars au 3 mai, à forger l'instrument de répression, dont Cavaignac devait se servir victorieusement en juin.

Les ministres bourgeois savaient parfaitement la signification de ces crédits et leur destination.

> *"Quand la troupe sera de nouveau dans Paris, alors nous ferons ce que nous voudrons",*
> déclara Arago.

---

(9) Les ateliers nationaux, apparemment pris dans le programme de Louis Blanc, furent en fait organisés en opposition directe contre lui et la commission du Luxembourg par le ministre bourgeois Marie. *"Sous ce nom pompeux se dissimule seulement l'occupation de centaines de milliers d'ouvriers à des travaux de terrassement fastidieux, monotones et improductifs, pour un salaire de 23 sous"* (Marx).

Déposant devant la commission parlementaire d'enquête sur les événements de juin 1848, Lamartine dira :

"J'ai obsédé le général Cavaignac de mes observations à cet égard."

A l'issue du conseil, il s'informait du nombre précis et de la marche des troupes. Cavaignac, le 25 novembre, déposant devant ladite commission, confirmera :

"Journellement, M. de Lamartine me demandait : les troupes arrivent-elles ?"

Les troupes étaient là, près de 600 000 hommes.

Relevons que c'est Louis Blanc qui proposa en février la nomination du général "républicain" Cavaignac au poste de gouverneur général de l'Algérie, étape vers son entrée au ministère le 10 mai ; le même Louis Blanc approuva les crédits octroyés à l'armée.

•
• •

A étudier la tactique utilisée en 1848 par la bourgeoisie pour user la combativité des masses, les duper, les démoraliser et ensuite les briser, la conclusion s'impose qu'il n'y a, en ce domaine, rien de bien nouveau sous le soleil. La méthode est simple. Tout d'abord, s'assurer la collaboration des chefs officiels de la classe ouvrière, qui acceptent avec joie d'être invités à la table de la bourgeoisie pour s'y conduire en "hommes d'Etat".

Lamartine estime en février :

"Il n'est pas mauvais que Louis Blanc soit là, après tout, sa présence est préférable ici plutôt qu'en face (...). Louis Blanc est un homme traitable, il n'a pas insisté plus que de raison dans l'affaire du drapeau rouge, il s'est employé à calmer le mécanicien Marche, il a déclaré le 28 aux agités de la place de Grève, qui l'ont ensuite porté en triomphe, que la force du gouvernement provisoire était dans la confiance du peuple et la force du peuple dans sa modération. Louis Blanc distingue le possible de l'impossible. Louis Blanc préservera la foule d'entraînements funestes où pourraient l'induire quelques forcenés."

Louis Blanc était un homme sur lequel la bourgeoisie pouvait compter. N'avait-il pas déclaré à Lamartine :

"Nous sommes dans cette situation singulière que vous êtes responsable du progrès, et que je suis responsable de l'ordre."

La bourgeoisie s'étant assurée du concours des dirigeants officiels de la classe ouvrière, comblés d'être nommés ministres, l'affaire pourra dès lors se nouer. Mais il faut procéder avec prudence.

Le 28 février, les masses avaient montré leur force, il était indispensable de leur faire des concessions, plus apparentes que réelles, il est vrai. La journée de dix heures fut adoptée. Lamartine comprenait, comme il le dira lui-même, la nécessité de jeter du lest, de faire *"la part du feu, d'ouvrir une soupape de sûreté"*. Il convainquit les ministres bourgeois résolument hostiles à toute concession, qui acceptèrent en soupirant :

"La nécessité est une souveraine devant laquelle l'homme le plus fier peut se courber sans honte."

LA JOURNÉE DU 17 MARS

Le 5 mars, un décret annonçait pour le 9 avril l'élection au suffrage universel, au scrutin de liste et au vote secret, d'une Assemblée constituante qui se réunirait le 20 avril. La manœuvre était claire et compréhensible pour tous, aussi bien pour les bourgeois que pour Louis Blanc, et que pour ceux qui, avec Blanqui, s'y opposaient : il s'agissait d'utiliser le poids de la province retardataire contre Paris révolutionnaire et ouvrier. Louis Blanc, au gouvernement, s'était déclaré hostile à ce décret. Dès le 7 mars, Blanqui demanda l'ajournement. Sous son impulsion, tous les clubs, où se rassemblaient les militants

ouvriers de toutes tendances, exigèrent l'ajournement des élections à l'Assemblée constituante ; tous voulaient, d'autre part, obtenir l'assurance que les troupes de ligne retirées de Paris depuis février n'y seraient pas ramenées insensiblement par petits détachements. Le 14 mars, Blanqui fit adopter par son club, la Société républicaine centrale, une pétition adressée au gouvernement contre les élections. Diffusée en tract à Paris, cette pétition rencontra le plus large écho, et fut à l'origine de la mobilisation des 200 000 manifestants du 17 mars. Blanqui préparait activement la manifestation ouvrière. Une "fausse" manœuvre de la bourgeoisie, et la politique obtuse des dirigeants des clubs ouvriers, à l'exception de Blanqui, détournèrent cette manifestation de masse de ses objectifs de classe.

Le 16 mars, en effet, avait lieu une manifestation de la garde nationale bourgeoise, aux cris de : *"A bas Ledru-Rollin !"*

Le soir du même jour, les délégués des clubs (Cabet, Blanqui, Dezannes) se concertaient avec les délégués du Luxembourg (Louis Blanc). Tous proposaient, le lendemain, de manifester pour le soutien du gouvernement provisoire et réclamaient l'ajournement des élections jusqu'en mai-juin. Seul Blanqui ne voulait pas placer la manifestation sous la houlette du gouvernement provisoire, et il ajoutait :

> *"Deux mois ou rien, c'est la même chose."*

L'appel à la manifestation, rédigé par Cabet, demandait l'éloignement des troupes, et l'ajournement des élections au 31 mai y était accepté.

Le 17 mars, la manifestation pacifique rassembla plus de 200 000 ouvriers, qui défilèrent aux cris de *"Vive Ledru-Rollin, vive Louis Blanc, vive le gouvernement provisoire !"* Une délégation fut reçue par Louis Blanc, au nom du gouvernement provisoire. Louis Blanc l'accueillit en ces termes :

> *"Les vœux que vous avez exprimés seront pris en grande considération (...) parce qu'ils se sont produits en termes pleins de modération. Maintenant, retirez-vous, pour qu'il soit bien entendu que le gouvernement ne délibère pas sous l'emprise de la menace."*

En mettant à profit la manifestation bourgeoise du 16 pour détourner les masses de leurs objectifs, Lamartine et Ledru-Rollin, avec l'aide de Louis Blanc et de la majeure partie des dirigeants des clubs, avaient réussi à canaliser la manifestation du 17 mars au profit du pire ennemi des travailleurs : le gouvernement provisoire. D'une manifestation conçue et organisée à l'origine par Blanqui pour exprimer la méfiance populaire envers le gouvernement provisoire bourgeois, elle avait été transformée en une manifestation de confiance au gouvernement ! Combien de fois, depuis, les dirigeants officiels de la classe ouvrière réussirent-ils à duper ainsi les masses ! Enumérer les exemples serait retracer la longue et douloureuse histoire de la trahison du réformisme et du stalinisme tout entière.

Le seul résultat de la journée du 17 mars fut qu'au gouvernement, un compromis, une nouvelle fois, mit d'accord Louis Blanc et les ministres bourgeois. Les élections, fixées par le décret du 5 mars au 9 avril, furent repoussées... au 23 avril ! Mais si la manifestation du 17 mars n'avait pu atteindre les objectifs que Blanqui lui avait assignés, elle n'en démontra pas moins à la bourgeoisie l'immense potentiel révolutionnaire du prolétariat. Il fallait affaiblir la classe ouvrière, lui porter des coups. C'est à quoi s'attelèrent les démocrates petits-bourgeois, Ledru-Rollin en tête, en montant de toutes pièces la provocation du 16 avril.

LA PROVOCATION DU 16 AVRIL ET L'AVENTURE DU 15 MAI

L'obstacle que représentait Blanqui devait être balayé. A cette fin, Ledru-Rollin n'hésita pas à utiliser un faux policier : le *"document Taschereau"*, publié dans la presse le 31 mars. Selon ce document calomniateur, Blanqui aurait trahi en prison ses compagnons, les conjurés de

1839. La calomnie porta. Blanqui, que la plus dure des répressions n'a jamais fait plier, fléchit sous l'orage. Il dut consacrer des jours et des jours à répondre au faux et, pendant ce temps, Ledru-Rollin monta sa provocation contre le mouvement des masses. Louis Blanc lui fournit l'occasion qu'il cherchait de devenir enfin un véritable homme d'Etat, reconnu comme tel par la bourgeoisie, pas pour longtemps d'ailleurs. Les élections s'annonçaient fort mal. Louis Blanc le comprit : une vague de réaction commençait à submerger le pays. Il se sentit menacé et, pour conserver sa position au sein du gouvernement provisoire, il chercha à peser sur la bourgeoisie : il prépara une manifestation pacifique au Champ-de-Mars pour le 16 avril.

Le 15 avril, Ledru-Rollin annonçait au gouvernement la manifestation populaire du lendemain, dont les objectifs étaient : l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'organisation du travail par l'association. Les clubs et Louis Blanc étaient à l'origine de cette démonstration. Ledru-Rollin était parfaitement au courant de cette manifestation : Louis Blanc lui en avait parlé, il ne s'y était pas opposé.

Le 16 avril, après s'être rassemblés au Champ-de-Mars, les ouvriers décidèrent de se rendre en cortège au siège du gouvernement provisoire, pour y remettre le montant d'une collecte patriotique. Ledru-Rollin, en accord avec ses autres ministres (et malgré les protestations de Louis Blanc et Albert, protestations émises dans le secret du cabinet seulement), fit alors battre le rappel de la garde nationale bourgeoise pour protéger la *"société contre l'anarchie"*. Lamartine, devant les gardes bourgeoises rassemblées à l'Hôtel de Ville, dénonça une conspiration visant à remplacer le gouvernement provisoire par un comité de salut public.

Les manifestants arrivèrent à l'Hôtel de Ville, ne se doutant de rien. Ils défilèrent entre les gardes, qui les menacèrent. Les travailleurs s'étonnaient, ne comprenaient pas. Louis Blanc, qui, lui, savait pourtant à quoi s'en tenir quant à la provocation montée par Ledru-Rollin, leur mentit effrontément :

"Des hommes ardents, des forcenés sont mêlés à ce mouvement afin de le faire aboutir au désordre. Le rappel a été ordonné contre ces hommes et non contre vous".

leur affirma-t-il. Les ouvriers se dispersèrent. Les bourgeois armés restaient maîtres de la rue. Le soir même, pour la première fois depuis le 15, les gardes nationaux bourgeois se sentirent assez d'audace pour affronter la classe ouvrière. Ils attaquèrent les clubs pour tenter de les disperser. A la Société républicaine centrale de Blanqui, dont nous avons vu la position les jours précédents, ils furent reçus comme il convient et mis en fuite par la riposte des blanquistes. Mais la classe ouvrière avait subi un premier et terrible échec. La provocation bourgeoise avait pleinement réussi. Le gouvernement put enfin décider de rappeler l'armée à Paris. Le 20 avril, l'armée rentrait officiellement dans la capitale.

Le 23 avril, les électeurs envoyaient une large majorité bourgeoise à l'Assemblée constituante. Le 27 avril, à Rouen, la troupe tira sur un cortège d'ouvriers manifestant contre la fraude électorale. Trente-quatre morts, 244 arrestations. Il n'est pas inutile, à ce propos, de signaler que tous les préfets nommés par Louis-Philippe, sauf douze, avaient conservé leur place. Ledru-Rollin, ministre de l'Intérieur, comme Lamartine, n'a qu'un seul objectif : assurer la permanence de l'appareil bureaucratique de l'Etat bourgeois ; il n'a évidemment pas l'intention de l'épurer. Car le maintien de l'Etat en tant qu'instrument de la classe dirigeante est essentiel pour le salut de la société bourgeoise.

•
• •

Après les élections du 23 avril, la réaction bourgeoise s'installa. Louis Blanc avait fait son temps. La bourgeoisie n'avait plus besoin du réformisme. Elle entendait prendre elle-même ses affaires en main. Lorsque l'Assemblée se réunit le 4 mai, elle décida d'éliminer Louis Blanc et Albert du bureau exécutif temporaire mis en place sous le nom de "commission exécutive". Lamartine accepta sans sourciller l'élimination de Louis Blanc, mais,

lorsque la majorité bourgeoise entendit se passer également de Ledru-Rollin, il s'y opposa. Ledru-Rollin symbolisait la république. La bourgeoisie ne devait pas préjuger de ses propres forces. La classe ouvrière avait subi de rudes coups, mais elle n'était pas encore défaite. Il fallait encore garder le petit bourgeois radical Ledru-Rollin. L'Assemblée se rendit de mauvaise grâce. Ledru-Rollin fit donc partie de ladite commission exécutive, élu d'ailleurs bon dernier, avec Arago, Garnier-Pagès, Marie et Lamartine.

Cependant, les masses et les militants des clubs se sentaient menacés. Le comité de centralisation des clubs, qui fédérait tous les clubs ouvriers et révolutionnaires de Paris, décida d'organiser pour le 15 mai une manifestation contre la répression russe en Pologne.

Le 13 mai, à la Société républicaine centrale, Blanqui s'efforça de dissuader les militants. Il comprenait que le rapport des forces n'était pas favorable aux travailleurs et que le 15 mai risquait d'être une aventure. Depuis le 17 mars, la bourgeoisie s'était considérablement renforcée. Il ne fallait pas risquer d'aller au-devant d'un échec, qui lui donnerait encore plus d'audace. Le 14 mai, Barbès, qui avait accumulé les fautes depuis le 24 février et s'était laissé jouer par Lamartine, Ledru-Rollin et Louis Blanc, s'opposa également à ce projet de manifestation. Mais la pression de la base impatiente fut la plus forte. Elle s'imposa aux dirigeants.

Devant la Haute Cour, en 1849, Blanqui s'expliquera en ces termes :

> *« Mon avis en faveur de l'abstention a échoué, j'ai dû céder ce jour-là, alors j'ai dit :* "Vous voulez aller à la manifestation, allons-y, mais prenons garde aux sottises. Le peuple n'est pas un automate, on ne dirige pas à volonté les mouvements populaires". »

La manifestation eut donc lieu. Toute la profondeur du mouvement spontané des masses, conscientes de la menace contre-révolutionnaire, allait s'y révéler. Et, en même temps, apparaîtraient les conséquences désastreuses de l'absence d'une véritable direction révolutionnaire, capable d'empêcher, à un moment défavorable, un choc décisif.

En juillet 1917, Lénine s'est trouvé devant une situation analogue. Sa supériorité sur Blanqui résidait en ceci qu'il avait su forger une organisation de l'avant-garde la plus consciente, organisation basée sur la doctrine scientifique élaborée par Marx et Engels, et qui put empêcher les manifestations de juillet d'aboutir à une épreuve de force décisive à un moment où les masses risquaient, après quelques succès partiels, d'être écrasées par la force, supérieure pour un temps encore, de la réaction.

En janvier 1919, en Allemagne, Rosa Luxemburg et Liebknecht ne disposaient pas d'une telle organisation, et les manifestations spontanées, se développant dans une situation défavorable, furent durement réprimées.

Le 15 mai, la commission exécutive mobilisa pour la protection de l'Assemblée les légions de la garde nationale des quartiers bourgeois et la garde mobile. Mais la manifestation fut d'une telle ampleur qu'elle bouscula le dispositif mis en place. Les manifestants envahirent l'Assemblée nationale. C'est alors que Louis Blanc, bien qu'il eût été bafoué par la bourgeoisie, demanda au président de l'Assemblée de l'autoriser à intervenir au nom de cette même assemblée — qui ne cachait pas sa volonté de le liquider, lui, Louis Blanc — pour calmer les manifestants. Il s'offrit à lire la pétition, comme c'était son droit de représentant du peuple :

> *"Il était important*, écrira-t-il plus tard, *que cette lecture eut lieu : unique chance qui se présentait de faire évacuer la salle en ôtant tout motif d'y rester."*

De son côté également, Blanqui s'efforçait de canaliser le mouvement avec des motifs tout autres. Blanqui estimait à juste titre, comme nous l'avons vu, que les conditions de la victoire (le renversement de l'Assemblée) n'étaient pas réunies. Il prit la parole, s'éleva contre la répression antiouvrière à Rouen. Ledru-Rollin, qui cherchait à gagner du temps, en appela aux *"sentiments de justice et de convenance du peuple, pour obtenir l'évacuation de l'Assemblée"*.

Les manifestants crièrent : *"Votez par acclamation !"* Barbès exigea le renvoi des troupes. Dans le tumulte, on lança les noms d'un gouvernement provisoire.

Les manifestants s'ébranlèrent, comme le 24 février, en direction de l'Hôtel de Ville. Les gardes bourgeois laissèrent défiler la manifestation. Marrast (10) fit alors appel aux légions de la garde nationale. Lamartine et Ledru-Rollin mobilisèrent les régiments de dragons, qui étaient casernés dans la capitale depuis le 20 avril. Les bataillons cernèrent l'Hôtel de Ville, et crièrent : *"Vive l'Assemblée nationale. A bas les communistes !"*

Barbès et Albert furent arrêtés et, sous la protection des gardes nationaux bourgeois et des gardes mobiles (11), les députés rentrèrent en séance.

Louis Blanc, qui s'était refusé à aller à l'Hôtel de Ville avec les masses, revint également en séance. Le futur député à l'Assemblée versaillaise de 1871 y fut accueilli par les gardes avec des injures, des menaces de mort et des coups. La bourgeoisie ne témoigne jamais de reconnaissance à ses valets ! L'Assemblée, sur la proposition du républicain démocrate Flocon, vota des félicitations à l'armée et à la garde mobile. Elle ne se décida pourtant pas à arrêter Louis Blanc, mais réagit violemment contre Caussidière (12). Celui-ci, pour sa défense, fit placarder une affiche qui rejetait la responsabilité sur Blanqui.

Le 26 mai, Blanqui fut arrêté, et plus de 4 000 militants, qui auraient pu constituer les cadres du mouvement de juin, avec lui. Dans son livre *Les Luttes de classes en France*, Marx caractérisera ainsi le mouvement du 15 mai :

> *« Le prolétariat précipite la décision le 15 mai. Il envahit l'Assemblée nationale, tentant vainement de reconquérir son influence révolutionnaire, sans autre résultat que de livrer ses chefs énergiques aux geôliers de la bourgeoisie.* "Il faut en finir !" *Par ce cri, l'Assemblée nationale donnait libre cours à sa résolution de contraindre le prolétariat au combat décisif. »*

LES JOURNÉES DE JUIN

Sans organisation révolutionnaire suffisamment solide pour les encadrer, les masses s'étaient lancées, le 15 mai, dans une action élémentaire contre la bourgeoisie et son Etat. Aucun mot d'ordre précis, aucun objectif clair ne les guidait. Elles durent refluer. Dès lors, la bourgeoisie se sentit suffisamment puissante. Elle avait la situation bien en main. Il lui fallait parfaire sa victoire, écraser les masses. Il lui fallait exorciser, en versant le sang ouvrier, le fantôme prolétarien de février. La commission exécutive, organisme de collaboration des classes qui avait bien servi la bourgeoisie en endormant et en trompant les masses, n'était plus adaptée à cette tâche. Le général républicain Cavaignac, cher au cœur de Louis Blanc, était tout désigné pour l'exécuter. Marrast organisa l'affaire. Sur sa proposition, l'Assemblée, le 31 mai, désigna une commission parlementaire chargée d'examiner la demande d'autorisation des poursuites contre Louis Blanc. Celui-ci distribua un mémoire justificatif : *"Je n'étais pas à l'Hôtel de Ville le 15 mai."* Marrast continua malgré tout à affirmer que son ex-collègue du gouvernement provisoire y était ! La commission d'enquête se prononça, par quinze voix contre trois, pour l'autorisation des poursuites. Ce fut Jules Favre, ancien collaborateur de Ledru-Rollin et le futur versaillais de 1871, qui fut chargé du rapport. Louis Blanc se défendit avec "indignation". L'Assemblée, néanmoins, par 369 voix contre 337, ne vota pas l'autorisation des poursuites. La bourgeoisie ne cherchait pas encore à crever

(10) Armand Marrast : libéral bourgeois, directeur du *National* à partir de 1838. Membre du gouvernement provisoire en février 1848, il était devenu maire de Paris le 6 mars.

(11) Vingt-quatre bataillons de gardes mobiles, de 1 000 hommes chacun, composés de jeunes hommes de 15 à 20 ans, appartenant pour la plupart au lumpen-prolétariat, avaient été formés par le gouvernement provisoire.

(12) Marc Caussidière : employé à Saint-Etienne, il avait participé à l'insurrection lyonnaise de 1834. En février 1848, après avoir combattu sur les barricades, il avait pris possession de la préfecture de police, où il était demeuré.

l'abcès sur le plan parlementaire. Elle avait obtenu ce qu'elle désirait : la capitulation totale de Louis Blanc, qui, en défendant son loyalisme envers elle, était passé définitivement du camp du prolétariat à celui de la classe capitaliste. Elle poursuivit, jusqu'aux journées de juin, ses avantages. Marrast exigea de la commission exécutive une loi contre la presse ; pour se sauver elle-même, la commission exécutive accepta. Ses membres utilisèrent dès lors la même tactique que Louis Blanc. Ils acceptèrent de se déjuger sans cesse de nouveau ; ils se discréditèrent toujours davantage par leurs capitulations successives. Lamartine lui-même commença à être attaqué. Le 12 juin, il se défendit en ces termes :

> *"Je n'ai agi que pour maintenir l'ordre et la liberté. Oui, j'ai conspiré avec Blanqui : comme le paratonnerre conspire avec le nuage qui porte la foudre."*

Le politicien-poète tombera, tout comme Louis Blanc et Ledru-Rollin, victime de son crétinisme parlementaire. Au demeurant, il ne s'agissait pas là d'une erreur d'appréciation de sa part. Lorsque la classe dominante est menacée, sa représentation parlementaire, libéraux bourgeois et petits-bourgeois, et les dirigeants ouvriers partisans de la collaboration des classes ne balancent pas un seul instant : ils se rangent du côté de l'"ordre" et de la liberté bourgeoise, foulant aux pieds leurs "principes sacrés".

Puis, quand les travailleurs ont été défaits avec leur aide, ils s'étonnent de voir la réaction les liquider les uns après les autres, au fur et à mesure que leurs services sont devenus inutiles, et s'indignent alors de ce qu'ils appellent la passivité et la veulerie des masses.

Mais, pour la réaction bourgeoise, la stratégie parlementaire, qui visait avec succès à déconsidérer les héros de février, ne suffisait pas. Il fallait écraser le prolétariat et l'Assemblée organisa alors la provocation de juin. Les ateliers nationaux furent dissous. Des ouvriers, par milliers, furent réduits au chômage. Les travailleurs se trouvaient ainsi contraints à la bataille.

> *"Le 21 juin,* écrira Marx, *les ouvriers, devant les provocations de l'Assemblée, n'avaient plus le choix. Il leur fallait ou mourir de faim, ou engager la lutte. Ils répondront le 22 juin par la formidable insurrection où fut livrée la première grande bataille entre les deux classes qui divisent la société moderne. C'était une lutte pour le maintien ou l'anéantissement de l'ordre bourgeois. Le voile qui cachait la république se déchirait."*

Quand les travailleurs entrèrent en lutte, ils trouvèrent en face d'eux, du côté de l'"ordre", Ledru-Rollin, Lamartine, Arago et toute la commission exécutive. Ils avaient perdu la plupart de leurs cadres, emprisonnés après les journées de mai. Le blanquiste De Flotte, lieutenant de vaisseau, l'ouvrier Marche, qui avait traité Lamartine de beau parleur le 27 février, combattirent avec les ouvriers du faubourg Saint-Antoine. La commission exécutive se rendit à l'Assemblée, qui devint l'état-major de la répression. Cavaignac, ministre de la Guerre, prit le commandement des forces de répression. Louis Blanc lui-même fut du côté des massacreurs. Déposant le 25 août devant la commission parlementaire d'enquête sur les événements de juin, il devait expliquer qu'il *"a réprouvé l'insurrection de juin"*.

Les choses étaient devenues claires, les hommes prenaient leur véritable place ; les programmes et les organisations sont toujours mis à l'épreuve des faits lorsque les forces sociales antagonistes livrent une bataille décisive.

Au début, Arago tenta en vain, par la persuasion, de faire se retirer les ouvriers du quartier du Panthéon dans le calme. Ayant échoué, le bon Arago, libéral, républicain, ami du progrès et ennemi acharné de Blanqui, donna, la larme à l'œil, l'ordre de l'assaut aux forces de répression. Avec lui, tous les membres de la commission exécutive, anxieux, se tournèrent vers Cavaignac. *"Vaincra-t-il ?"*, se demandaient-ils tous avec angoisse. L'homme qui prêchait la collaboration des classes, l'insertion du prolétariat dans le système capitaliste par l'organisation du travail, le "déserteur" Louis Blanc siégeait sans désemparer à l'Assemblée nationale, qui siégeait elle-même sans désemparer, dans l'attente de la victoire de Cavaignac !

Les ouvriers résistèrent héroïquement : 100 000 fusils furent saisis, 85 000 arrestations opérées, et 11 057 ouvriers furent maintenus en état d'arrestation, 1 500 fusillés sans jugement. Des milliers de travailleurs furent tués. La bourgeoisie, lorsque ses intérêts de classe sont en jeu, est toujours d'une férocité implacable.

Friedrich Engels, dans la *Neue Rheinische Zeitung*, avant même que ne soit connue la défaite ouvrière, tira les premières leçons de l'insurrection :

> *"Les ouvriers du 23 juin luttent pour leur existence. La patrie a perdu pour eux toute signification. La* Marseillaise *et tous les souvenirs de la grande révolution ont disparu. Peuple et bourgeois pressentent que la révolution dans laquelle ils entrent est plus grande que 1789 et 1793. L'unanimité de la révolution de février a disparu, cette unanimité politique pleine d'illusions éblouissantes, pleine de beaux mensonges, et qui fut représentée si dignement par le traître aux belles phrases : Lamartine. De bonne heure, le matin, le peuple commence en silence à élever ses barricades. Elles étaient plus hautes, plus solides que jamais. Sur la barricade à l'entrée du faubourg Saint-Antoine, flottait un immense drapeau rouge."*

Marx et Engels ont abordé la révolution de février avec une stratégie (pour la France, où la révolution bourgeoise était accomplie depuis 1789) qu'Engels définit en ces termes, à la veille de la chute de Louis-Philippe :

> *"Il est souhaitable et nécessaire en ce moment, à la veille de la révolution, que le prolétariat se rapproche du parti de la petite bourgeoisie."*

Ce parti est celui où collabore le socialiste réformiste Louis Blanc avec les dirigeants radicaux Ledru-Rollin et Flocon et le bourgeois humanitaire Arago. L'insurrection de juin 1848, les positions prises par les leaders démocrates petits-bourgeois et réformistes amèneront Marx et Engels à rompre définitivement avec Louis Blanc et Ledru-Rollin et, dès lors, à lutter pour un parti ouvrier indépendant. Dans un article rédigé par Marx le 31 décembre 1848, celui-ci formule nettement l'objectif à atteindre pour le parti prolétarien :

> *"Renversement de la bourgeoisie, triomphe du prolétariat français ! Il n'y a qu'un seul mot d'ordre : l'émancipation de la classe ouvrière."*

La perspective, la stratégie et la tactique se sont donc modifiées. L'expérience historique a parlé. Face au mouvement prolétarien, les représentants politiques de la bourgeoisie libérale et de la petite bourgeoisie se sont jetés dans les bras de la réaction bourgeoise. La politique de collaboration des classes du réformisme s'est soldée par une faillite totale, ouvrant la série des banqueroutes qu'elle a connues depuis jusqu'à nos jours. Les faits ont tranché. Ils seront généralisés, et les conclusions en seront posées comme principes dans la circulaire du comité central de la Ligue communiste, datée de novembre 1850, et rédigée par Marx et Engels.

Le schéma classique de la marche des révolutions d'avant 1848 avait été le suivant : au sein du bloc "révolutionnaire", qui s'est constitué au début, chaque classe ou fraction de classe, au fur et à mesure que la montée révolutionnaire se poursuit, cède la place à un groupe plus avancé, jusqu'au moment où la classe progressive (la bourgeoisie) est assurée de la victoire. A la veille de 1848, Marx et Engels avaient encore cette perspective : la révolution bourgeoise accomplie en France donnerait le pouvoir à la petite bourgeoisie, que le prolétariat devait aider — un prolétariat qui n'était pas encore complètement dégagé des formes primitives de l'artisanat. Mais la révolution ouvrière obéit à d'autres lois. La petite bourgeoisie, incapable d'occuper une place indépendante dans le combat révolutionnaire, se tourne du côté de la bourgeoisie si le prolétariat n'a pas pris à temps la direction de la lutte. L'expérience de 1848 amènera donc Marx et Engels, posant les premiers éléments de la théorie de la révolution permanente, à réviser leur point de vue antérieur. Pour entraîner les couches les plus basses des villes et des campagnes, le mouvement ouvrier doit combattre sous le

drapeau de la révolution prolétarienne et, avec cette perspective, assurer à chaque moment, de la façon la plus absolue, son indépendance organique de classe.

LES PARTIS DE LA RÉVOLUTION DE 1848

"Qu'est-ce qu'un radical ? Un homme du droit" (Ledru-Rollin).

L'avocat Ledru-Rollin est véritablement le fondateur du radicalisme moderne (au sens où on l'entend en France). Comme ses arrière-petits-fils, l'ancêtre radical a le cœur sur la main. Il est bon, affirme-t-il, avec le "pauvre", tout au moins jusqu'au moment où celui-ci se révolte. Alors, il n'hésite pas un instant à s'associer à la plus féroce des répressions, et même à la diriger. Ensuite, lorsque la bourgeoisie, rassurée, l'élimine du pouvoir, son balancier le fait virer de nouveau à gauche, et il réaffirme, avec d'autant plus de force, ses meilleurs sentiments envers le prolétariat, dont il cherche à piper les voix aux élections.

En 1841, Ledru-Rollin présentait à ses électeurs un programme, qui, tenant compte de la crainte que lui inspirait le danger d'une poussée spécifiquement prolétarienne, préconisait une politique associant bourgeois et travailleurs. Le parti bourgeois du "national" Thiers préconisait l'exercice du pouvoir par toute la bourgeoisie, alors que la monarchie de Louis-Philippe excluait toutes les fractions de la bourgeoisie, et notamment les industriels, de la gestion des affaires communes, au profit de la seule aristocratie financière des banquiers. Contre lui, Ledru-Rollin mit en avant une politique de conquête pacifique et légale, par la petite bourgeoisie, des positions gouvernementales. Le 29 juillet 1843, il fondait avec Flocon et Louis Blanc le journal *La Réforme*, où il appela les ouvriers à s'unir à la bourgeoisie éclairée *"en vue de réaliser la démocratie de l'avenir"*.

A la veille de février, il conseillait la passivité aux masses, avec le rituel salut aux grands ancêtres :

> *"A la première révolution, quand nos pères faisaient une journée, ils l'avaient préparée longtemps à l'avance. Avons-nous des armes, des munitions, des hommes organisés ? Les troupes n'attendent qu'un signal pour nous écraser. Mon opinion est qu'une affaire engagée dans les conditions où nous sommes n'est qu'une folie."*

La révolution, qu'il n'avait ni préparée ni souhaitée, fut victorieuse. Elle lui servit de marchepied pour se hisser dans la position d'"homme d'Etat", reconnu comme tel par la bourgeoisie, satisfaisant ainsi chez lui cette suprême ambition du petit bourgeois. Ministre de l'Intérieur d'un gouvernement de collaboration des classes, qui n'avait d'autre raison d'être que de frustrer de leur victoire sur la monarchie les masses révoltées, il se tourna contre elles, foulant aux pieds les "grands" principes dont il se voulait l'incarnation.

A la veille de la révolution, Ledru-Rollin pensait que la France révolutionnaire aurait pour tâche de donner la liberté à l'Europe. Ce messianisme national de la petite bourgeoisie recouvrait, comme l'avenir devait le prouver, un chauvinisme cocardier. Mais, une fois au pouvoir, en 1848, le ministre de l'Intérieur du gouvernement provisoire fit une tout autre politique. Quand les républicains belges créèrent aventureusement une légion pour délivrer la Belgique de son roi, Ledru-Rollin déclara :

> *"Comme homme, j'approuve cette expédition, comme ministre, je ne puis y prendre part."*

Dupant les légionnaires belges avec de belles phrases, l'"homme", en tant que ministre, les envoya au massacre le 30 mars. Il en agit de même avec les Polonais et les Allemands. Le chargé d'affaires du tsar à Paris reconnut alors en Ledru-Rollin un authentique *"homme d'Etat"* !

A la veille du 17 mars, Ledru-Rollin *"répugnait à rompre en visière, tout en se réservant une porte de sortie"*. Il ne savait pas jusqu'où pourrait aller le mouvement des masses. La manifestation du 17 mars, dont le but était d'obtenir le renvoi des

élections, était essentiellement dirigée, on l'a vu, contre les républicains bourgeois. Aidé de Louis Blanc, Ledru-Rollin, paré de son auréole de démocrate, réussit à disperser les manifestants avec de bonnes paroles.

Le 16 avril, Ledru-Rollin hésita jusqu'au dernier moment. De quel côté se trouvait l'intérêt de... l'Etat ? Il devait aller finalement rejoindre Lamartine et les forces de répression :

> *"Nous avons remporté une victoire sur quelques forcenés",*

devait-il expliquer ensuite à la Constituante. Le 15 mai, Ledru-Rollin était "de cœur" avec les manifestants, mais il se rendit avec Lamartine à l'Hôtel de Ville pour y organiser et y diriger la répression contre-révolutionnaire, en compagnie des réactionnaires cléricaux Mornay et Falloux !

L'insurrection de juin opposa le prolétariat à la bourgeoisie. Les petits bourgeois furent soit passifs, soit mobilisés par la contre-révolution. Ledru-Rollin devait exposer à la tribune de l'Assemblée, un peu plus tard, ses *"angoisses et sa perplexité"* :

> *"On* (la bourgeoisie) *le suspectait. Il s'employa partout à ramener sur la capitale les gardes nationaux et les troupes disponibles des départements voisins pour aider Cavaignac."*

N'avait-il pas dit, deux mois auparavant :

> *"Le peuple, c'est l'armée, l'armée, c'est le peuple... Gloire à l'armée !"*

La première étape, la plus dangereuse, de la révolution, s'était terminée par la défaite des masses. Ledru-Rollin et les démocrates étaient dès lors inutiles au sein du gouvernement. L'Assemblée les élimina. Mais ce dernier pouvait encore servir la bourgeoisie dans l'opposition. Aussi, dès la fin de l'année 1848, après avoir contribué à écraser les ouvriers, voulut-il créer le *"grand parti de la république démocratique et sociale"*. Les élections approchaient. Ledru-Rollin espérait piper des voix populaires et se mettre ainsi en selle. Il fonda l'association de la Solidarité républicaine, dont l'objectif était de promouvoir

> *"un développement pacifique et régulier des réformes sociales, qui doivent être le but et la conséquence des institutions démocratiques".*

Mais les clubs socialistes, que Ledru-Rollin aurait voulu rallier, choisirent comme candidat le socialiste révolutionnaire Raspail, prisonnier d'Etat, arrêté sur l'ordre de Ledru-Rollin au lendemain du 15 mai. Raspail, de sa prison, défendait un programme qui demandait *"la substitution du travail au capital, la séparation absolue de l'Eglise et de l'Etat"*.

Aux élections à la présidence de la République, le 10 décembre 1848, face aux deux candidats bourgeois, Louis Napoléon (5 434 226 voix) et Ledru-Rollin (370 119), le candidat ouvrier recueillit 36 920 voix

Les élections législatives devaient se dérouler le 13 mai 1849. Le "parti social-démocrate", dont la représentation parlementaire se dénomma la Montagne, fut créé. Il rassemblait les républicains petits-bourgeois et les socialistes réformistes. L'historien stalinien de la révolution de 1848, Dautry, caractérise en termes émus ce premier parti d'opposition au régime :

> *"La Montagne relève le drapeau républicain. Les petits bourgeois qui la dirigent essaient de combiner les revendications ouvrières et les revendications petites-bourgeoises. Ils veulent ramener cette fraternité des sans-culottes, forte encore en février, et que les journées de juin ont momentanément compromise. Ils insistent sur leur besoin commun de démocratie. La république n'a qu'un ennemi redoutable : la haute bourgeoisie."*

Admirez le style. Le stalinien voudrait que la fraternité entre le massacreur Ledru-Rollin et les ouvriers, momentanément compromise par le massacre de juin, se ressoude ! Toute la politique stalinienne de collaboration des classes est incluse dans ces lignes.

Comparons avec ce qu'écrit Marx dans *Le 18 Brumaire* sur la mêrne question :

> *"En face de la bourgeoisie coalisée dans le parti de l'ordre, s'était constituée une coalition entre petits bourgeois et ouvriers, le prétendu parti social-démocrate. Les petits bourgeois s'étaient vus mal récompensés au lendemain de juin 1848. Aussi se rapprochèrent-ils des ouvriers. D'autre part, leur représentation parlementaire, la Montagne, tenue à l'écart pendant la dictature des républicains bourgeois, avait, pendant la seconde moitié de l'existence de la Constituante, grâce à sa lutte contre Bonaparte et les ministres royalistes, reconquis sa popularité perdue. Elle avait conclu une alliance avec les chefs socialistes. En février 1849, on organisa des banquets de réconciliation, on esquissa un programme commun, on créa des carnets électoraux communs, et l'on présenta des candidats communs. On enleva aux revendications sociales du prolétariat leur portée révolutionnaire et on leur donna une tournure démocratique, on enleva aux revendications démocratiques de la petite bourgeoisie leur forme purement politique, et on fit ressortir leur pointe socialiste. C'est ainsi que fut créée la social-démocratie... Le caractère propre de la social-démocratie se résumait en ce qu'elle réclamait des institutions républicaines démocratiques comme moyen, non pas de supprimer les deux extrêmes, le capital et le salariat, mais d'atténuer leur antagonisme, et de le transformer en harmonie."*

Autrement dit, c'était une sorte de parti mendessiste avant la lettre !

Les élections législatives du 13 mai 1849 furent l'occasion d'une grande victoire pour ce "parti social-démocrate". Il obtint plus de 200 députés, contre 400 au parti de l'ordre et 70 aux modérés. Le parti de l'ordre était profondément divisé. Au moment de la première réunion de l'Assemblée, le 29 mai, le parti social-démocrate, sur le terrain parlementaire,

> *"à lui seul, était au moins aussi fort que n'importe laquelle des trois fractions du parti de l'ordre prise séparément...* (Mais) *Ledru-Rollin réussit à ruiner en moins de quinze jours, sans espoir de retour, le puissant parti à la tête duquel il se trouvait"* (Marx).

Comment expliquer un tel succès électoral, suivi d'une si rapide débâcle ? Le prolétariat parisien avait subi une profonde défaite en juin 1848. Battu, il est devenu momentanément impuissant à se dresser pour ses propres revendications de classe. Il accepte tout au plus de servir de marchepied, de masse de manœuvre au parti "démocrate". Il abdique son indépendance et vote massivement pour la Montagne,

> *"qui fait de la patience une profession de foi et se console de ses défaites présentes en prophétisant sa victoire future".*

•
• •

La Constitution de la IIe République bourgeoise proclamait solennellement que la *"république ne porterait pas les armes contre le peuple"*. Elle fut violée par l'expédition romaine, durant laquelle les troupes françaises imposèrent par les armes au peuple romain insurgé l'autorité du pape. Ledru-Rollin s'écria le 11 juin :

> *"La Constitution a été violée, nous la défendrons par tous les moyens possibles, même par les armes."*

Tumulte... Ledru-Rollin, mâle, répéta :

> *"La Constitution est confiée au patriotisme de tous les Francais. J'ai dit et je le répète : la Constitution violée sera défendue par nous-mêmes, les armes à la main."*

Marx écrit :

> *« On connaît les événements du 13 juin. La proclamation d'une partie de la Montagne déclarant Bonaparte et ses ministres* "hors la Constitution", *la progression dans les rues de gardes nationaux démocrates, qui, sans armes comme ils l'étaient, se dispersèrent à leur première rencontre avec les troupes de Changarnier, etc. Au lieu de tirer un supplément de force du prolétariat, le parti démocrate avait infecté ce dernier de sa propre faiblesse, et, comme cela se produit d'ordinaire lors des prouesses*

démocratiques, les chefs eurent la satisfaction de pouvoir accuser leur "peuple" de désertion. »

Le 13 juin, la Montagne se réfugia au Conservatoire. Quelques coups de fusil ayant été tirés par les forces de l'ordre, Ledru-Rollin s'enfuit en Angleterre, abandonnant ses partisans, qui avaient cru à sa volonté de combat — notamment le chef de la légion d'artillerie Guinard, qui tomba aux mains de la répression.

Ledru-Rollin avait dès lors accompli sa mission. Il avait écrasé, après l'avoir dupé, le prolétariat en juin 1848. Il avait trompé une nouvelle fois le peuple en juin 1849 avec ses fanfaronnades. En exil, superbe, il devait dire en parlant de lui-même :

"La France libre, en février, en se donnant des représentants, s'est par là même donné des martyrs."

A la veille de sa mort, en 1886, prétendant définir ce radicalisme qui allait se perpétuer avec Herriot, Daladier et Mendès France, Ledru-Rollin vitupérait contre *"l'inhumanité du capital"*. Il se sentait ému jusqu'aux larmes par la misère ouvrière, mais respectait *"la propriété privée"* et préconisait *"la libre association du capital et du travail"* unissant *"fraternellement les deux grands moteurs de la richesse"*.

•
• •

Avec Marx, Blanqui, qui fut l'objet d'une haine farouche de la part de Ledru-Rollin (l'"honnête démocrate" n'hésita pas à manier le faux policier contre son adversaire prolétarien) tira les mêmes leçons de l'expérience de 1848. S'opposant à l'alliance du prolétariat socialiste avec la petite bourgeoisie démocrate, Blanqui, dans un manifeste écrit en novembre 1848, condamne

"les méchants et les fourbes qui ont trahi la république : les suppôts de ce gouvernement provisoire, de cette commission exécutive, opprobre et fléau de la révolution, dont le chef est Ledru-Rollin, le vainqueur du 15 mai, le mitrailleur de juin".

Il demande

"aux vrais démocrates de se défier de leurs harangues retapées à neuf et coiffées à la socialiste".

Blanqui écrit par ailleurs :

"La Montagne de 93 était une vraie force révolutionnaire. La Montagne de 1848 n'est qu'une entreprise de réaction conduite par Ledru-Rollin. Il faut donc abandonner cette Montagne désormais morte et s'attacher au socialisme, son unique héritier."

Marx, dans *Les Luttes de classes en France,* écrit, contre le socialisme petit-bourgeois qui faisait alliance avec le radicalisme de Ledru-Rollin au sein de la "Montagne" :

"Ainsi donc, pendant que l'utopie, le socialisme doctrinaire, qui (...) met à la place de la production commune sociale l'activité cérébrale du pédant individuel, et dont la fantaisie supprime la lutte révolutionnaire des classes avec ses nécessités au moyen de petits artifices ou de grosses sentimentalités, pendant que ce socialisme doctrinaire, qui se borne au fond à idéaliser la société actuelle, est abandonné par le prolétariat à la petite bourgeoisie..., le prolétariat se groupe de plus en plus autour du socialisme révolutionnaire, autour du communisme, pour lequel la bourgeoisie elle-même a inventé le nom de Blanqui. Ce socialisme est l'affirmation du caractère permanent de la révolution, la dictature de classe du prolétariat comme pont de transition nécessaire pour arriver à la suppression des différentes classes en général, à la suppression de tous les rapports de production sur lesquels elle repose, à la suppression de toutes les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, au bouleversement de toutes les idées qui émanent des relations sociales."

Il faut aux travailleurs un parti ouvrier indépendant de la phrase démocratique : telle est l'une des conclusions communes de Marx et de Blanqui.

Du réformisme... à Versailles

Louis Blanc

Louis Blanc, dans les années qui précédèrent la révolution de février, était l'un des représentants de ce socialisme qui préconise la collaboration des classes. Dans un article de la *Revue du progrès*, du 15 janvier 1839, Louis Blanc recommandait

> *"la réorganisation du travail d'après le double point de vue de l'accroissement des produits et de leur répartition équitable entre les capitalistes et les hommes de main-d'œuvre...".*

Trente-deux ans plus tard, en 1871, après l'écrasement de la Commune, il accepta de siéger à l'Assemblée des versaillais.

Entre ces deux moments de sa vie politique, il y eut la révolution de 1848, qui scella son passage du socialisme de collaboration des classes au libéralisme petit-bourgeois.

Jusqu'en février 1848, Marx et Engels préconisèrent la collaboration des révolutionnaires avec le courant réformiste représenté par Louis Blanc. Après la révolution, Marx et Engels rompirent à jamais avec Louis Blanc : abandonnant le terrain du réformisme ouvrier, celui-ci se plaçait désormais ouvertement sur le terrain de la bourgeoisie libérale. En cela, les fondateurs du marxisme restaient fidèles à l'enseignement du *Manifeste communiste*.

Communistes, partisans résolus de la lutte des classes, ils considéraient leur parti comme la tendance la plus conséquente d'un mouvement ouvrier qui, dans leur esprit, devait dresser la classe ouvrière en tant que classe, toutes tendances réunies, face à la classe bourgeoise. Marx et Engels luttaient pour la constitution d'une seule organisation ouvrière avec les autres tendances ouvrières, y compris le réformisme ouvrier. Le seul et unique critère qui justifiait à leurs yeux la rupture, la scission avec ces dirigeants réformistes, c'était leur passage dans le camp de la contre-révolution bourgeoise.

A la veille de la révolution de 1848, Louis Blanc était partisan de l'organisation du travail par l'émancipation du prolétariat. Certes, il était persuadé, contrairement à Marx et Engels, qu'il lui serait possible de convaincre la classe dirigeante (bourgeoise) que son véritable intérêt consistait à prendre la tête d'une révolution constructive, afin d'éviter une agitation *"anarchique", "inévitable si le désordre économique continue librement"*.

Certes, Louis Blanc, dans ses projets d'organisation du travail, prévoyait que

> *"les capitalistes seraient appelés dans l'association et toucheraient l'intérêt du capital par eux versé, lequel intérêt leur serait garanti sur le budget, mais ils ne participeraient aux bénéfices qu'en qualité de travailleurs".*

Louis Blanc entendait alors créer un

> *"ministère du Travail, avec mission spéciale de préparer la révolution sociale et d'amener graduellement, pacifiquement, et sans secousse, l'abolition du prolétariat".*

Utopies réformistes sans nul doute, mais tant que la révolution de février ne s'était pas encore produite, l'avenir de Louis Blanc n'était pas fatal : il lui restait possible, lorsque s'affronteraient le capital, défenseur de la propriété privée des moyens de production, et le prolétariat en lutte pour l'abolition du capitalisme, de ne pas rejoindre le camp de la contre-révolution.

Pour Marx et Engels, comme pour Lénine lors de la révolution russe de 1917, la voie la plus économique, la plus pacifique de la révolution socialiste serait que l'action des masses et les efforts des révolutionnaires parviennent à contraindre les réformistes à rompre la coalition qui les unit à la bourgeoisie.

Dans la mesure où le réformisme de Louis Blanc serait resté sur le terrain de *"l'abolition du prolétariat"*, une telle éventualité n'était pas à exclure. Il reste que, si l'éventualité de la rupture par les réformistes de leur coalition avec la classe ennemie, éventualité la plus favorable pour la classe ouvrière, est théoriquement possible, l'histoire de la lutte des classes a montré qu'elle s'est avérée à peu près partout irréalisable, surtout dans une période révolutionnaire. Néanmoins, le fait que, dans certaines circonstances exceptionnelles, comme dans la révolution chinoise ou yougoslave, elle ait pu se réaliser, montre qu'il ne s'agit pas seulement d'une vue théorique.

Louis Blanc, précédant dans cette voie la social-démocratie et les partis staliniens d'Europe occidentale d'aujourd'hui, a démontré que les partis officiels de la classe ouvrière préfèrent, presque sans exception, mener le prolétariat à la défaite plutôt que de rompre les liens qui les unissent à la bourgeoisie. En ce qui le concerne, nous l'avons dit, le théoricien de *"l'organisation du travail"* devait aller plus loin... jusqu'à Versailles, où il siégera dans les rangs de l'Assemblée qui organisa la répression contre la Commune.

Notons que, déjà, lors d'un débat à la Constituante, en 1848, peu avant sa mise en accusation par l'Assemblée et son départ pour l'exil, Louis Blanc vota pour un ordre du jour déposé par Thiers, qui condamnait un projet déposé par Proudhon : Thiers fit adopter par les députés une résolution où étaient dénoncés les *"attentats à la morale et à la propriété"*. De dirigeant d'une tendance ouvrière réformiste, Louis Blanc passait ainsi à la défense de la morale et de la propriété privée ! Les néosocialistes, en 1934, suivront le même chemin.

•
• •

Le 28 février 1848, nous l'avons vu, la manifestation ouvrière contre la bourgeoisie fut canalisée, grâce à Louis Blanc, dans la voie du soutien du gouvernement provisoire. Celui-ci désigna alors une *"commission pour les travailleurs"*, commission tripartite où représentants du gouvernement, délégués ouvriers et représentants patronaux devaient se concerter pour le bien de tous ! Au sein du gouvernement, Louis Blanc, bien placé pour comprendre le caractère manœuvrier d'une telle proposition, s'y opposa.

Au nom de la *"politique de présence"*, il accepta néanmoins la présidence de cette commission paritaire consultative.

Beauté du réformisme ! Le 1er mars 1848, la commission se réunit. Louis Blanc fit un discours dans lequel il assura les ouvriers des bonnes intentions du gouvernement et souligna *"les moyens limités mis à la disposition de la commission"*. Celle-ci devait se borner à étudier les problèmes du travail et à proposer à la future Assemblée nationale des solutions. Son rôle était limité, au maximum, à l'arbitrage.

> *"Les délégués des ouvriers ont été désignés dans des conditions obscures"*,

déclara Louis Blanc. Ces délégués étaient pourtant les authentiques mandataires des travailleurs. Deux d'entre eux prirent la parole et, laissant là les belles phrases, exigèrent la réduction immédiate de la durée du travail et l'abolition du marchandage. L'insurrection était encore toute proche. Les ouvriers étaient en partie armés. L'Etat bourgeois était en complète liquéfaction : le gouvernement fut dans l'obligation de réduire la journée de travail à 10 heures à Paris et à 11 heures en province, de supprimer le marchandage et le livret de travail. Le gouvernement était hanté par la crainte d'une généralisation des actions ouvrières, qui avaient commencé à se développer avec les grèves de Lyon. Le temps n'était pas encore arrivé où le ministre Trelat pouvait déclarer à l'Assemblée nationale (le 4 mai) :

> *"Il ne s'agit plus que de ramener le travail à ses anciennes conditions."*

La commission du Luxembourg (c'est là qu'elle siégeait) devait préalablement, sous la présidence de Louis Blanc, prépa-

rer les conditions dans lesquelles la bourgeoisie pourrait reprendre, par le fer et par le sang, ce qu'elle avait dû concéder en mars 1848.

Louis Blanc était un "réaliste", un homme "efficace", dirait-on de nos jours. Il était quasi-ministre dans le premier gouvernement de front populaire que l'histoire ait connu, et se devait, en conséquence, de montrer à la bourgeoisie ses qualités d'homme d'Etat. Il se rendit vite compte qu'il était difficile d'aboutir à un résultat sérieux avec une commission *"recrutée au hasard"* (de nos jours, on baptiserait les délégués à cette Assemblée "irresponsables") parmi les seuls ouvriers parisiens, dominés *"trop souvent par des soucis immédiats, et la recherche d'améliorations de détail sur le plan de la seule profession"*. Les événements avaient désorganisé l'économie. Il fallait remettre la France au travail. Pour le précurseur du fameux *"Produire d'abord, revendiquer ensuite"* de 1945, comme pour son lointain successeur, Thorez, toutes les *"forces saines de la nation"* doivent s'unir : les "patrons patriotes" et les représentants "réalistes" des ouvriers.

Louis Blanc voulut normaliser la représentation des travailleurs à la commission. Chaque profession désignerait trois délégués. Mais cela était encore trop peu "efficace" : l'Assemblée était trop nombreuse. Louis Blanc demanda alors aux métiers similaires de choisir les mêmes représentants, afin de donner ainsi un premier exemple de fraternelle union. Le chevalier de la phrase démocratique s'y entendait comme pas un pour liquider les éléments de démocratie prolétarienne et de contrôle ouvrier.

On a le sentiment que nos modernes staliniens et réformistes n'ont véritablement rien inventé, quand, marchant sur les traces de leur lointain émule, ils liquideront, en 1944, tout le potentiel de démocratie ouvrière et de reconstruction de l'économie sous le contrôle des masses qui avait surgi spontanément de l'action de celles-ci ; et cela pour en arriver à édifier cette belle architecture d'organismes paritaires qui va des comités d'entreprise au Conseil économique, et qui replacait le *"travail dans ses anciennes conditions"*.

Sans attendre les élections, Louis Blanc fit appel, à titre de conseiller, à des journalistes et des "théoriciens" (aujourd'hui, il les recruterait parmi les journalistes mendessistes et les *"socialistes du CNRS..."*), tel ce Le Play, promoteur d'un ordre social basé sur la religion, la famille et la propriété, qui fut le père du christianisme social, cher à la "gauche" de la CFTC et à bien d'autres.

Finalement, les 200 ouvriers qui furent élus choisirent un comité permanent de 10 membres, qui devaient siéger avec un nombre égal de patrons, et à côté des "théoriciens". Tous siégèrent régulièrement, s'efforçant de mener à bien, à la fois, des mesures immédiates et des réformes plus profondes. En fait de réformes, les travailleurs ne se virent concéder rien de plus que ce qu'ils avaient arraché par leur action directe. Quant aux mesures immédiates, le rôle de la commission du Luxembourg, pour la période qui va jusqu'aux massacres de juin, se borna, là où la classe ouvrière faisait sentir tout le poids de sa force et de sa volonté de combat encore intactes, à assurer un arbitrage entre les patrons et les diverses catégories d'ouvriers qui menaçaient de se mettre en grève et de paralyser la production.

La commission rendit ainsi son arbitrage dans les grèves des cochers, des paveurs, des imprimeurs sur papiers peints, des chapeliers, des couvreurs, des plombiers, des maréchaux-ferrants et des blanchisseurs. C'est ainsi que *"la commission fut particulièrement satisfaite d'avoir évité une grève des ouvriers boulangers"* (13). Durant cette période, les conflits se réglaient en général au prix d'une satisfaction partielle ou totale des revendications. Louis Blanc se plaignit de l'incompréhension des ouvriers : les chapeliers et les imprimeurs, après avoir repris le travail, l'abandonnèrent de nouveau pour exiger une nouvelle augmentation. Les "ingrats", ils ne comprenaient pas les efforts des réformistes. Ce que le réformisme n'arrivera jamais à com-

(13) Cent ans après, les dirigeants du syndicat des ouvriers boulangers, aidés par Eugène Hénaff, se félicitèrent d'avoir, en 1947, conjuré une grève dans cette corporation en manœuvrant les travailleurs, lesquels sont toujours parmi les plus exploités.

prendre, c'est que, derrière la revendication de salaire, il y a quelque chose de plus : la lutte de classe des exploités contre leurs exploiteurs, et le sentiment qu'ont les travailleurs que si on ne règle pas son compte au capital pendant qu'il en est temps, celui-ci reprendra plus tard le double de ce qu'il a dû concéder au moment où le rapport des forces entre les classes était menaçant pour lui.

Que ce sentiment instinctif des travailleurs correspondît à la réalité, c'est ce que l'histoire allait se charger de démontrer une première fois, en 1848, et combien d'autres fois, hélas ! depuis.

Après la réunion de l'Assemblée constituante, qui consacra la modification du rapport des forces entre les classes en faveur de la bourgeoisie, la commission du Luxembourg n'avait plus d'objet. Elle avait joué son rôle, elle avait servi de rempart et de camouflage au pouvoir de la bourgeoisie.

Les ouvriers avaient été contraints de ravaler leurs revendications sociales au niveau des revendications immédiates. Celles-ci allaient leur être contestées à leur tour, en juin, dans la bataille de rue. Louis Blanc voulut démissionner. On connaît la suite. La bourgeoisie ne tint aucun compte de la pureté des intentions de Louis Blanc, qui fut obligé de s'exiler.

Lamartine, dont la conscience de classe n'a jamais été prise en défaut, a parfaitement compris ce que représentait Louis Blanc au faîte de sa puissance. Sur la manifestation du 17 mars 1848, il écrit :

"La bourgeoisie ne se déguisa pas le sens de cette journée, et elle commença à se défier d'une influence (celle de Louis Blanc) *qui avait tout et qui pouvait tout."*

Avec *"cette influence qui avait tout et qui pouvait tout"*, *"Louis Blanc, le 16 avril,* écrit Proudhon, *a organisé une manifestation qui tourna contre le socialisme"*.

Ces deux appréciations caractérisent aussi parfaitement le réformisme aujourd'hui que lorsqu'elles ont été formulées.

L'avant-garde révolutionnaire

Blanqui

Au cours de cette série d'études consacrées à l'examen des problèmes relatifs à la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en France, nous retrouverons souvent Auguste Blanqui. Sur le plan théorique, ses conceptions furent bien souvent inachevées et d'une faiblesse réelle. Il n'en reste pas moins que si le prolétariat français a donné naissance à d'autres leaders de valeur, aucun ne peut être comparé à Blanqui pour sa fermeté révolutionnaire et son intransigeance dans la fidélité aux intérêts de classe du prolétariat. Dans les questions décisives où se jouait le sort de la révolution, Blanqui sut toujours être du côté des masses, jamais du côté du "réalisme" contre-révolutionnaire.

Interné à Blois, Blanqui se libéra lui-même le 24 février. Le 25, il était à Paris, et il y prenait contact avec les anciens adhérents de la Société des saisons. Lui qui, en 1830, avait pris les armes et avait vu comment la bourgeoisie a frustré le peuple de sa victoire, est inquiet. Le 25 février, il discutait avec un des représentants bourgeois du *National* (14). Blanqui a rapporté lui-même la conversation :

"Voulez-vous nous renverser ?"

Blanqui : *"Non, mais vous barrer la route en arrière."*

Ce dialogue montre que Blanqui avait, le 25 février, la même perspective que Marx et Engels : maintenir un bloc avec

(14) *Le National* : organe des républicains bourgeois sous Louis-Philippe.

les représentants de la petite bourgeoisie, afin de déblayer la voie aux revendications spécifiques du prolétariat révolutionnaire. En fait, Blanqui n'était d'accord avec aucun des dirigeants républicains. Qu'on en juge par ce dialogue :

> *"Les révolutions veulent des hommes qui aient foi en elles ; douter de leur triomphe, c'est déjà les trahir. C'est par la logique et l'audace qu'on les réalise et qu'on les sauve. Si vous en manquez, vos ennemis en auront pour vous ; ils ne verront qu'une chose de vos faiblesses : la mesure de leur force ; et leur courage se relèvera en raison directe de votre timidité.*
>
> *— Ainsi, tu nous prophétises déjà des malheurs ?*
>
> *— Je ne les prophétise pas, je les prévois : c'est assez simple pour qu'il ne faille pas d'autre sortilège que la raison. Comment, vous ne voyez pas que ce sont les premiers pas qui déterminent la route où vous vous engagez, qu'il s'agit de décider si vous êtes pour la république égalitaire ou pour le constitutionnalisme bourgeois ?"*

Telle fut, dans les termes où la rapporte, dans une brochure consacrée à Blanqui, Sylvain Molinet, la conversation qu'eut celui-ci, le 25 février 1848, sur la place du Palais-Royal, avec deux anciens chefs du parti républicain bourgeois devenus hauts fonctionnaires du pouvoir nouveau.

L'alternative était clairement posée : ou vous marchez dans la voie de la consolidation de l'Etat bourgeois "républicain" et vous écraserez la "république égalitaire", ou vous consolidez les conquêtes ouvrières contre le constitutionnalisme bourgeois. Le choix de Blanqui était fait. Mais il n'était pas encore convaincu, par l'expérience, que les républicains constitutionnels avaient, eux, choisi le pouvoir bourgeois. Comme pour Marx et Engels, pour Blanqui, seuls l'expérience, les faits pouvaient trancher.

Le 26, la manifestation ouvrière à l'Hôtel de Ville exigea que le drapeau rouge devînt l'emblème officiel. Blanqui était avec les travailleurs. Contre la capitulation de Louis Blanc devant l'injonction de Lamartine, il écrivit :

> *"Nous ne sommes plus en 93 ! Nous sommes en 1848. Le drapeau tricolore est celui de Louis Philippe et de la monarchie. C'est le drapeau tricolore qui présidait aux massacres de la rue Transnonain, du faubourg de Vaise, de Saint-Etienne. Il s'est baigné vingt fois dans le sang des ouvriers. Le peuple a arboré les couleurs rouges sur les barricades de 1848, comme il les avait arborées sur celles de juin 1832, d'avril 1834, de mai 1839. Hier encore, elles flottaient glorieuses au front de nos édifices. Aujourd'hui, la réaction les renverse. Leur chute est un outrage au peuple, une profanation des martyrs... Le drapeau de la garde municipale* (bourgeoise) *ombragera leurs tombes. Déjà la réaction se déchaîne. On la reconnaît à ses violences... Ouvriers ! C'est votre drapeau qui tombe. Ecoutez bien ! La république ne tardera pas à le suivre."*

Dès le début de la révolution, Blanqui appréciait correctement les illusions des masses sur le gouvernement provisoire. Lui, que l'on a toujours accusé, souventes fois avec raison, d'être partisan d'un coup de force exécuté par une minorité révolutionnaire indépendamment de l'état d'esprit des travailleurs et du rapport des forces entre les classes, concevait toute son activité du moment comme ayant pour but principal une propagande à longue échéance. Les événements devaient dissiper les illusions des masses à l'égard d'un gouvernement qui préparait leur massacre ; ce qu'il fallait, c'était, en attendant cette prise de conscience indispensable pour qu'une nouvelle offensive révolutionnaire fût couronnée de succès, consolider toutes les possibilités d'agitation, toutes les positions ouvrières conquises par la lutte.

Le 2 mars, à la Société républicaine centrale, qui rassemblait sa "fraction", Blanqui déclarait :

> *"La victoire du peuple a brisé les lois oppressives qui bâillonnaient la parole et la presse. Il faut que les résultats de cette victoire soient libellés en décrets authentiques."*

C'est lui qui, pendant la préparation de la manifestation pacifique du 17 mars, s'opposa aux autres dirigeants des clubs

ouvriers qui ne saisissaient pas l'importance du recul des élections et acceptaient de transiger. Dans son projet d'adresse pour la préparation de la manifestation, tenant compte de la remontée de la réaction bourgeoise, Blanqui fit un pas en avant. Il dénonça ce qui était sensible à tous, *"les tendances réactionnaires d'une partie du gouvernement provisoire"*. Blanqui cherchait à donner pour objectif à l'action des masses l'expulsion des ministres bourgeois du gouvernement provisoire. Il voulait contraindre les chefs ouvriers à rompre la *"coalition avec la bourgeoisie"*. Il ne fut pas suivi.

Le 22 mars, dans une adresse aux clubs, Blanqui définissait la seule orientation qui pouvait permettre à la révolution d'avancer et contraindre la contre-révolution bourgeoise à reculer :

> *"La république serait un mensonge si elle ne devait être que la substitution d'une forme de gouvernement à une autre. Il ne suffit pas de changer les mots : il faut changer les choses. La république, c'est l'émancipation des ouvriers."*

Comparons le réalisme prolétarien de la stratégie révolutionnaire de Blanqui aux hésitations et au "réalisme" petit-bourgeois des dirigeants des autres clubs ouvriers.

Lamartine, qui, au début de mars, a pris contact avec les chefs des clubs (pas avec Blanqui, bien sûr), leur a trouvé à tous beaucoup plus de modération qu'il n'en attendait d'eux sur leur réputation. Notons ici l'importance de la position prise par Blanqui au sujet de la constitution du *"Club des clubs"*. Sous ce nom, et avec l'appui de Ledru-Rollin et de Louis Blanc, les dirigeants des clubs ouvriers et démocratiques décidèrent de se fédérer. Blanqui refusa d'adhérer au Club des clubs. Il ne voulait pas aliéner l'indépendance de sa position de classe et, s'il acceptait et recherchait ce que nous appelons aujourd'hui le "front unique", il n'entendait pas moins conserver entièrement la liberté de manœuvre pour sa tendance révolutionnaire. Le 31 mars, Blanqui définissait ainsi les buts de son organisation, la Société républicaine centrale :

> *"La république, pour nous, c'est l'émancipation complète des travailleurs. C'est l'avènement d'un ordre nouveau, qui fera disparaître la dernière forme de l'esclavage : le prolétariat. La tyrannie du capital est plus impitoyable que celle du sabre et de l'encensoir. La révolution de février a eu pour but de la briser. Ce but est aussi celui de la Société républicaine centrale, et chacun de ses membres s'engage à le poursuivre jusqu'à ce qu'il soit atteint."*

Combien Blanqui voyait juste en voulant préserver la liberté de sa tendance, c'est ce que montre l'attitude de Barbès, qui, lors de la manifestation du 16 avril, répondit à l'ordre de mobilisation de la garde bourgeoise décidée par Ledru-Rollin et Lamartine et défendit l'"ordre" contre la manifestation ouvrière. De Barbès, Lamartine dira qu'il trouva en lui *"des dispositions à la modération et à la conciliation entre les classes"*. Pourtant, Barbès n'était certainement pas un agent de la bourgeoisie. Mais, politiquement inconséquent, il ne sut se maintenir, ni lui ni son club, sur une juste orientation de classe.

•
• •

Après la manifestation du 17 mars, la contre-révolution bourgeoise, si elle comprenait toute la puissance que pouvait représenter Louis Blanc, savait qu'elle pouvait composer avec lui ; elle savait également qu'elle ne le pouvait pas avec Blanqui. L'honnête Ledru-Rollin se chargea de faire fabriquer un document calomniateur, tendant à souiller l'honneur révolutionnaire de Blanqui : le document Taschereau.

Blanqui dut consacrer toute son énergie à se laver des infâmies déversées contre lui. Le 17 mars avait montré la force du prolétariat et le péril que représentait Blanqui pour l'ordre bourgeois. Pour Ledru-Rollin, *"Blanqui est un homme dangereux, qui lui inspire les plus grandes méfiances"*. C'est avec l'accord du gouvernement, donc avec celui de Louis Blanc, que Ledru-Rollin contribua à fabriquer le faux Taschereau.

• • •

La calomnie, incontestablement, porta. Elle isola Blanqui, et avec lui la fraction la plus consciente de la révolution. Elle laissa la classe ouvrière un peu plus encore sans direction. Blanqui apprécia comme il le fallait la signification de la campagne diffamatoire engagée contre lui. Au procès de Bourges (procès intenté aux instigateurs supposés de la manifestation du 15 mai), il déclara :

> *"N'oubliez pas que tout ce qui m'a frappé a frappé du même coup la révolution... La révolution victorieuse m'avait arraché un moment à mon cachot, la révolution trahie et vaincue m'y laisse retomber."*

Contre Blanqui s'était nouée une coalition où se retrouvaient les politiciens bourgeois modérés, libéraux et réactionnaires, les démocrates petits-bourgeois avec Ledru-Rollin, les socialistes de gouvernement avec Louis Blanc et les dirigeants inconséquents (nous dirions de nos jours centristes) des clubs ouvriers, comme Barbès. C'est cette même coalition qui assurera la défaite de la révolution.

Le 16 avril, Blanqui n'était plus à la tête des masses ; ni le 15 mai. Il fut arrêté le 28 mai.

Lui seul, à chaque étape, avait défini l'orientation qui permettait encore de vaincre.

Au soir du 16 avril, à la Société républicaine, Blanqui déclarait :

> *"Le peuple ne doit jamais descendre dans la rue sans armes."*

La provocation anti-ouvrière montée par Ledru-Rollin le 15 avril allait, comme on le sait, permettre à la bourgeoisie de faire revenir les troupes à Paris. Contre les tenants de la politique de l'*"armée républicaine et patriote"*, Blanqui écrivait le 20 avril :

> *"L'armée n'a pas été réorganisée, ses cadres, préparés par une tyrannie ombrageuse dans des vues meurtrières, sont aujourd'hui ce qu'ils étaient avant les barricades. Citoyens, arrêtez la réaction ! Retenez les troupes loin de la capitale et faites disparaître cette menace de représailles armées contre la victoire du peuple."*

Blanqui n'ignorait pas que l'armée est l'instrument de répression de la classe dirigeante. Il lui oppose, dès le 2 mars,

> *"l'armement et l'organisation immédiate en garde nationale de tous les ouvriers non établis et recevant salaire, sans aucune exception, avec indemnité de deux francs par jour pour chaque jour de service actif".*

Partisan de l'armement du peuple, Blanqui n'était pas de ceux qui demandent que les travailleurs dissolvent leurs milices, remettent leurs armes à... la police bourgeoise. Blanqui, le 15 mai, comme nous l'avons vu, essaya de freiner les masses, qui, spontanément, montaient à l'assaut du régime bourgeois parlementaire. Il savait que ce qui était possible la veille ne l'était plus ce jour-là. Il savait que la bourgeoisie, aidée par les socialistes de gouvernement, avait repris en main son appareil d'Etat ; que l'armée, ramenée à Paris, constituait une menace directe contre le peuple ; que, le 23 avril, les ouvriers de Rouen désarmés avaient été massacrés par le général Gérard. Blanqui voyait monter juin. Il écrivit :

> *« La contre-révolution vient de se baigner dans le sang du peuple. Justice immédiate des assassins ! Depuis deux mois, la bourgeoisie de Rouen tramait dans l'ombre une Saint-Barthélemy contre les ouvriers. Elle avait de grands approvisionnements de cartouches, l'autorité le savait ;* "Il faut en finir avec les canailles", *demandaient les bourgeois. »*

Blanqui fit retomber la responsabilité du massacre sur le gouvernement provisoire. Mais sa voix ne portait plus. Les masses, démoralisées, n'étaient plus capables, excepté pendant des actions défensives spontanées, de secouer la tutelle des socialistes de collaboration des classes. La

bourgeoisie put arrêter, avec Blanqui, les autres chefs ouvriers, dont Barbès, Raspail, etc. Les massacres de juin étaient à l'ordre du jour.

•

• •

Les conclusions que tira Blanqui de la révolution de 1848 sont en tout point analogues à celles de Marx et d'Engels.

En 1868, méditant sur les lecons de l'expérience passée, Blanqui nota :

"Le gouvernement provisoire n'était pas composé d'imbéciles. Il savait aussi bien et mieux que les patriotes alarmés ce qui allait advenir, à savoir une Constituante royaliste. Il le savait et il le désirait, et il était impatient de l'arrivée de ce pouvoir contre-révolutionnaire. Le gouvernement provisoire n'a pas péché par ignorance. Il a été averti et n'avait pas besoin de l'être. Il connaissait la situation."

Pour Blanqui, les masses n'étaient pas responsables de la défaite :

"Le peuple ne pouvait pas soupçonner les hommes qu'il avait mis à sa tête. Ses yeux se sont ouverts trop tard."

La responsabilité retombe sur Ledru-Rollin et Louis Blanc, qu'il nomme *"escamoteurs de la révolution"*.

Comme Marx et Engels, Blanqui se refusa désormais à collaborer avec les escamoteurs.

Pierre Lambert

CHRONOLOGIE SOMMAIRE DE FÉVRIER À JUIN 1848

25 FÉVRIER : Proclamation de la république et du "droit au travail".

26 FÉVRIER : Création de la garde mobile (composée de jeunes gens de seize à vingt ans, pris dans le sous-prolétariat et touchant une solde journalière de 1,50 franc).

27 FÉVRIER : Décret sur l'organisation des ateliers nationaux.

28 FÉVRIER : Nomination de la commission gouvernementale pour les questions du travail ("commission du Luxembourg"), sous la présidence de Louis Blanc (1er mars, première séance de cette commission).

16 MARS : Manifestation de la partie bourgeoise de la garde nationale.

17 MARS : Contre-manifestation ouvrière.

16 AVRIL : Manifestation ouvrière au Champ-de-Mars. Echec de la manifestation. Victoire de la bourgeoisie. Ledru-Rollin apparaît comme le "sauveur de l'Etat".

23 AVRIL : Élection de l'Assemblée nationale.

4 MAI : Ouverture de l'Assemblée constituante.

10 MAI : Nomination de la commission exécutive. Président : Arago. Formation du premier ministère (Cavaignac, ministre de la Guerre).

15 MAI : Manifestation en faveur de la reconstitution de la Pologne. Une délégation ouvrière pénètre à l'Assemblée nationale. Échec de la manifestation, arrestation de Barbès, suivie, le 28 mai, de celle de Blanqui.

21 JUIN : Décret de la commission exécutive sur l'incorporation dans l'armée de tous les ouvriers célibataires âgés de 18 à 25 ans, inscrits sur les listes des ateliers nationaux.

22 JUIN : Manifestation ouvrière. Députation des ouvriers à la commission exécutive.

23-27 JUIN : Insurrection ouvrière. Dictature de Cavaignac, qui dirige le massacre avec la collaboration de Lamoricière, de Bedeau et de Perrot. Proclamation de l'état de siège.

Une année d'activité de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

Ce numéro de *La Vérité* est un chaînon dans la préparation du congrès mondial de la IVe Internationale. Les questions débattues dans la préparation de ce congrès sont celles-là mêmes qui sont au cœur des préoccupations et des problèmes surgissant de la lutte internationale de la classe ouvrière dans les conditions historiques actuelles.

La préparation du congrès de la IVe Internationale, c'est l'élargissement du champ des activités des sections de la IVe Internationale. La ligne stratégique sur laquelle combattent depuis des années les sections de la IVe Internationale, sur laquelle la IVe Internationale a été reproclamée, c'est celle de la conférence mondiale ouverte, incarnée dans l'Entente internationale des travailleurs et des peuples.

L'Entente, qui avait été constituée en 1991, à la veille de la guerre criminelle contre l'Irak, et dont la première campagne internationale avait été l'aide à la mobilisation des travailleurs et des peuples contre le "talon de fer" impérialiste, correspond aux nécessités concrètes de reconstruction du mouvement international, d'association dans un cadre permettant l'action commune de toutes les forces qui se situent sur le plan de l'indépendance de classe du prolétariat. C'est d'ailleurs pourquoi, dans la discussion du conseil général, une grande importance a été donnée à la place de l'Entente dans la constitution d'organisations, de partis ouvriers indépendants.

L'Entente n'est pas une "annexe" de la IVe Internationale. C'est sur le terrain de l'indépendance de classe que la IVe Internationale et ses sections sont partie prenante de l'Entente. Si la lutte pour l'indépendance de classe est le fondement de toute organisation ouvrière, elle ne recouvre pas toutes les conséquences que le *Programme de transition*, le programme de la IVe Internationale, estime devoir en tirer. L'Entente a pour vocation d'organiser dans les conditions de la crise générale du mouvement ouvrier toutes les forces, toutes les organisations qui recherchent les voies de l'indépendance de classe. La discussion avec elles se poursuit dans le cadre de l'action en commun.

Les tâches que s'assignent les sections de la IVe Internationale, pour aider à la mobilisation indépendante des masses pour la défense de leurs organisations et l'élargissement de l'action politique indépendante, procèdent des décisions et des

initiatives prises en commun dans le cadre de l'Entente, dont la IVe Internationale est une composante — une composante définie par son programme.

Dans les pages qui suivent, il est esquissé un tableau des conférences, des campagnes internationales, des initiatives réalisées ou en préparation, dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples.

La conférence ouvrière des Amériques contre l'ALENA et les privatisations

Trois cent quatre-vingt-seize militants et dirigeants syndicaux, députés et élus des partis ouvriers et démocratiques de vingt pays d'Amérique du Nord, d'Amérique latine et des Caraïbes ont participé, les 14, 15 et 16 novembre 1997, à la conférence ouvrière des Amériques contre l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et les privatisations. *"Evénement historique"*, comme devaient le souligner de nombreux participants, parmi lesquels les dirigeants de l'AFL-CIO de Californie et Stan Gacek, directeur des relations internationales de l'AFL-CIO, dans la mesure où se trouvaient réunis pour la première fois, dans une même conférence ouvrière indépendante, des syndicalistes d'Amérique latine, des Caraïbes, des Etats-Unis et du Canada.

Cet événement politique considérable pour tout le continent, de *"l'Alaska à la Patagonie"*, comme le disait un délégué, avait une portée mondiale. Cette portée mondiale était concrètement exprimée par la présence de délégations des autres continents.

Tafazzul Hussein, président de la Fédération nationale des travailleurs du Bangladesh, montrait comment des traités du type de l'APEC jouaient en Asie le même rôle que l'ALENA, comment la "crise financière asiatique" signifiait une offensive sans précédent contre les travailleurs et les peuples d'Asie, et annonçait la préparation d'une conférence en Asie pour la défense des droits des peuples et des travailleurs et la défense de l'indépendance des organisations.

Norbert Gbikpi-Bénissan, secrétaire général de l'Union nationale des syndicats indépendants du Togo, expliquait pourquoi des responsables et militants africains avaient décidé de lancer un appel à la tenue d'un tribunal international pour désigner et juger les responsables de la situation tragique du continent africain. Dans son intervention, il disait :

> *"J'ai écouté attentivement les interventions qui se succèdent à cette tribune et je suis frappé par l'identité profonde des situations. Bien sûr, elles diffèrent par de nombreux aspects liés à l'histoire, à la culture, au niveau de développement économique des pays. Mais, et c'est là l'identité profonde, ce que vous dénoncez ici, c'est ce que nous dénonçons là-bas : c'est la déréglementation qui détruit les normes internationales, liquide les Codes du travail, ainsi que les statuts de la fonction publique, les conventions collectives et démantèle les systèmes de protection sociale. A terme, c'est la disparition des organisations syndicales qui est programmée.*
>
> *Ce sont les privatisations, avec leurs charrettes de licenciements, qui jettent à la rue des dizaines de milliers de travailleurs ; c'est le poids de la dette, essentiellement constituée d'intérêts usuraires, qui entraîne des coupes claires dans les budgets sociaux et étend parmi nos populations les ravages de la pauvreté et de la misère (...)."*

Une délégation européenne, composée de militants représentant l'Entente internationale des travailleurs et des peuples et

le Comité national pour l'abrogation du traité de Maastricht, ainsi que des militants syndicalistes, a activement participé aux débats.

S'adressant à la conférence, Daniel Gluckstein prenait la parole au nom de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples et du Comité national pour l'abrogation du traité de Maastricht et expliquait :

> *« Il existe une offensive dans tous les pays d'Europe pour transformer les syndicats en instruments de la politique des Etats et du traité de Maastricht. Il y a cette offensive, il y a la résistance. Le Comité national pour l'abrogation du traité de Maastricht, qui m'a mandaté pour cette conférence, regroupe en France 60 000 travailleurs et militants de toutes tendances politiques et syndicales. Il a organisé une manifestation de 25 000 travailleurs à Paris, voilà six mois. La raison pour laquelle nous disons* "Abrogation du traité de Maastricht !" *est simple : depuis dix ans, les gouvernements successifs en France et dans tous les pays d'Europe ne cessent de dire qu'ils vont introduire dans les traités de l'Union européenne un peu plus de "social". Ils appellent cela "chapitres sociaux", "clause sociale", et chaque fois qu'ils introduisent une telle "clause sociale", c'est en réalité davantage de déréglementation, davantage de destruction. »*

La déclaration finale, adoptée le 16 novembre 1997, après avoir rappelé les conséquences des "traités de libre commerce" dans les différents pays du continent et avoir *"salué nos camarades du mouvement ouvrier des Etats-Unis pour le succès qu'ils ont remporté dans leurs actions pour mettre en échec les récentes tentatives de l'administration Clinton visant à s'octroyer des pouvoirs spéciaux en matière de négociation accélérée des accords d'échange (fast track,* voie rapide), *pour étendre l'ALENA de la Terre de Feu au Cercle arctique sous la forme de l'accord de libre-échange des Amériques (ALEA)"*, tirait les conclusions suivantes :

> *« Dans leur recherche du profit maximum, les entreprises multinationales cherchent à dresser les uns contre les autres les travailleurs, nos communautés et des nations entières dans une spirale descendante de remise en cause des droits et des acquis et d'attaques directes — ce qu'on en est venu à appeler la* "course vers le bas". *Ils poursuivent leurs pratiques désastreuses de discrimination raciale et de ségrégation contre les peuples de couleur.*
>
> *Dans tous les pays, les travailleurs et les peuples ont commencé à se dresser et à lutter contre ces attaques.*
>
> *Cette conférence est un important pas en avant dans la bataille contre les employeurs et les institutions financières internationales et les gouvernements à leur service. A cette attaque généralisée contre les travailleurs et toutes les couches paupérisées des Amériques, il ne peut y avoir qu'une seule réponse : une plus grande coopération, une plus grande unité et une plus grande solidarité parmi nous. Face au capitalisme international, nous sommes décidés à construire et à renforcer le syndicalisme international. Nous nous sommes réunis par-delà nos points de vue, nos origines politiques et nos traditions différentes. Nous sommes unis par notre adversaire commun pour lui opposer un front unique pour la défense des droits, des conditions de travail et des conditions de vie de nos peuples.*
>
> *Nous avons réussi à tirer les conclusions communes suivantes. L'ALENA (NAFTA), tout comme les autres accords de libre-échange et les plans d'ajustement structurel :*
>
> *— représente une attaque contre nos droits et nos conditions de travail et de vie et une barrière au progrès social et à la démocratie ;*
>
> *— élève les compagnies transnationales et leurs intérêts au-dessus de ceux des peuples de chaque pays. L'AMI (MAI) est une tentative d'institutionnalisation de cet état de choses par une loi internationale ;*
>
> *— a pour objectif essentiel de détruire les services publics, les conventions collectives, les Codes du travail et la capacité des peuples à résister aux tentatives d'asservissement du capital international ;*
>
> *— n'a aucunement pour but d'élargir les possibilités d'emploi. Au contraire, ces traités représentent pour la grande majorité une destruction de ces emplois*

et c'est seulement une minuscule minorité qui bénéficie de créations d'emplois, constituant une petite élite qui s'enrichit aux dépens d'un nombre croissant de nos peuples qui voient au contraire leur situation empirer.

Par l'intermédiaire de l'ALENA et des autres accords de libre-échange, employeurs et gouvernements cherchent à miner l'indépendance des syndicats qui se dressent pour la défense des travailleurs et de nos intérêts. La stratégie du capital transnational est de paralyser ou d'éliminer toutes les institutions qui permettent aux travailleurs de résister à son insatiable appétit de profit.

Pour résumer, l'ALENA, l'AMI, les autres accords de libre-échange et l'ajustement structurel représentent une insulte à la démocratie, aux droits des travailleurs, aux droits des peuples à déterminer leur propre destinée. Ils font litière des conventions de l'OIT et les traités sur les droits de l'homme de l'ONU.

Que faire ? Nous représentons une force immense, capable de mener une bataille vigoureuse contre toutes ces attaques. Nous avons discuté et débattu et nous en appelons maintenant aux travailleurs, militants, au mouvement ouvrier et autres organisations populaires de l'ensemble des Amériques et du monde — en particulier les organisations de femmes, doublement et triplement opprimées — pour élargir et renforcer les échanges entre nous, notre coopération et notre capacité d'action commune.

Nous proposons une journée commune d'action contre l'extension de l'ALENA, contre la poursuite des privatisations et de la destruction de nos services publics, et des attaques contre nos droits et nos acquis. ***Nous visons à tenir cette journée d'action commune en avril 1998, le jour où les chefs d'Etat de toute l'Amérique se réuniront au Chili pour discuter de la création de l'ALEA (accord de libre-échange des Amériques, FTAA).*** *Nous constituons cette conférence en comité de suivi, sous la responsabilité de ceux qui ont convoqué cette conférence, chargé d'appliquer cette décision.*

Notre appel est un appel pour la justice et la démocratie, pour les droits des travailleurs et des peuples, pour les droits des femmes, des jeunes, des enfants et des opprimés, pour une campagne militante, pour stopper la vague de ces attaques sauvages contre nos syndicats, nos emplois, nos conditions de vie, nos droits et tous les acquis que nous avons gagnés par nos luttes. Face au capital mondial, nous œuvrons pour opposer le syndicalisme sans frontières. Rejoignez-nous pour entreprendre des actions dans chaque pays d'Amérique du Nord, d'Amérique centrale, d'Amérique latine et des Caraïbes. »

Conférence européenne ouvrière et démocratique

(Berlin, 31 janvier et 1er février 1998)

Au moment où s'ouvrait à Berlin la conférence européenne pour l'abrogation du traité de Maastricht, contre la ratification du traité d'Amsterdam et la contre la monnaie unique, l'impérialisme américain menaçait à nouveau d'écraser le peuple irakien sous les bombes et les missiles, après l'avoir étranglé par un embargo meurtrier.

Les 320 délégués, venus de 21 pays d'Europe (Albanie, Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Portugal, Roumanie, Russie, Slovaquie, Suède, Suisse, République tchèque, Turquie, Yougoslavie), adoptaient une résolution sur la menace d'intervention militaire en Irak :

"Nous délégués réunis à la conférence européenne de Berlin le 31 janvier et le 1er février, nous avons discuté de la menace imminente d'offensive militaire contre l'Irak orchestrée par l'administration américaine.

Il y a sept ans, le gouvernement américain, avec l'appui des puissances européennes, a lancé une guerre contre le peuple irakien, en vue notamment d'en piller les richesses pétrolières.

Depuis, la guerre a continué sous d'autres formes, avec l'instauration de l'embargo. Les résultats : un million cinq cent mille Irakiens morts des suites de l'embargo et un taux de mortalité infantile équivalent aujourd'hui à celui du Bangladesh, tandis qu'il y a sept ans, ce taux était équivalent à ceux de la France et de l'Allemagne.

Nous, partisans de la souveraineté des peuples, de la démocratie et de la paix, condamnons l'embargo imposé au peuple irakien et nous dénonçons la préparation d'une nouvelle intervention militaire sous tutelle de Washington.

Nous appelons à la mobilisation des peuples et des travailleurs pour dire : ***Non à l'intervention militaire en Irak ! Les peuples et les travailleurs n'accepteront pas.****"*

Après une large discussion, où des délégués de tous les pays représentés étaient intervenus, la conférence adopta un manifeste de constitution du Comité européen contre la ratification du traité d'Amsterdam, l'abrogation du traité de Maastricht, contre la monnaie unique, pour l'union libre des nations et des peuples libres et souverains d'Europe.

Ce manifeste faisait le bilan de la politique commandée par la mise en place de la monnaie unique :

« Tout le monde, absolument tout le monde, est aujourd'hui immédiatement assujetti aux directives européennes édictées à Bruxelles. Personne ne peut y échapper, personne n'y échappe.

— Les privatisations sont d'ores et déjà un désastre économique et social pour tous nos pays. Au nom de l'article 129 B du titre 12 du traité de Maastricht, le régime appliqué par Thatcher à la Grande-Bretagne est étendu à l'ensemble de l'Europe. En Allemagne, le régime de privatisations-destructions appliqué à l'industrie des Länder de l'Est, avec la collaboration de l'ex-nomenklatura — et cela est vrai en Allemagne comme dans toute l'Europe —, gagne progressivement l'ensemble du pays.

— Tous les services publics sont soumis aux appétits des fonds de pension et des spéculateurs. L'ex-administration de la poste allemande, privatisée, a déjà détruit 130 000 emplois (Briefpost, Telekom et Postbank). Dans les chemins de fer allemands privatisés, 40 000 postes de travail sont directement menacés cette année. En France, la direction de France Télécom privatisée parle de 30 000 suppressions d'emplois et le gouvernement annonce que le tour de La Poste est venu. Tous les systèmes d'instruction publique sont menacés de destruction.

— L'agriculture est entièrement livrée par Bruxelles aux multinationales de l'agroalimentaire. Les petites et moyennes exploitations agricoles sont condamnées partout où elles existent encore par la nouvelle réforme de la PAC, la fin des subventions à la production, le triomphe des prix du marché dans le cadre de l'ouverture des marchés organisée par l'OMC.

— Les retraites sont remises en cause partout. Elles sont portées à soixante-cinq ans pour les femmes en Belgique, elles sont réduites à 64 % du dernier salaire en Allemagne, alors qu'elles étaient encore hier à 70 %... La réforme du système français prépare l'entrée en force des fonds de pension privés type Maxwell.

— La réglementation du travail est attaquée dans tous nos pays au nom de l'harmonisation européenne, pour répondre aux exigences de la concurrence dans le cadre de l'économie mondialisée. Mobilité et flexibilité sont devenues les maîtres mots. C'est au nom de cette flexibilité qu'en France, le gouvernement engage la bataille pour détruire les conventions collectives, toute la législation du travail, au nom de la loi sur les 35 heures. C'est au nom de cette flexibilité qu'en Espagne a été réformé le marché du travail et qu'en Allemagne le modèle Volkswagen sert de bélier contre les conventions collectives nationales, que les droits et statuts des travailleurs

du secteur public sont partout remis en cause.

Qu'on ne nous dise pas que l'Europe de Maastricht et la monnaie unique ont pour objectif de protéger les économies européennes de la concurrence américaine et du pouvoir du dollar ! La presse financière internationale triomphe aujourd'hui même en annonçant que le marché des télécommunications est enfin ouvert à la concurrence internationale grâce à l'accord signé à l'OMC et aux privatisations mises en œuvre par l'Union européenne. "Les prévisions font état de gains en revenus atteignant 1 000 milliards de dollars en dix ans, soit approximativement 4 % du PNB mondial", *que se partageront les multinationales américaines !*

L'Europe de Bruxelles, du traité de Maastricht-Amsterdam, de la monnaie unique, c'est l'Europe de la mondialisation !

C'est l'application à toute l'Europe du régime déjà appliqué par les multinationales aux pays du continent africain, aux pays de l'ex-URSS. C'est l'assujettissement de toutes les nations aux multinationales qui dominent le G 7 et l'OMC. C'est le pouvoir donné aux spéculateurs de ronger toutes les bases de la vie sociale de tous les peuples, en faisant tomber des nations entières sous le joug des gouvernements soumis aux multinationales.

Au nom de l'Europe des régions, c'est la mise en œuvre coordonnée d'une véritable politique de dislocation des administrations nationales, des transports, des réseaux routiers, des systèmes de santé publique. Avec l'intervention massive des "fonds d'aide européens", la Commission européenne de Bruxelles dessine les contours d'une Europe utile et d'une Europe inutile... C'est la mise en concurrence des régions entre elles, la création délibérée et artificielle de tensions qui font peser une lourde menace sur la paix au cœur même de l'Europe.

Tous les gouvernements de l'Europe, dès lors qu'ils acceptent de mettre en œuvre cette politique, acceptent dans les faits, quelle que soit leur couleur politique, d'aliéner la souveraineté nationale aux institutions antidémocratiques de Bruxelles, entièrement dépendantes du FMI et de l'OMC qui s'arrogent le droit de dicter leurs exigences financières à tous les pays.

Tous acceptent d'aliéner la souveraineté nationale, y compris les gouvernements qui ne sont pas formellement membres de l'Union européenne, et qui, comme le gouvernement suisse, soumettent leur budget aux critères de Maastricht... tous les gouvernements, en particulier ceux qui, comme les gouvernements polonais, tchèque, hongrois, sous prétexte de rejoindre le miracle européen", sont candidats à l'élargissement à l'Europe des 22 et soumettent leur budget, la vie économique de leur pays, aux critères de Maastricht.

Tous remettent en cause la démocratie, la souveraineté populaire, ainsi que la souveraineté des organisations ouvrières. »

Les 320 délégués proclamaient :

« Nous, 320 délégués réunis en conférence à Berlin, disons :

Quelles que soient les déclarations d'intention des parlementaires, voter les budgets dictés par Bruxelles, c'est voter pour l'Europe de Maastricht-Amsterdam, pour la monnaie unique, pour l'euro, la misère et le chômage, tels que l'ont décidé les cercles dirigeants du capital financier.

C'est ce que nous irons dire aux parlementaires : Ne votez pas la ratification ! C'est une question de survie, une question de civilisation.

Nous nous adressons à vous : travailleurs, jeunes, militants, qui combattez pour organiser la résistance contre les privatisations, la déréglementation et les atteintes aux droits ouvriers.

Quelles que soient les difficultés, et elles sont grandes, quels que soient les dégâts déjà réalisés, et ils sont immenses, la classe ouvrière, la jeunesse ne peuvent renoncer à ce combat, car il s'agit de leur vie, de la vie de la jeune génération, de la démocratie, de la civilisation.

Nous nous adressons à vous :

— vous qui avez encore votre travail et refusez la remise en cause de vos droits, de vos conventions collectives, de vos statuts, de vos contrats de travail ;

— vous qui êtes chômeurs et ne voulez pas le rester, vous qui exigez aujourd'hui

le droit à un vrai travail, à un vrai salaire, garanti par de vraies conventions collectives et des statuts ;

— vous qui êtes jeunes, lycéens, étudiants, qui refusez l'avenir de la précarité, des plans "emplois jeunes" et exigez le droit de construire votre propre avenir ;

— vous qui êtes militants et responsables syndicaux et qui n'acceptez pas la remise en cause des prérogatives de vos organisations, les oukases gouvernementaux exigeant l'implication de vos syndicats, vous qui revendiquez l'indépendance absolue des organisations indépendantes de classe ;

Des millions de travailleurs, dans toute l'Europe, cherchent les points d'appui pour organiser cette résistance.

Le comité européen que nous avons constitué se fixe pour objectif d'aider à organiser ces points d'appui pour la résistance. Nous, 320 délégués de 22 pays européens constitués à Berlin en Comité européen contre la ratification du traité d'Amsterdam, pour l'abrogation du traité de Maastricht, contre la monnaie unique, pour l'union libre des nations et des peuples libres et souverains d'Europe, vous proposons de constituer partout de tels comités pour organiser la mobilisation contre la ratification du traité d'Amsterdam, pour l'abrogation du traité de Maastricht, contre la monnaie unique, pour organiser la mobilisation:

Dans le cadre de la deuxième journée mondiale contre la déréglementation et les privatisations :

— en France, proposition est faite que le 16 mai le Comité européen tienne un meeting de masse à Paris ;

— en Allemagne, proposition est faite que le mois de février soit un mois de mobilisation en direction des députés au Bundestag, à la veille de la ratification prévue pour les 4 et 5 mars ; organisation début mars d'un meeting en Rhénanie-Westphalie, qui enverra une délégation au Bundestag, le 5 mars ; fin mai, dans le cadre de la journée internationale contre les privatisations et la déréglementation, conférence nationale contre les privatisations à Berlin ;

— en Suisse, meetings début avril, à Zurich, Berne, Neuchâtel et Genève ;

— au Danemark, le comité européen propose d'apporter son soutien au meeting du 24 mai organisé à Copenhague par tous les mouvements anti-Maastricht ;

— en Grande-Bretagne, organisation de réunions dans le cadre de la journée mondiale contre les privatisations et la déréglementation ;

— proposition de la délégation tchèque, soutenue par celle de Slovaquie, de préparer un séminaire international sur les méthodes et la pratique du mouvement ouvrier qui correspondent à la situation de la fin de ce siècle ;

— Belgique, meeting, mi-mai, à Bruxelles. »

Enfin, le Manifeste se concluait en précisant les buts du comité européen constitué par la conférence et en énumérant un certain nombre de propositions d'actions enregistrées par la conférence, s'inscrivant dans la préparation des journées internationales contre la déréglementation et les privatisations, à l'initiative de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples.

D'ailleurs, pour conclure ses travaux, la conférence de Berlin adoptait une adresse aux différentes conférences continentales, adresse présentée par le camarade Karl Lohman, vieux militant du mouvement ouvrier allemand, se réclamant des positions politiques de la IVe Internationale, mais qui, ce jour-là à Berlin, représentait dans sa diversité l'ensemble de la délégation allemande et, au-delà, les courants différents qui se retrouvaient sur le terrain de l'indépendance de classe et de l'unité des travailleurs de l'Europe et du monde.

Ce fut le dernier acte militant de notre camarade Karl Lohman, déjà gravement malade, mais qui avait tenu à assumer cette responsabilité qui, pour lui, résumait le sens de sa vie militante, tout entière guidée par l'internationalisme. Le camarade Karl Lohman est décédé le 13 avril 1998.

Voici le texte de l'adresse :

« Les 320 délégués de la conférence européenne, qui représentent 21 pays européens, s'adressent à tous les tra-

vailleurs et peuples d'Europe et du monde. Sur la base d'une large discussion entre délégués du mouvement ouvrier représentant les courants les plus divers de toute l'Europe, nous avons décidé la fondation d'un comité européen pour organiser la campagne internationale pour le "Non à la ratification du traité d'Amsterdam ! Non à la monnaie unique ! Non à l'euro !"

Nous comprenons tous que les traités de Maastricht et d'Amsterdam s'intègrent dans une série de traités similaires tels que l'ALENA et l'APEC qui doivent ouvrir la voie à l'AMI, traité qui doit devenir l'instrument brutal d'institutionnalisation de la domination mondiale des multinationales et d'une offensive contre les droits et les acquis des travailleurs, foulant aussi aux pieds la souveraineté et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Nous avons entendu des délégués de la conférence panaméricaine des travailleurs contre l'ALENA et les privatisations.

Cette conférence a pu s'appuyer sur le succès remporté contre l'application du fast track *du gouvernement Clinton, par lequel celui-ci comptait étendre l'ALENA à l'ensemble de l'Amérique.*

Nous avons entendu des délégués d'Afrique.

Les institutions internationales du capital financier, FMI et Banque mondiale, dictent à ce continent une politique de destruction économique, de pillage direct, d'affaiblissement et de décomposition des Etats, de guerre, qui imposent aux travailleurs et aux peuples d'Afrique des souffrances barbares.

Des militants et responsables politiques et syndicaux du mouvement ouvrier de dix-huit pays africains ont appelé à l'organisation d'une conférence africaine, les 27 février et 1er mars 1998, à Abidjan (Côte-d'Ivoire), pour préparer un tribunal international qui doit faire le procès des responsables du déclin meurtrier des peuples et des travailleurs d'Afrique.

Nous avons entendu des délégués d'Asie. Des représentants du mouvement ouvrier et démocratique et des peuples de ce continent préparent une conférence pour unifier la résistance contre les plans destructeurs par lesquels le FMI et la Banque mondiale veulent faire payer à ces peuples les conséquences de la crise de déchéance de l'impérialisme.

Nous affirmons notre solidarité et notre unité avec la lutte des travailleurs et des peuples de ces continents.

Nous en avons conscience.

Les organisations financières internationales sous domination des Etats-Unis sont résolues à infliger aux travailleurs et aux peuples du monde entier le destin que subit aujourd'hui le continent africain.

C'est pourquoi il faut que ces conférences continentales deviennent des points d'appui pour la résistance internationale et l'union internationale des travailleurs et des peuples contre ces attaques.

C'est pourquoi nous décidons d'envoyer des délégués de notre conférence européenne à ces conférences continentales.

Nous décidons de reprendre l'initiative de l'Entente internationale des travailleurs pour la seconde journée mondiale d'action contre la déréglementation et la privatisation, pour faire du 31 mai, suivant les possibilités de chaque pays, une journée commune de lutte des travailleurs et des peuples du monde entier sur les mots d'ordre : Pour l'abrogation du traité de Maastricht, contre la ratification du traité d'Amsterdam, contre la déréglementation et la privatisation, contre l'accord multilatéral sur l'investissement (AMI). »

Abidjan : la mondialisation de l'économie et ses conséquences en Afrique

Quelques semaines plus tard, les 27, 28 février et 1er mars 1998, se réunissaient à Bingerville, près d'Abidjan, les représentants de dix-sept pays d'Afrique (Afrique du Sud, Algérie, Bénin, Burkina-Faso, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo démocratique, Côte-d'Ivoire, Gabon, Ghana, Guinée-Conakry, Madagascar, Niger, Rwanda, Tchad, Togo). Ils se réunissaient à l'invitation du SYNASEG (Syndicat des employés du gaz et de l'électricité de Côte-d'Ivoire) et de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples pour débattre des conséquences pour le continent africain de ce que qu'on appelle la "mondialisation" de l'économie et pour discuter des moyens d'organiser une résistance unifiée à ces conséquences destructrices. Notamment, il s'agissait de préciser le contenu et les modalités de préparation d'un tribunal international, chargé de juger les responsables de l'évolution meurtrière qui menace l'existence même des travailleurs et des peuples d'Afrique.

Les délégués de ces dix-sept pays d'Afrique, représentant les organisations syndicales de courants politiques divers, répondirent unanimement à la prise de position contre l'agression et contre l'embargo criminel en Irak, affirmée par leurs camarades d'Europe à la conférence de Berlin. Il le firent dans une déclaration qui saluait les initiatives prises contre la guerre par le mouvement ouvrier américain, notamment par l'AFL-CIO de San Francisco :

« Nous, responsables syndicaux et d'organisations politiques de 17 pays d'Afrique, réunis sous l'égide de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples à Bingerville, les 27, 28 février et 1er mars 1998, pour la préparation du tribunal international devant juger les responsables de l'évolution meurtrière qui menace l'existence même des travailleurs et peuples d'Afrique, nous nous adressons aux peuples du monde entier.

Nous, représentants des peuples d'Afrique, qui subissons les pires méfaits de la politique dislocatrice du FMI et de la Banque mondiale au service de l'impérialisme et tout d'abord de l'impérialisme américain, nous saluons le peuple irakien dans sa résistance pour sauvegarder son droit à disposer librement de lui-même.

Nous, qui subissons la misère et la famine, les guerres et "l'ingérence humanitaire" par lesquelles on fomente des massacres au nom de prétendues "guerres ethniques", nous savons que le peuple irakien, comme tous les peuples, veut vivre et travailler, faire vivre ses familles et élever ses enfants.

Le peuple irakien, comme tous les peuples, a droit à l'indépendance et à la paix.

Nous, qui supportons la misère, qui faisons face aux menaces d'extermination de nos peuples et plus particulièrement des couches les plus fragiles, celles de la jeunesse, qui tombe par centaines de milliers victimes du FMI et de la Banque mondiale, nous nous adressons à tous les peuples du monde.

Sauvez, sauvons ensemble le peuple irakien ! Opposons-nous à toute agression militaire ! Exigeons la fin de l'embargo qui tue le peuple irakien et qui est déjà la cause d'un million cinq cent mille morts !

Pour notre part, malgré la détresse dans laquelle vivent nos peuples, nous déclarons solennellement combattre la politique des grandes puissances et, au premier chef, celle de l'impérialisme américain. Nous affirmons que nous sommes inconditionnellement aux côtés du peuple irakien.

Nous saluons la prise de position courageuse du comité exécutif de l'AFL-CIO

de Californie, organisation syndicale qui regroupe les travailleurs des Etats-Unis dans leur ensemble.

Nous nous adressons à tous les peuples. Nous nous adressons au peuple et aux travailleurs américains.

Nous nous adressons tout particulièrement au peuple et aux travailleurs noirs des Etats-Unis, car nous savons que nous pouvons compter sur eux.

Travailleurs noirs des Etats-Unis, à vous qui êtes nos frères, qui constituez l'une des composantes les plus opprimées des Etats-Unis, nous vous disons depuis le continent africain ravagé par les guerres : nous sommes sûrs que vous prenez toute votre place dans le combat pour empêcher l'agression militaire contre l'Irak, pour défendre la souveraineté du peuple irakien.

En défendant le peuple irakien menacé par la barbarie et le chaos, vous aidez à défendre tous les peuples et, en particulier, nous, peuples d'Afrique, qui sommes frappés par les plans destructeurs du FMI et par les guerres organisées par les grandes puissances.

Non à toute agression militaire contre l'Irak ! Levée immédiate et sans condition de l'embargo ! Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ! Non à "l'ingérence humanitaire" ! Vive la solidarité internationale des travailleurs et des peuples ! »

Le rapport introductif, présenté par le camarade Paul Nkunzimana, se concluait en soulignant le contenu international du désastre qui frappait l'Afrique et montrait comment le combat des travailleurs et des peuples d'Afrique était inséparablement lié à l'action internationale pour la défense des droits ouvriers et démocratiques, pour la défense des normes qui consignent les droits des travailleurs et qui sont un élément constitutif du mouvement ouvrier.

« Nous pensons que ce qui se passe en Afrique aujourd'hui montre en quelque sorte par anticipation ce qui risque de se produire ailleurs. C'est pourquoi nous pensons que c'est ensemble qu'il nous faut agir.

Nous voudrions dire surtout combien nous, responsables ouvriers africains, sommes conscients de la portée d'un combat évoqué ici à Abidjan, celui de la lutte contre la déréglementation, la lutte pour la préservation des normes internationales du travail consacrées par l'OIT et inscrites dans les Codes du travail.

Dans la résistance contre la dégradation de la condition humaine imposée à l'Afrique et pour la préservation de la dignité de ses populations, il y a la place des organisations ouvrières, de leur indépendance, du refus de la corruption et des prétendus "accompagnements" dont j'ai parlé. Il y a la place de la préservation des Codes du travail.

C'est une question politique centrale. En effet, là où les normes du travail, les Codes du travail existent encore, les guerres ont du mal à passer. Et cela parce que les travailleurs, quelles que soient leurs origines régionales ou "ethniques", sont soudés par des droits communs.

Ce problème de la défense des normes a un contenu international qui nous unit quels que soient les continents. Le 7 juin à Genève, nous nous réunirons à nouveau à l'initiative de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples pour défendre ces normes internationales du travail, consacrées par l'OIT, aujourd'hui menacées par l'exigence de la déréglementation.

Nous pensons que l'indépendance du mouvement ouvrier est fondamentalement liée à ces normes et conventions et que les détruire remet en cause les cadres juridiques nationaux dans lesquels sont codifiés normes et droits. C'est la dislocation que nous voulons éviter. »

D'ailleurs, la conférence, consciente de l'importance de refuser toute remise en cause et *a fortiori* toute liquidation de l'OIT, rappelait dans une résolution particulière :

"L'offensive universelle du capitalisme à l'ère de la mondialisation de l'économie de marché, c'est-à-dire de la domination sans partage de la loi du profit et de la spéculation, visant partout à l'abaissement du coût du travail, implique la destruction des règles et

normes codifiant les droits acquis par les travailleurs dans tous les domaines. Cette offensive vise à généraliser la déréglementation, la flexibilité, allant jusqu'à mettre en cause l'existence même du travail salarié, comme en témoignent les retards, voire le non-paiement des salaires des fonctionnaires par les Etats employeurs.

2. Qu'en Afrique, cette offensive a comme axe la remise en cause des Codes du travail dont l'établissement a été partie intégrante de la lutte des travailleurs pour les indépendances nationales.

3. Que la liquidation de ces Codes du travail conduit aux guerres et à la dislocation des Etats constitués lors des indépendances et qu'en conséquence la défense de l'intégrité des droits inscrits dans ces Codes du travail, en particulier ceux d'organisation syndicale et de grève, exige l'existence d'organisations syndicales indépendantes des institutions financières internationales comme des gouvernements qui leur sont subordonnés.

4. Que la défense de nos droits, conquis au cours des luttes séculaires menées par le mouvement ouvrier, n'est pas séparable de la défense et de la préservation des normes internationales codifiées par l'OIT dans ses conventions (...).

***Recommandent** à toutes les organisations syndicales d'Afrique de préparer leur participation à la 86e session de la Conférence internationale du travail :*

Pour y défendre, conformément aux intérêts des travailleurs de tous les pays d'Afrique, les normes et conventions condensant les acquis et les droits des travailleurs.

Pour refuser toute remise en cause de ces normes et toute modification des règlements de l'OIT facilitant cette remise en cause, ainsi que toute transformation du rôle de l'OIT qui la subordonnerait à des institutions comme l'OMC.

***Appellent** les responsables syndicaux de tous les pays d'Afrique à participer largement à la réunion internationale de syndicalistes, organisée à l'initiative de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, le 7 juin 1998 à Genève, au moment de l'assemblée annuelle de l'OIT, pour la défense de l'indépendance des organisations syndicales."*

Les responsables syndicaux et les militants ouvriers, venus de dix-sept pays d'Afrique, adoptaient un appel à la constitution d'un tribunal international, chargé de juger les responsables de l'évolution meurtrière qui menace l'existence même des travailleurs et des peuples d'Afrique. Cet appel constatait la situation tragique dans laquelle est plongé le continent :

« 2. Nous avons fait le constat, preuves et témoignages à l'appui, d'une évolution mettant en cause l'existence des peuples africains. Une situation sans précédent, même pour un continent qui, dans le passé, a connu les fléaux de la traite des esclaves, du colonialisme et du travail forcé. Des conflits meurtriers ne cessent de se multiplier.

Des millions d'hommes, de femmes et d'enfants sont contraints d'errer d'un bout à l'autre du continent dans un voyage dont la destination finale est la mort. Cent mille "disparus" un jour, deux cent mille un autre sont devenus des chiffres banals, tout comme le spectacle effroyable des enfants armés et des enfants massacrés.

Les Etats explosent les uns après les autres. Dans les villes, des quartiers deviennent des camps retranchés. Les services publics disparaissent. Les années scolaires "blanches" tendent à devenir la norme et le paiement des derniers salaires un souvenir lointain.

3. Le dernier rapport du PNUD établit un pronostic selon lequel, dans les dix années à venir, si rien ne changeait, l'espérance de vie moyenne dans un nombre important de pays africains devrait reculer de vingt ans, pour se situer dans une moyenne de trente-trois ans.

Ainsi, la vie ne serait plus qu'une courte transition entre la naissance et la mort. Des peuples entiers seraient appelés à disparaître, victimes de la pauvreté, des guerres et de l'absence de soins. »

Puis concluait :

« 11. Nous considérons que notre qualité de responsables nous impose le devoir de tout faire pour aider à la survie menacée de nos peuples. Nous pensons qu'il est nécessaire d'établir clairement

les responsabilités de l'évolution actuelle pour aider nos peuples à inverser cette situation.

Nous avons, lors de la conférence africaine, et comme le montre l'annexe à cet appel, fourni les éléments constitutifs d'un acte d'accusation.

Nous en appelons à la constitution d'un tribunal international en vue de juger les responsables des menaces qui pèsent sur la survie des peuples d'Afrique.

C'est à la conférence ouvrière de Genève de juin 1997, à l'initiative de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, qu'a été décidée la tenue de la présente conférence à Bingerville. D'ores et déjà, lors de la conférence ouvrière des Amériques à San Francisco contre l'ALENA et les privatisations et lors de la conférence ouvrière et démocratique européenne de Berlin contre Maastricht, la question du tribunal Afrique a été largement évoquée et des comités de parrainage ont été mis en place.

Les plans d'ajustement structurels (PAS) sont devenus aujourd'hui une exigence "universelle". C'est pourquoi, en jugeant les responsables de la situation actuelle en Afrique, nous avons la conviction que seront désignés en même temps les responsables de la misère et des drames dont sont victimes les travailleurs et les peuples de tous les continents.

Responsables syndicaux et politiques africains, nous lançons cet appel à tous ceux — et nous savons qu'ils sont nombreux — qui sont indignés par les drames et les souffrances dévastatrices imposées aux peuples et aux travailleurs d'Afrique.

A tous ceux, conscients qu'en Afrique, à travers les PAS, dont la réalité est devenue "universelle" (selon l'expression même des responsables du FMI et de la Banque mondiale), se joue par anticipation le futur visage de l'humanité tout entière, nous proposons la tenue d'un tribunal international appelé à juger les responsables de l'évolution meurtrière qui menace l'existence même des travailleurs et des peuples d'Afrique. »

Congrès de constitution du Parti socialiste d'Azanie

Une délégation de militants d'Afrique du Sud-Azanie était présente à la réunion d'Abdijan. L'activité développée dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples constitue une dimension essentielle pour la construction de partis ouvriers indépendants.

La participation à diverses initiatives internationales de l'Entente d'un noyau de militants, dont certains comptaient parmi les principaux cadres de l'AZAPO (Azanian People Organization), l'organisation qui se réclamait de la tradition du mouvement de la Conscience noire de Steve Biko.

Ces militants, exprimant la continuité politique de l'AZAPO, avaient refusé de cautionner les accords dits de Kempton Park, par lesquels la suprématie de la minorité blanche était maintenue.

Au travers d'une série de développements politiques et de crises, ces militants ont abouti à la constitution d'un parti politique, qui se situe sur le terrain de l'indépendance de classe, qui part du fait que seule la classe ouvrière noire est à même — en relation avec la lutte internationale des exploités et des opprimés — de mener jusqu'au bout la lutte pour l'unité et la souveraineté nationales, pour la constitution de la nation azanienne.

Ce parti s'est d'ailleurs constitué en s'associant aux initiatives de l'Entente, en particulier à l'appel pour le tribunal inter-

national sur l'Afrique. Sa première déclaration politique, du point de vue des intérêts des masses noires exploitées et opprimées, a été faite lors de la venue de Clinton en Afrique :

*« **Président Clinton, vous n'êtes pas le bienvenu en Afrique du Sud !***

Monsieur Clinton, vous venez en Afrique du Sud-Azanie et dans d'autres pays de notre continent, quelques semaines après avoir déployé vos forces armées dans le Golfe contre le peuple irakien qui souffre déjà le martyre comme résultat de l'embargo criminel qui décime la population, hommes, femmes et enfants, embargo criminel que votre gouvernement a imposé.

Vous venez dans notre pays, quelques années après que l'armée des Etats-Unis eut débarqué en Somalie où elle a tué et blessé des milliers d'habitants pour assurer son contrôle sur les champs de pétrole. La Somalie a été déstabilisée et n'existe plus aujourd'hui comme nation.

*Vous venez dans notre pays pour nous imposer la loi que vous avez proposée au Congrès des Etats-Unis, l'*African Growth and Opportunity Act. *Cette loi vise à renforcer l'application des diktats du FMI et de la Banque mondiale et mine donc notre souveraineté nationale et notre économie. Cette loi stipule que les pays d'Afrique doivent* "se conformer dans leurs plans et leurs engagements aux recommandations du FMI et d'autres institutions financières".

Pour nous, comme Sud-Africains, cela signifie que nous devons payer les 307 milliards de rands de la dette de l'apartheid. Cet argent a aidé à accroître la fortune de la bourgeoisie de l'apartheid aux dépens des masses travailleuses noires.

Aujourd'hui, c'est le peuple noir la victime de l'apartheid, dont on exige qu'il paye cette dette assortie d'un taux d'intérêt prohibitif qui signifie que le seul service annuel de la dette se monte à 50 milliards de rands, ce qui interdit toute possibilité de développement économique, de construction d'écoles, de fourniture d'eau potable pour toute la population et de dépenses de santé indispensables.

Votre loi appelle à "la réduction des taux d'intérêt et des impôts sur les entreprises" *avec l'intention de faire de notre pays un marché libre pour les grandes compagnies américaines, en contradiction avec nos propres intérêts économiques.*

Votre loi nous demande d'accepter "l'application du traitement national pour les investissements étrangers". *Cela signifie donner des possibilités sans limites aux multinationales américaines pour que celles-ci privatisent les routes, l'eau, les télécommunications, l'infrastructure, les finances...*

Ces privatisations, en particulier celles qui touchent à l'infrastructure, renforceront l'héritage de l'apartheid qui est responsable d'avoir créé une économie où les routes et les chemins de fer étaient essentiellement conçus pour assurer les exportations des matières premières.

Cette loi inclut la "protection des droits de propriété contre l'expropriation". *Dans notre pays, c'est le peuple noir qui a subi l'expropriation raciste, puisque ses terres, ses ressources minérales et toute la richesse du pays ont été confisquées par la classe dominante de l'apartheid. Il ne peut y avoir de liberté véritable sans que cette injustice soit réparée, sans que soient reconquises la terre et les richesses produites*

Monsieur Clinton, votre loi a été condamnée au Parlement américain par certains représentants, notamment par le député noir Jessie Jackson junior, le fils de Jessie Jackson, qui a dit que cette loi était tellement favorable aux grandes compagnies américaines qu'elle ne pouvait que coduire à "un retour à l'esclavage" *pour les Africains.*

Monsieur Clinton, ce ne sont là que quelques-unes des raisons pour lesquelles vous ne devriez pas venir dans notre pays, tout particulièrement en brandissant votre nouvelle loi. Enfin, vous n'êtes pas le bienvenu en Afrique du Sud parce que vous ne faites pas mieux aux Etats-Unis mêmes.

Dans votre pays, vous privatisez le logement, la santé, la Sécurité sociale et les retraites. Toute votre politique vise à aggraver la pauvreté des plus pauvres, dont la majorité sont des Noirs et des ressortissants d'autres minorités. »

Définissant les lignes d'action et les tâches du nouveau parti, le camarade Lybon Mabasa expliquait dans son rapport :

« Dans les dernières années, nombre de développements importants se sont produits dans notre pays. Nous avons été témoins de multiples transactions vers le démantèlement politique de l'apartheid, processus couronné par l'élection du premier président de la République d'Afrique du Sud non blanc, le président Nelson Mandela.

Cependant — et comme l'indique ce titre présidentiel —, l'Afrique du Sud continue à l'emporter sur l'Azanie. Le passé domine toujours le présent, l'ancien domine toujours le nouveau et le combat qui se poursuit est celui pour une véritable tranformation de la société. Cette lutte, c'est celle de l'Azanie. Ce n'est que de cette lutte que naîtra une nouvelle nation dans le contexte qui est le sien, celui du continent africain, et qu'elle pourra rompre avec l'héritage du passé.

L'Azanie — et non pas l'Afrique du Sud — symbolisera et matérialisera tout à la fois le début d'une véritable renaissance de l'Afrique (...).

Le peuple noir et plus particulièrement les travailleurs noirs se sentent non seulement laissés de côté, mais trahis. La patience du peuple, des citoyens de ce pays est utilisée jusqu'au point de rupture. Chacun a dû constater que la bourgeoisie et l'élite noires dont beaucoup pensaient à tort qu'elles se trouvaient dans le même camp ont rejoint leurs homologues blancs dans le pillage éhonté des ressources du pays. Ces nouveaux arrivants se sont intégrés à l'ensemble du système qui programme à long terme la pauvreté pour le peuple noir et pour les travailleurs dans leur ensemble.

Les slogans sonores, mais vides, sur le développement économique futur, la croissance de l'emploi et l'amélioration du sort de tous se heurtent à la réalité du présent et à la manière dont celui-ci pèsera sur le futur que l'on dépeint en termes idylliques. N'oublions pas que l'on ne peut pas donner ce qu'on n'a pas.

La politique actuelle du gouvernement s'incline devant les exigences du capital et de la finance internationale, représentées par le FMI, la Banque mondiale, et qui trouve également son expression dans le projet d'accord multilatéral sur l'investissement (AMI). Ces institutions prescrivent une privatisation massive, ce qui signifie l'ouverture au pillage généralisé de l'économie nationale. Elles exigent la réduction du déficit public, ce qui signifie une diminution des dépenses publiques, c'est-à-dire la réduction des dépenses de santé, conduisant à la fermeture d'hôpitaux, comme l'hôpital général de Hillbrow à Johannesbourg (...).

La liberté est indivisible. Une liberté découpée en différentes parties ou réalisée par étape est inacceptable. La lutte de notre peuple vise à la véritable souveraineté nationale. Aujourd'hui, nous subissons les conséquences d'une situation où existe une prétendue liberté politique, sans sa contrepartie économique. Dans les faits, nous ne sommes ni une nation souveraine ni une nation libre.

Dans les faits, le système de l'apartheid continue à nous gouverner au travers de ses capitalistes, de ses propriétaires fonciers et du réseau serré d'institutions qu'il a implantées dans notre pays au prix des larmes de nos mères et du sang de nos martyrs. Nous combattons dans le cadre faussé d'un accord national, qui rejette et nie toute lutte pour le socialisme, un accord qui rejette la réorganisation de la société sur la base du développement de la propriété sociale.

(...) Il nous faut analyser les conséquences des accords de Kempton Park. Nous sommes d'accord avec ceux qui disent qu'une nation libre et souveraine est celle qui possède un contrôle absolu sur ses propres ressources et sur ses institutions et qui peut traiter librement avec les autres nations (...). J'ajoute qu'en dehors de ces pouvoirs, le peuple ne possède pas les éléments essentiels de la liberté.

Dans notre pays, on cherche à contenter différents groupes d'intérêts bien plus que le peuple lui-même. Les politiques mises en œuvre visent à confirmer le fait que les choses n'ont pas changé, à rassurer ceux qui craignent le changement (...).

La liberté est indivisible et n'est pas négociable. Ou on est un être humain libre ou on est un esclave. Le fondateur du mouvement de la Conscience noire,

Steve Biko, disait : "Si vous refusez de présenter vos exigences et considérez que c'est au travers de négociations que vous serez libérés, vous acceptez que votre sort dépende des décisions de ceux qui vous oppriment." *L'histoire a vérifié cette affirmation.*

Pour être souveraine, une nation doit disposer des richesses et de l'industrie du pays, pouvoir les stimuler ou les protéger, par exemple, par l'interdiction de la vente de biens produits par ses adversaires à l'étranger. Aujourd'hui, les exigences du FMI et de la Banque mondiale conduisent quotidiennement à la liquidation d'industries locales et à la généralisation des privatisations malgré l'opposition du mouvement ouvrier et du peuple noir dans son ensemble.

Qui commande véritablement dans ce pays ?

(...) Une nation souveraine et libre doit disposer sans réserve du pouvoir de modifier, amender ou abroger les lois concernant la propriété, en relation avec les revendications et les intérêts de la majorité.

Lorsque le gouvernement actuel a pris ses fonctions, il y a presque quatre ans, notre peuple, le peuple noir d'Azanie, n'attendait pas de ce gouvernement, pas plus que de n'importe quel gouvernement d'ailleurs, qu'il efface en quatre ans l'héritage des décennies de barbarie du régime de l'apartheid.

Chacun d'entre nous comprenait qu'il s'agissait d'un lourd héritage et qu'il faudrait du temps pour en effacer toutes les conséquences. D'autant plus que pesait la situation mondiale et son expression africaine.

La "nouvelle Afrique du Sud" se trouvait face aux grandes multinationales, aux institutions financières internationales — comme le FMI et la Banque mondiale — qui mettaient en cause le droit de notre nation à exister comme une nation civilisée et souveraine, capable de répondre positivement aux espoirs de son peuple, ce qui se traduit d'abord concrètement par le droit à un logement décent, l'usage de l'eau et de l'électricité, l'éducation des enfants, le droit à l'emploi et à un salaire convenable, le droit à la santé pour tous, le droit à la terre pour les paysans.

Aussi, la question concrète posée aujourd'hui par notre peuple est la suivante : pourquoi est-ce que nos conditions de vie ne se sont-elles pas améliorées, ne serait-ce que de manière limitée ? Pourquoi au contraire ces conditions de vie se dégradent-elles constamment ? Pourquoi l'espérance de vie se réduit-elle ? Pourquoi le chômage augmente-t-il de jour en jour ? Pourquoi la pauvreté s'étend-elle, donnant naissance à une vague de criminalité et de violence qui mine l'unité de notre peuple ?

Pourquoi l'avenir de la jeunesse apparaît-il comme devant être pire que le présent, dans la mesure où 90 % de ceux qui quittent l'école aujourd'hui ne trouvent pas d'emploi ? D'autres questions se posent. Est-il possible d'améliorer les conditions de vie de notre peuple tout en acceptant de payer la dette externe léguée par le régime de l'apartheid (plus de 300 milliards de rands), ce qui veut dire accepter que notre peuple paie pour ce qui a fondé la richesse de la bourgeoisie de l'apartheid ?

Peut-on améliorer le sort de notre peuple en faisant peser sur le budget national le service de cette dette illégitime qui se monte à 50 milliards de rands annuellement, tandis que ce même budget n'alloue que 3,5 milliards de rands au besoin prioritaire de la construction de logements ?

Devrions-nous accepter que la politique de ce pays — comme celle de nombreux pays de notre continent et du monde entier — soit dictée par le FMI et la Banque mondiale qui, après l'effondrement des "tigres asiatiques", n'ont d'autre modèle à offrir que celui de la dévastation des nations par la pauvreté et la famine ?

Devrions-nous accepter que notre pays soit pris en otage par ces institutions qui exigent que la dette de l'apartheid soit honorée ? Comment pourrions-nous accepter que les quelques conquêtes limitées sur le terrain social, arrachées par les travailleurs, par leurs décennies de luttes contre l'oppression nationale et l'exploitation économique, soient détruites ? »

La formation d'un parti ouvrier indépendant au Bangladesh

Dans d'autres circonstances, le même problème, celui de la constitution d'un parti représentant les intérêts des travailleurs, se pose au Bangladesh. Le Bangladesh est un pays de 120 millions d'habitants qui s'est constitué comme Etat national en 1971, comme résultat d'un soulèvement révolutionnaire des peuples du Bangladesh contre la dictature militaire régnant alors au Pakistan (le Bangladesh constituait alors le "Pakistan oriental", le Pakistan s'étant, comme on le sait, formé sur la base de la partition de l'Inde, prétendument justifiée par la séparation religieuse des musulmans et des hindous).

L'expérience du Bangladesh prouve précisément que l'on ne peut constituer un Etat sur la base de la religion. Le Bangladesh est aujourd'hui l'une des cibles des plans du FMI et de la Banque mondiale. Dans des circonstances extrêmement difficiles, la résistance des travailleurs, s'appuyant sur l'existence d'organisations syndicales indépendantes, a enrayé le processus de destruction par les privatisations des industries du jute et du textile qui menace le pays de démembrement. Ce mouvement cherche une issue politique.

C'est dans ce contexte que des militants ouvriers, ayant suivi des parcours différents et connu des expériences diverses, mais dont la majorité a été d'une manière ou d'une autre associée à des organisations se réclamant du communisme, ont décidé d'avancer vers la formation d'un parti politique. Ils ont lancé un appel dont nous publions ci-dessous les principaux extraits :

« Les courants de gauche sont impuissants et inactifs. Sont-ils conscients de la situation précaire à laquelle le peuple est confronté du fait de l'offensive du capital financier international ? Les méfaits accomplis par le capital international, ces dernières décennies, sont clairement établis. Notre indépendance nationale reste à consolider. Nous n'avons pas pu non plus établir un Etat démocratique. Les gens n'ont pas participé à la guerre de libération et au mouvement contre l'autocratie qui ont suivi, qui n'ont servi qu'à remplacer un parti par un autre par le biais des élections au nom du maintien du prétendu héritage démocratique. Nous combattons au contraire sans relâche pour un Etat démocratique, qui remplace l'Etat bureaucratique — antidémocratique et militaire. Cette lutte a un passé et une continuité historiques. Ce combat est l'expression des aspirations du peuple. Et nous voulons par la lutte résoudre les questions cruciales auxquelles la nation est confrontée. Nous considérons que les organisations de gauche ont un rôle vital à jouer dans la solution de ces questions. Si elles échouent dans cette tâche, il est évident que la conséquence en sera l'émergence d'une autre force politique.

La politique destructive du colonialisme britannique était le "diviser pour régner". La théorie des "deux nations" faisait partie de son arsenal. Ils ont divisé le Bengale, en 1905, simplement pour réprimer le "Shadeshi Movement". Le Penjab a été de même divisé pour une autre raison.

Aujourd'hui, le processus de globalisation et ce qu'on appelle l'économie de marché libre menacent à nouveau l'existence même des Etats-nations. Nous sommes pour l'indépendance de tous les Etats nationaux et nous ne resterons plus jamais silencieux devant la souffrance d'un pays frère. Nous établirons des relations fraternelles avec les forces de tous les pays de cette région. Notre travail et le travail de nos voisins seront le fondement de nos relations. Nous apporterons toujours un soutien fraternel à nos voisins dans le besoin et vice versa.

Il ne s'est pas constitué dans notre pays une bourgeoisie nationale capable de définir les tâches nécessaires de la libération nationale pour rompre les liens avec le capital financier international. Les bourgeois qui ont accaparé la richesse nationale au nom du développement de l'industrie se sont montrés inca-

pables d'assurer le développement de la nation. La tâche de l'émancipation du peuple nous revient donc naturellement comme forces démocratiques.

L'émergence du Bangladesh a indubitablement prouvé que la théorie de la double nation était erronée et qu'un Etat national ne peut exister que sur la base d'une langue, d'une culture et de données socio-économiques qui lui soient communes. La création du Bangladesh a également rendu nulle et non avenue la théorie de la double nation et le maintien de la Ligue musulmane — prétendument fondatrice du "Pakistan". La culture et l'histoire du peuple de cette région ne fournissent pas les éléments d'un Etat fondé sur la religion et le communalisme, en liaison avec la théorie de la double nation. Et c'est la raison pour laquelle la guerre de libération sanglante de 1971 a réussi, en dépit du fait que le peuple n'ait pas réalisé jusqu'au bout son émancipation du joug de l'impérialisme dévastateur. Et pourtant, les fondamentalistes cherchent à détruire les conditions objectives nécessaires à la construction d'un Etat véritablement démocratique.

De fait, nous voyons que le rôle du Parti communiste du Bangladesh dans un mouvement contre les Britanniques n'était pas aussi radical que celui des musulmans bengalis. Parfois même, les communistes coopéraient avec le colonialisme et se mirent du côté des Britanniques lors de la Seconde Guerre mondiale. Au cours de la guerre sino-indienne, ils se sont retrouvés coincés, et les maoïstes ont soutenu la Chine. L'histoire s'est répétée au cours de la guerre de libération de 1971. Les maoïstes ont soit soutenu la Chine, qui défendait les militaires au pouvoir au Pakistan, soit ont gardé le silence. L'autre fraction du mouvement communiste a suivi l'exode en Inde et n'a pu prendre aucune part active à la guerre de libération, ou est restée accrochée aux basques de la Ligue Awami. Cela, en dépit des aspirations d'une grande partie de la base, qui ont été détruites du fait de l'obstination dans ses décisions de la direction. Mais à un stade ultérieur, ils ont soutenu la guerre de libération, uniquement pour faire plaisir aux bureaucrates de Moscou, qui soutenaient le traité soviéto-indien. Ils voulaient faire la révolution sans abandonner les vues étroites du "socialisme dans un seul pays" et ils n'ont pu réussir. Nous admirons leur passion, mais leur idéalisme nous fait pitié. Nous voulons construire un nouveau mouvement du peuple en revenant sur les erreurs et les défauts des révolutionnaires staliniens. Nous voulons régler ces questions qui sont des questions brûlantes qui resurgissent aujourd'hui du fait de la polarisation et de la globalisation mondiales, car c'est là une condition objective préalable à l'existence de notre nation et de notre Etat lui-même. Nous voulons recréer la situation de 1964-1965, où le parti, le syndicat étudiant et la Fédération des travailleurs travaillaient régulièrement en étroite collaboration. Dans le même temps, nous devrons garder à l'esprit les conséquences d'une théorie erronée dont a souffert le mouvement communiste.

La tradition révolutionnaire de la gauche est aujourd'hui en train de disparaître. Nous voulons réunifier les révolutionnaires, les militants de gauche et le peuple, dont l'aspiration démocratique est de se regrouper derrière la bannière d'un parti. En dépit de toutes les fautes commises par les organisations de gauche et les communistes, et les critiques qu'on peut leur faire, ils ont eu un passé glorieux dans le développement de la nation bengalie, ils avaient une tradition. Cette tradition se perd aujourd'hui. Pour pouvoir combattre le développement inquiétant de l'oppression, du pillage organisé aux niveaux national et international, il nous faut réunifier toutes les forces progressistes et démocratiques. Nous devons regrouper toutes ces forces en surmontant les frontières traditionnelles de la gauche sous la bannière d'un seul parti. Nous devons tirer les leçons des erreurs commises en 1965, que le mouvement communiste a payé cher et paye encore aujourd'hui. En 1965, l'Union soviétique a tenté de constituer un bloc antichinois dans notre région. D'autre part, les maoïstes ont lancé une guerre meurtrière contre les ennemis de classe dans les vastes régions rurales de l'Inde et du Bangladesh (au nom du mouvement Naksal). Comme la Chine avait soutenu le Pakistan durant la guerre (1965), la mansuétude des dirigeants de la gauche était évidente à l'égard d'Ayoub Khan. Nous pensons que le mouvement de gauche ne pouvait alors soutenir les aspirations socioculturelles de la population de cette région. Il y a également une controverse au sujet du rôle des gauches au cours de la guerre de libération. La raison en est qu'ils ont confondu la question nationale avec celle de la lutte des classes. La bureaucratie communiste de Moscou et celle de Pékin

n'ont jamais permis au mouvement communiste de notre région de se développer de façon indépendante. Le temps est venu de reprendre les choses à zéro pour construire un mouvement indépendant, car c'est la seule voie pour aboutir à notre libération nationale et sociale. Nous devons surmonter l'héritage de domination bureaucratique légué par le stalinisme pour, au contraire, lancer une forme internationale de lutte avec des aspects spécifiques, tant au niveau national qu'international. L'assaut du capital financier international a créé des conditions objectives exceptionnelles pour accélérer le mouvement de recherche de la survie de notre Etat national et de la société civile dans son ensemble.

Par notre lutte politique, nous avons tenté de mettre en lumière la question du gouvernement, de l'Etat et de la Constitution sous des formes diverses. La question de l'Assemblée constituante a toujours été au centre de nos perspectives politiques. Nous avons clairement montré à diverses occasions que seule une Constitution fondée sur les aspirations du peuple pouvait sauver son existence même. La Constitution de 1972 ne correspond pas à cela. La Constitution de 1972 est aussi devenue un chiffon de papier du fait des innombrables amendements que les militaires et les dirigeants autocratiques y ont apportés.

Nous ne sommes pas un groupe isolé. Nous sommes les héritiers du communisme. Mais nous sommes également convaincus que sans réflexion sur les questions fondamentales dans le but d'atteindre une compréhension commune et un accord commun, sans comprendre la volonté et les aspirations du peuple, il n'est pas possible de construire un courant politique alternatif.

Qu'observons-nous aujourd'hui ? L'arène politique est submergée par la corruption. Les religions sont utilisées pour obtenir des voix. Les musulmans, les hindous, les chrétiens, les bouddhistes et tous les autres groupes ethniques du Bangladesh ne doivent pas oublier que l'indépendance du Bangladesh n'a pas été obtenue par le biais des religions. Nous avons enterré les séquelles de la théorie des deux nations sous le sol du Bangladesh en 1971. Toutes les fractions de la classe dominante utilisent la religion comme un outil pour obtenir des voix. Le mouvement des travailleurs, des paysans, des étudiants ont été historiquement des mouvements anticommunalistes. La perpétuation de cette tradition est de notre responsabilité.

Le mouvement syndical a toujours été à l'avant-garde du combat du peuple. Le combat pour l'unité des syndicats a forcé à de nombreuses reprises le gouvernement à faire retraite sur la question des privatisations et a permis de défendre les droits des travailleurs. Il nous faut défendre plus que jamais l'indépendance des syndicats.

Les gens s'organisent toujours face au militarisme et cherchent des alternatives pour résister (y compris par les armes). La naissance du Bangladesh en est un exemple typique.

Ce n'est pas là un défi qui ne concerne que nous. Cela se passe dans le monde entier. Une lutte permanente se déroule à travers le monde. Les forces et les partis qui défendent leurs peuples organisent la contre-offensive dans le cadre de l'Entente. Nous ne pouvons nous mettre à part de cette lutte. C'est là notre responsabilité. Nous voulons être et nous serons une composante de l'Entente dont nous pensons qu'elle permettra d'accélérer le combat pour notre survie comme nation indépendante.

On est en train de détruire l'infrastructure industrielle du pays. La cupidité du capital financier international menace notre industrie, notre agriculture et même nos ressources financières. Nous allons bientôt voir les investissements internationaux investir notre agriculture. Il n'y a pas de contrôle, même virtuel, de notre gouvernement sur les secteurs financiers. Notre budget national, les impôts, le programme de développement annuel sont contrôlés et déterminés par la Banque mondiale et le FMI. La domination totale des Etats-Unis a été établie par la création de l'APEC, l'ASEAN, la SAARC. Nous voyons émerger une nouvelle dimension de la relation Nord-Sud. La destruction des droits des travailleurs est le résultat direct de la "globalisation" au niveau mondial. Une organisation comme l'OIT est à présent devenue un instrument de l'OMC. C'est là une situation intolérable. Les industries du Bangladesh sont remises aux mains du privé sous prétexte de déficits truqués. Les mouvements contre la privatisation sont réprimés à coups de fusil. Les syndicats sont en voie de destruction et leur indépendance mise en cause.

Dans toutes les conférences mondiales organisées par les Nations unies, la souveraineté des Etats nationaux est déniée. Cela a été en particulier le cas lors du "sommet social". Nous devons décider nous-mêmes de la défense contre la famine, contre la destruction de l'environnement, du développement des ressources humaines et de l'émancipation des femmes, en arrachant ces questions majeures des griffes des politiciens internationaux qui font commerce de notre pauvreté. Nous devons décider si oui non nous contrôlerons notre avenir ou s'il sera déterminé par les Nations unies ou le G 7.

Nous avons d'importants ressources minières et de grandes capacités humaines. Nous devons formuler notre avenir en gardant à l'esprit l'immense réservoir de ressources humaines qui est le nôtre, afin de faire face à l'assaut du capital financier international. Nous assistons depuis peu à de grandes manœuvres pour diviser notre pays en différentes zones qui seraient réparties entre les différents géants du pétrole dans le monde. Nous avons assisté aux querelles et à la bataille entre les grosses compagnies américaines et européennes qui ont eu lieu à Dacca concernant nos ressources minières. Ils se disputent entre eux comme des vautours autour de cadavres. Nous avons vu arriver des grands de ce monde, comme Dick Cheney, l'ancien ministre de la Défense américain, John Major, l'ancien Premier ministre britannique, et des dizaines d'anciens diplomates américains et européens au Bangladesh. Ils n'étaient pas là en tant que diplomates, mais comme conseillers des différentes compagnies pétrolières. Nous avons assisté au désastre de Magurchara. L'incendie déclenché par la compagnie américaine Occidental dure depuis huit mois. Toute la région de Sylthet est coupée du reste du pays. Les infrastructures de communication, y compris les routes et le chemin de fer, ont été coupées. Des centaines et des milliers de gens se sont retrouvés sans logis. Les pertes, qui incluent les ressources forestières, vont atteindre des milliards de dollars. Personne ne sait quand les communications ferroviaires et routières seront rétablies totalement dans cette zone, qu'on appelle la petite Angleterre. L'histoire ne s'arrête pas là. La semaine dernière la compagnie d'assassins Occidental a quitté le pays sur la pointe des pieds, sans même fermer le puits qui a explosé. Le gouvernement est impuissant et ne peut rien dire contre la compagnie "américaine". Il est douteux qu'il y ait une clause de compensation dans l'accord passé, parce qu'aucune initiative n'a été prise à ce stade pour demander des compensations à cette compagnie.

La distribution et la vente des fertilisants produits localement sont organisées par une compagnie américaine. La production et la distribution d'eau à Dacca sont en train de passer dans les mains des multinationales. De même, la collecte des péages du pont d'Imuna a été donnée à une compagnie étrangère. Les chemins de fer, qui sont le moyen de communication le moins cher, sont démantelés et privatisés.

Face à cela, nous devons élaborer notre propre politique, une politique créative, humaine. Au cœur de notre politique, il y aura le soutien et le rassemblement massif du peuple. Nous voulons en finir avec les obstacles à la vie de la nation. Nous devons développer une lutte incessante contre la répression et les tentatives d'intimidation à travers le pays. Pour cela, nous avons besoin d'un mouvement politique nouveau, un nouveau "parti politique". Nous voulons prendre la responsabilité de construire un Etat démocratique. Pour atteindre ce but et assumer nos responsabilités, nous devons construire un mouvement d'ouvriers et de paysans contre l'offensive du capital financier international. C'est ainsi que la classe ouvrière s'émancipera définitivement comme "classe". Nous ne croyons pas à un parti restreint, qui ne voudrait que des individus préalablement définis comme "communistes". Nous voulons un rassemblement de masse. Personne ne naît communiste ou de gauche ou même démocrate. La position de chaque individu est déterminée par son combat politique et par le fait qu'il assume ses responsabilités historiques. Allons vers le peuple et demandons-lui de ne pas se diviser pour être l'otage des grands partis. Appelons-en au peuple pour le combat contre la régression et l'oppression. Pour construire l'avenir du Bangladesh, assumons honnêtement nos responsabilités individuelles et, ainsi, nous pourrons assumer les désirs et les rêves qui nous tiennent à cœur.

Venez discuter avec nous de la construction de ce parti qui répondra aux aspirations des masses laborieuses du Bangladesh. Nous formulerons le programme d'un tel parti sur la base de vos propositions. »

Conférence asiatique pour la défense des droits des travailleurs et des droits démocratiques

Le congrès constitutif du Parti démocratique des travailleurs du Bangladesh doit se tenir à Dacca, le 29 mai 1998. A cette occasion, les responsables et militants qui organisent ce congrès ont lancé un appel en direction de toutes les organisations ouvrières et anti-impérialistes d'Asie pour que se tienne à Dacca, immédiatement avant le congrès, à l'échelle du continent, une première rencontre de délégués, de responsables et militants de différents pays d'Asie, pour étudier ensemble les moyens de faire face à l'offensive sauvage, déchaînée contre tous les peuples d'Asie, à la suite de "la crise financière asiatique" et sur la nécessité de défendre l'indépendance des organisations de la classe ouvrière.

L'appel à cette conférence part du fait que ce qui se développe aujourd'hui, à l'échelle du continent, c'est

> *« un assaut sans précédent des multinationales et des institutions financières internationales contre tous les peuples d'Asie (...). La crise, qui avait commencé en Asie sous la forme d'une crise financière entraînant la chute successive des monnaies de la région, revient maintenant à son point de départ, comme une crise sociale, destructrice. Au nom de la mondialisation, les peuples doivent payer pour la banqueroute, dont sont responsables les principales puissances financières.*
>
> *Officiellement, l'évaluation des conséquences immédiates, pour 1998, en termes d'emplois perdus, est de : Thaïlande, 2 millions, Corée du Sud, 3 millions, Indonésie, 9 millions, Chine, 11 à 15 millions. Un pays comme le nôtre est parfois présenté comme échappant à ce désastre parce qu'il est moins intégré à l'économie mondiale. Qu'en est-il en réalité ?*
>
> *Plus que jamais auparavant, dans les conditions de la crise d'ensemble, le FMI et la Banque mondiale mettent en œuvre les "plans d'ajustement structurel", qui conduisent à la destruction totale de l'industrie du jute qui constituait la colonne vertébrale de l'économie du Bangladesh : 50 % de la population, directement ou indirectement, dépendent de cette industrie (...).*
>
> *En accord avec les besoins des multinationales et des institutions financières mondiales, le Bangladesh est démembré : des accords régionaux sont passés entre le Bangladesh et des Etats de l'Inde — comme l'Assam, le Tripura et le Bengale occidental — sans passer par le gouvernement fédéral de l'Inde.*
>
> *Les ponts sur nos autoroutes sont gérés par des compagnies américaines qui perçoivent les droits de péage, ce qui veut dire que l'ensemble de la circulation routière au Bangladesh est taxé au profit de compagnies étrangères. Nous savons que ce n'est pas là le sort du seul Bangladesh.*

Peut-il y avoir un terrain commun avec le FMI ?

Les dirigeants de la centrale syndicale coréenne, KCTU, ont demandé à avoir une discussion avec le FMI. Ils ont dit à son directeur général, Michel Camdessus : "Vous exigez plus de flexibilité, mais le marché du travail en Corée est un des plus flexibles du monde. 45 % des emplois sont des emplois partiels ou précaires. Vous dites à propos de la Corée que les emplois sont des emplois garantis à vie, mais en fait, les contrats à durée indéterminée ne couvrent que 4,4 % de la force de travail. 33 % seulement des travailleurs touchent une allocation de chômage. Aussi nous ne pouvons accepter de laisser faire des licenciements massifs."

Mais la réponse fut que la précondition à toute discussion ne pouvait être que des licenciements, encore des licenciements, toujours des licenciements.

Nous avons besoin de nos propres organisations

Ce qui est en jeu pour nous tous, pour tous nos pays, c'est la destruction des moyens mêmes de notre existence, le démembrement de nos nations. Les multinationales et leurs représentants, après s'être vantés d'un prétendu "miracle asiatique" *dû à notre travail et à nos souffrances, veulent aujourd'hui accroître encore ces souffrances sous le prétexte de récupérer les pertes dont nos peuples ne sont en rien responsables. C'est pourquoi leur premier objectif est d'attaquer les organisations syndicales, de tenter de leur imposer une association avec les ennemis de ceux que les syndicats représentent, les travailleurs. En fait, ils visent à détruire ces organisations.*

C'est pourquoi nous devons nous unir pour défendre nos droits, pour défendre nos organisations. C'est le sens de cette invitation. »

Cet appel, qui avait été signé par les principaux organisateurs du congrès pour la constitution d'un parti ouvrier au Bangladesh, a, depuis, reçu l'appui de responsables syndicaux et politiques de l'Inde (de Bombay et de Calcutta), de Hong-Kong, du Sri Lanka, d'Australie, du Pakistan, de Taiwan, d'Iran et de Thaïlande.

Santiago du Chili : halte aux privatisations et à la déréglementation !

Dans le rapport sur la situation mondiale, préparatoire au congrès mondial de la IVe Internationale, la question est posée :

"La classe ouvrière a-t-elle la capacité de s'opposer à ce cours de destruction (...). Il faut prendre en compte le rôle des appareils, mais aussi des manifestations réelles et indiscutables de la recherche des voies de la résistance qui s'exprime non seulement sur le plan de la lutte de classe directe, mais qui se réfracte à l'intérieur des organisations ouvrières."

Cette recherche des voies de la résistance ne peut se développer qu'en intégrant dans le cas de chaque pays la dimension internationale. L'activité menée dans le cadre de l'Entente et à laquelle — appliquant ainsi le programme et les principes de la IVe Internationale — les sections de la IVe Internationale participent pleinement, à égalité de droits et de devoirs avec tous ceux qui se situent sur le terrain de l'indépendance de classe, a pour but de constituer des points d'appui à cette résistance.

Cela s'est manifesté, par exemple, dans la conférence de San Francisco, par la réalisation du front unique avec l'appareil de l'AFL-CIO contre les conséquences anti-ouvrières et socialement régressives des traités de libre commerce.

La décision prise en commun par toutes les forces participant à la conférence de San Francisco a été appliquée. Lors du sommet gouvernemental tenu à Santiago du Chili sous la houlette de Clinton, une délégation mandatée par la conférence de San Francisco était présente. Dans une conférence de presse, elle a déclaré :

« Malgré l'opposition manifestée par les travailleurs et les peuples, bien que les travailleurs des Etats-Unis, avec leurs syndicats, aient fait échouer le fast track *par lequel le président des Etats-Unis, Bill Clinton, voulait obtenir les pleins pouvoirs pour signer les accords de libre*

commerce, les chefs d'Etat de tout le continent américain, réunis à Santiago du Chili, les 18 et 19 avril, prétendent établir l'ALEA (accord de libre commerce des Amériques).

Qu'est-ce que l'ALEA ? Ce projet est issu de "l'initiative des Amériques" de l'ancien président des Etats-Unis, George Bush. Il a été lancé au sommet des chefs d'Etat réuni à Miami en décembre 1994, par l'actuel président nord-américain, Bill Clinton. Il a pour objectif de former un "marché unique depuis l'Alaska jusqu'à la Patagonie", afin "d'inclure tous les pays du continent dans l'économie mondiale".

Tous les travailleurs, tous les peuples d'Amérique du Sud, du Nord et des Caraïbes ne pourraient que se féliciter du développement d'une coopération fraternelle, mutuellement profitable, entre toutes les nations et tous les peuples d'Amérique. Mais est-ce de cela qu'il s'agit ? Peut-on considérer ce projet d'accord comme positif pour les pays et peuples d'Amérique, comme le moyen pour avancer vers plus de justice sociale ? Peut-on espérer que ce nouvel accord apporte des solutions aux terribles maux dont pâtissent nos pays, les travailleurs et les peuples ? Des maux qui ont un nom : chômage, misère, non-respect des droits sociaux et des droits de l'homme, travail des enfants, travail forcé, drogue et prostitution, discrimination raciale, discrimination de la femme, attaque contre les droits du travail, hyperconcentration des revenus, dette extérieure, désastre écologique...

Il existe déjà un précédent : l'ALENA, l'accord de libre commerce signé entre les Etats-Unis, le Mexique et le Canada en 1994. Quelles sont les conséquences concrètes pour les travailleurs des Etats-Unis, du Mexique et du Canada de cet accord signé il y a quatre ans ?

Aux Etats-Unis, plus de six cent mille emplois ont été supprimés dans l'industrie. Des centaines de milliers d'autres emplois ont été supprimés au Canada. Il s'agit toujours d'emplois avec des garanties de statut et des conventions collectives.

Au Mexique, depuis l'entrée dans l'ALENA, plus de 2 700 maquiladoras *ont surgi, en particulier, dans les régions frontalières de Basse-Californie et de Chihuahua. Dans ces usines, qui sont de véritables camps de travail forcé, plus de cinq cent mille travailleurs, en majorité des femmes, sont soumis à une exploitation horrible, pour des salaires de misère, sans droits, sans garanties.*

Le résultat : moins d'emplois et plus de faim de chaque côté de la frontière.

Pacte andin, Mercosur, Caricom, APEC, ALEA. L'argument est toujours le même : intégrer de nouveaux pays dans l'économie mondiale.

Dénoncer la convention 158 de l'OIT sur le licenciement, sous prétexte que "le fait d'être parmi les seuls du Mercosur a avoir signé cette convention met le Brésil en état d'infériorité face à ses rivaux", *comme l'a dit le président du Brésil, Fernando Henrique Cardoso, est-ce cela "s'intégrer à l'économie mondiale" ?*

Des centaines de milliers d'emplois garantis par des statuts et des conventions collectives ont été supprimés en Argentine, au profit de 25 000 "emplois" créés entre mars et octobre 1997, tous emplois déréglementés, emplois temporaires de trois à cinq mois, pour des salaires inférieurs de sept à huit fois au minimum vital reconnu. Est-ce cela "s'intégrer à l'économie mondiale" ?

Refuser à des centaines de milliers de travailleurs sans terre au Brésil une terre pour cultiver et vivre dignement, est-ce "s'intégrer dans l'économie mondiale" ? Le fait qu'un pourcentage croissant de la population active du Chili ait un travail précaire et temporaire, est-ce "s'intégrer à l'économie mondiale" ?

Privatiser la Sécurité sociale et le régime des retraites, les services publics d'électricité, des chemins de fer, les services de télécommunications, privatiser les compagnies publiques de pétrole, ainsi que des centaines d'autres entreprises d'Etat, comme Siderperu, Pesca-Peru, comme Vale do Rio Doce, Volta Redonda, Usiminas, au Brésil, transférer toujours plus l'extraction du cuivre aux mains des multinationales au Chili... Est-ce cela "s'intégrer à l'économie mondiale" ? (...).

Il y a urgence !

Comme nous l'avons démontré, loin d'offrir une possibilité pour les peuples et nations de notre continent, l'ALEA est une menace d'une gravité sans précédent

pour tous les travailleurs, les peuples, et sur la souveraineté nationale de tous les Etats. Les efforts les plus grands doivent donc être faits pour regrouper, unir et renforcer le combat contre ce projet de traité dangereux.

C'est pourquoi nous proposons à tous les comités constitués à partir de l'appel de San Francisco, à tous les travailleurs, jeunes, syndicalistes, députés qui vont manifester à l'occasion de la lutte continentale contre l'ALEA et les privatisations, de poursuivre le combat engagé :

– en s'adressant aux gouvernements, aux représentations nationales dans chaque pays pour dénoncer les conséquences de l'ALENA et de l'ALEA, en leur exprimant l'opposition des peuples et des travailleurs à ces traités ;

– en établissant dans chaque pays le Livre noir de l'ALENA, de son extension, l'ALEA et des privatisations ;

– en s'adressant à tous les syndicats, partis ouvriers et démocratiques et organisations populaires, à tous les défenseurs des droits sociaux, démocratiques et de la souveraineté nationale, pour qu'ils se joignent à ce combat ;

– en se constituant sur cette base en comités de lutte contre l'ALEA, l'AMI et les privatisations. ***Non au TLC ! Non à l'ALEA ! Halte aux privatisations et à la déréglementation ! »***

Santiago du Chili, 13 avril 1998

Pour le comité de suivi de la conférence de San Francisco :

Eddie Rosario, membre de l'AFL-CIO de Californie (Etats-Unis) ; **Julio Turra,** membre du comité exécutif de la CUT (Brésil) **; Luis Mesina,** directeur RR II-CSTEBA (Chili) ; **Erwin Salazar,** secrétaire général de l'USTM-CGTP (Pérou).

Algérie : conférence nationale pour la paix et la fraternité

Le délégué d'Algérie à la conférence d'Abidjan avait montré comment, en Algérie, la dislocation sociale et les coups portés contre le secteur public avaient nourri la situation dramatique dans laquelle se trouvait le peuple algérien.

Le Parti des travailleurs, face à cette situation, a pris l'initiative de lancer un appel à une conférence nationale pour la paix et la fraternité.

"La nation algérienne traverse la période la plus dangereuse de son existence"

"Le peuple algérien est meurtri : massacres, répression, confiscation des libertés, misère grandissante, absence totale de perspective d'avenir sont des constantes nationales.

Qu'on l'appelle guerre ou terrorisme, ce conflit monstrueux qui gangrène notre pays a pour unique cible le peuple algérien, la nation algérienne. Aujourd'hui, nul ne peut nier que pour préserver leur existence, leur intégrité, la nation algérienne, le peuple algérien ont un besoin urgent de la paix, que cessent les violences.

Sur tous les plans, politique, économique et sécuritaire, à la dégradation vertigineuse source de désespoir et de violence, vient d'ajouter un constat établi : il existe désormais deux Algéries, celle d'une minorité protégée et des zones d'exclusion, et celle de la majorité livrée à la violence armée, à toutes les privations et qui voit chaque jour s'atténuer l'espoir de pouvoir revivre dans la paix,

dans la dignité, du produit d'un travail stable, de scolariser tous ses enfants, les soigner, leur assurer un avenir (...).

Quelles que soient les divergences politiques, les régions, la langue maternelle de chacune et chacun, la fraternité doit prévaloir, car ensemble, nous pouvons organiser la défense de la nation algérienne, dégager les solutions politiques et pacifiques pour faire cesser l'effusion de sang, les soumettre au peuple algérien, car il s'agit de son sort et il doit en être le maître.

En recherchant, dans la fraternité et le respect des opinions de chacun, les voies pour restaurer la paix, nous œuvrerons pour mettre fin au calvaire du peuple algérien, nous jetterons les bases pour instaurer la démocratie véritable, l'expression de la souveraineté du peuple.

Nous sommes tous interpellés.

L'histoire, qui a enregistré les sacrifices immenses de nos parents pour nous doter d'une nation souveraine, nous assurer un avenir, nous jugera.

Nous sommes redevables envers les générations futures de la même dette. L'Algérie est notre pays. Nous n'en avons pas d'autre, nous n'en aurons pas d'autre.

Pour la préserver, pour construire l'avenir, pour restituer l'espoir, organisons ensemble une conférence nationale algérienne, pour la paix et la fraternité, afin que soit instaurée la démocratie."

Soixante mille Algériennes et Algériens ont signé cet appel. Au moment où ce numéro de *La Vérité* va être mis sous presse, cette conférence se tient à Alger, réunissant plus de 300 délégués et de nombreuses personnalités.

Point de vue

A propos d'*Impostures intellectuelles*, d'Alan Sokal et Jean Bricmont

Par Pierre RIVIÈRE

Impostures intellectuelles (1) raconte l'histoire d'un canular des plus cocasses, mais dont le message est des plus sérieux ; ses auteurs, Alan Sokal, professeur de physique à New York, et Jean Bricmont, professeur de physique théorique à l'université de Louvain, y dénoncent *"l'abus réitéré de concepts et de termes provenant des sciences physico-mathématiques"* chez un certain nombre d'intellectuels célèbres, français et américains, et mettent en évidence *"certaines confusions mentales qui portent à la fois sur le contenu de leur discours scientifique et sur leur philosophie" ;* ils s'offrent avec ce livre, chapitre après chapitre et pour chacun des intellectuels cités, le temps et l'espace de justifier avec brio chacune de leurs affirmations.

Le présent article se limite à présenter le canular qui est à l'origine du livre et à commenter le chapitre de celui-ci consacré à Lacan.

UN CANULAR DES PLUS COCASSES

Alan Sokal, lassé et irrité par l'évolution intellectuelle de certains milieux universitaires américains, a donc décidé, en 1996, de réagir face à ce

> *« courant intellectuel très en vogue aux Etats-Unis dans les secteurs littéraires et les sciences humaines, courant dit "post-moderniste", caractérisé par le rejet plus ou moins explicite de la tradition rationaliste des Lumières (...) et qui traite les sciences comme des narrations ou comme des constructions sociales ».*

C'est donc pour réagir à ce phénomène qu'il a monté ce canular et qu'il a, selon ses propres termes,

(1) Editions Odile Jacob, 1997.

« tenté une expérience non scientifique mais originale : soumettre à une revue culturelle américaine à la mode, Social Text, *une parodie du genre de littérature que nous avons vu proliférer, pour voir s'ils allaient la publier (sans dire aux éditeurs, bien sûr, qu'il s'agissait d'une parodie). L'article, intitulé : "Transgresser les frontières : vers une herméneutique transformative de la gravitation quantique", est bourré d'absurdités et d'illogismes flagrants et, de plus, affiche un relativisme cognitif extrême : il commence par tourner en ridicule le "dogme" dépassé selon lequel* "il existe un monde extérieur à notre conscience, dont les propriétés sont indépendantes de tout individu et même de l'humanité tout entière" *et affirme catégoriquement que "la réalité" physique, tout autant que la "réalité" sociale, est fondamentalement une construction linguistique et sociale. Se fondant ensuite sur des raisonnements d'une logique ahurissante, il arrive à la conclusion que* "le > < d'Euclide et le G de Newton, qu'on croyait jadis constants et universels, sont maintenant perçus dans leur inéluctable historicité". *Le reste est du même tonneau (...). »*

Alan Sokal et Jean Bricmont poursuivent :

"Et pourtant, l'article a été publié dans un numéro spécial conçu comme une réponse aux critiques émises par certains scientifiques à l'encontre de l'attitude postmoderne. Il était difficile pour les éditeurs de Social Text, *de se livrer à une autoréfutation plus radicale qu'en publiant cet article, et dans un numéro spécial !*

Ce canular a immédiatement été dévoilé par Sokal lui-même et, après que l'affaire eut été amplifiée par les médias, il a suscité un grand nombre de réactions dans le monde anglo-saxon et au-delà."

En France en particulier (ainsi qu'en témoigne la vive controverse à laquelle nous avons assisté depuis dans *Libération* et dans *Le Monde*).

Pourquoi en France ? Parce que cette parodie a été construite autour des citations d'auteurs éminents tels que Jacques Lacan, Gilles Deleuze, Jacques Derrida, Félix Guattari, Michel Serres et... quelques autres, qui figurent au nombre des intellectuels français *"les plus renommés de notre époque"* et dont l'œuvre a été — nous disent les auteurs — *"un important produit d'exportation, surtout vers les Etats-Unis"*. En fait, tout l'article canular de Sokal n'est qu'un *"ciment"* (dont la logique est intentionnellement fantaisiste) reliant les citations entre elles.

Une fois le canular de Sokal dévoilé, ce fut bien sûr le tollé du côté des intellectuels Français et, en particulier, du côté des défenseurs de Lacan. Mais avant d'aborder le chapitre que les auteurs consacrent à ce psychanalyste, il est utile de revenir un instant sur la question de *"l'existence ou non d'un monde extérieur à notre conscience"* et sur le mouvement des Lumières. Lorsque les auteurs de ce canular et de ce livre dénoncent cette conception prétendument scientifique qui voudrait qu'il n'existe aucun monde qui soit extérieur à notre conscience, les militants que nous sommes reconnaissent là une des questions fondamentales qui opposent depuis toujours les philosophies matérialistes et idéalistes. La position dénoncée dans le canular est, presque mot pour mot, celle de l'évêque Berkeley (1685-1753), qui fut l'un des philosophes les plus résolument idéalistes et antimatérialistes. Pour lui, la *"chose en elle-même"* n'existe pas ; seule existe la conscience que nous en avons, et la *"réalité physique ou sociale"* n'existe donc pour lui que comme *"construction linguistique"*. Sur ces discussions classiques, le lecteur lira (ou relira) *Matérialisme et empirio-criticisme*, que Lénine écrivit en 1908 ; et il y trouvera, entre autres (commentés par Lénine), de larges extraits de l'œuvre de Berkeley.

OBSCURANTISME ET "LUMIÈRES" HIER ET AUJOURD'HUI

Le mouvement dit des Lumières est né chez les intellectuels révolutionnaires du XVIII[e] siècle (Voltaire, Rousseau, Diderot...). Il a représenté, à cette époque où les bourgeoisies européennes s'apprêtaient à monter à la conquête du pouvoir politique, le besoin de celles-ci de libérer (au profit de l'industrialisation alors

naissante) les savoir-faire techniques et les savoirs scientifiques. Profondément attaché au vieux monde, l'obscurantisme religieux (et l'obscurantisme sous toutes ses formes) s'est vivement opposé au mouvement des Lumières. Cette opposition, qui est donc née au milieu du XVIII[e] siècle, sévit toujours aujourd'hui, même si la question se pose en d'autres termes, parce que nous vivons dans une tout autre époque : celle de la désindustrialisation, de la mondialisation et de la déréglementation qui caractérisent aujourd'hui le mode de production capitaliste entré dans la phase ultime de son déclin.

La recherche scientifique, par exemple, parce qu'elle est soumise aux exigences de la désindustrialisation et de la spéculation effrénée, se trouve de plus en plus muselée et tend à perdre toute liberté. Quant aux sciences dites «humaines» (économie, sociologie, psychologie, ethnologie, anthropologie, linguistique, etc.) trop dévouées qu'elles sont, parfois même à leur insu, à justifier l'actuel "vieux monde" tel qu'il est, se trouvent le plus souvent bien incapables d'avancées véritablement scientifiques.

Il y a un peu plus de vingt ans de cela, Pierre Fougeyrollas a publié sur ces questions *Trois Essais sur l'obscurantisme contemporain : contre Lévi-Strauss, Lacan et Althusser (Savelli, éditeur, 1976)*. Il y a mis en évidence, justement, que l'obscurantisme d'aujourd'hui peut prendre la forme de théories, qui, pour *"subtiles ou réputées telles"* qu'elles peuvent être, n'en représentent pas moins des formes de l'obscurantisme réactionnaire contemporain, même lorsqu'elles sont élaborées par des intellectuels dits "de gauche". Prenant dans l'un de ces essais la défense de la démarche de Freud dans ce qu'elle représente, scientifiquement parlant (et malgré ses contradictions), de positif et même de révolutionnaire pour l'étude du psychisme et de la psychologie en général, Fougeyrollas a épinglé, dès les années 70, Jacques Lacan, psychanalyste français célèbre et influent, en particulier dans l'intelligentsia française "de gauche". Celui-là même, et ce n'est pas un hasard, que nous retrouvons ici dans le canular de Sokal et auquel le livre de Sokal et Bricmont consacre un chapitre fort intéressant .

LACAN ET LE "POSTMODERNISME"

Les auteurs d'*Impostures intellectuelles* terminent ainsi ce chapitre consacré à Lacan : ses défenseurs, disent-ils,

> *« ont tendance à se replier sur une stratégie (...) de ni/ni : ces écrits ne doivent pas être évalués ni comme discours scientifique, ni comme raisonnement philosophique, ni comme œuvre poétique, ni... On se trouve alors en face de ce qu'on pourrait appeler un "mysticisme laïque" : mysticisme, parce que le discours cherche à produire des effets mentaux qui ne sont pas purement esthétiques, laïque, parce que les références culturelles (Kant, Hegel, Marx, Freud, mathématiques, littérature contemporaine...) n'ont rien à voir avec les religions traditionnelles et permettent d'attirer le lecteur moderne. Par ailleurs, les écrits de Lacan deviennent, avec le temps, de plus en plus cryptiques — caractéristique commune à beaucoup de textes sacrés — en combinant les jeux de mots et la syntaxe fracturée ; ils servent de base à l'exégèse révérentieuse de ses disciples. On peut légitimement se demander si l'on a pas quand même affaire à une nouvelle religion. »*

La volonté de clarification dont témoignent les auteurs de ce livre me paraît pertinente. En cette période ou l'apport décisif de Freud à l'étude du psychisme (sur lequel nous dirons quelques mots plus loin) recommence à être violemment mis en question, il est temps de rendre à Freud l'acquis qui lui revient et de montrer comment, en fait, Lacan, tout en prônant le "retour à Freud", dévoie le sens scientifique de sa démarche.

Concernant le retour de l'offensive contre Freud et la démarche psychanalytique, il faut comprendre qu'elle n'arrive pas à n'importe quel moment, mais à celui justement où, en France, la Sécurité sociale est, dans les textes, détruite et en cours de remplacemnt par "un filet minimal de protection" pour tous (le reste étant à cou-

vrir par des assurances privées). Or l'adaptation des pratiques médicales aux exigences mondialisées des grands trusts internationnaux des assurances santé privées ne permet plus aux médecins de penser librement.

Ainsi, dans les plus hautes sphères politico-médicales de l'OMS, par exemple, comme du côté des pouvoirs publics en France, il existe de formidables pressions pour réduire la pratique psychiatrique à une tâche d'auxiliaire ou d'aide à la gestion sociale (et au moindre coût) des "handicaps". La loi votée en 1996 à l'unanimité au Parlement et qui tend à assimiler l'autisme à un handicap en est un exemple, puisque le Parlement a cherché ainsi à s'octroyer le droit de légiférer pour définir une maladie, à la place du corps médical.

Qu'importe la psychanalyse quand il ne s'agit plus de soigner, et encore moins de chercher à comprendre des maladies mentales comme les psychoses, qui nous sont encore en grande partie inconnues. Il faut savoir que les classifications internationales officielles des maladies dont les pouvoirs publics tendent à imposer l'usage aux médecins refusent toute référence au terme de névrose, par exemple, et que les maladies psychiatriques s'y retrouvent, comme du temps d'avant Freud, quasiment réduites à la constatation de comportements non conformes aux normes sociales et morales de la société (2).

Et, bien évidemment, dans ce nivellement et cette réduction des pratiques médicales il n'y a plus beaucoup de place pour des thérapeutiques issues de la psychanalyse que l'on cherche alors à faire passer pour un ensemble de pratiques mystiques sans assise scientifique sérieuse, d'autant plus facilement que certains successeurs de Freud ouvrent, hélas ! eux-mêmes la porte à ces dangereuses confusions.

LA DÉMARCHE DE FREUD SE VEUT DÉLIBÉRÉMENT SCIENTIFIQUE

Or la démarche de Freud se veut délibérément scientifique. Avant lui, la neurologie était scientifiquement assez développée pour pouvoir affirmer que les patients névrosés hystériques, souffrant, du fait de cette maladie, de paralysies, n'avaient aucune lésion décelable du système nerveux ; mais, de ce fait, la médecine classait ces malades dans la catégories des "menteurs"... et ils étaient traités comme tels. Ce que Freud a réussi à élaborer est une nouvelle conception des maladies psychiatriques qui permet aux médecins de dépasser, jusque dans leurs pratiques, cette ancienne conception "morale" qui était alors la leur. Sa démarche est scientifique en ce sens qu'elle n'isole le psychisme ni de ses liens avec le système nerveux ni de ses liens avec les contradictions de la réalité sociale. Et Freud, qui avait conscience de l'importance scientifique de son œuvre (même s'il n'a pas toujours été constant dans ce domaine), a toujours manifesté le souci d'éviter que ses théories ne soient amalgamées avec une quelconque conception mystique ou religieuse (3).

---

(2) Les enjeux sont ici considérables : il existe en France, cinq cent mille malades souffrant de psychoses, dont la moitié (250 000) n'ont pas accès à un psychiatre. Comment les pouvoirs publics vont-ils les "classer" ? Le bon sens dirait : comme deux cent cinquante patients auxquels il faudrait garantir un accès aux soins dignes de notre époque. Pour nos gouvernants, il en va tout autrement : comme cinq cent mille "handicapés" (mentaux et/ou sociaux) pour lesquels le nombre actuel (et à l'évidence insuffisant) de psychiatres doit cependant suffire, s'ils collaborent avec les services sociaux, à les intégrer à la prétendue "normalité" de l'absence d'hôpitaux, de soins, de travail, de droits, MM. Juppé et Jospin n'ont aucune divergence sur la question (M. Evin, du temps ou il était ministre, appelait déjà cela une "politique de santé mentale des populations").

(3) Freud a mis en évidence l'existence de pensées inconscientes et leur lien avec la sexualité infantile. Il a montré qu'elles étaient inconscientes, mais actives, au sens ou elles pourraient, sinon expliquer, au moins éclairer certaines de nos conduites. Il a élaboré une conception du psychisme qui montre comment les interdits moraux de la société se reflètent dans le psychisme et de quelle manière : en étant intériorisés (surmoi), c'est-à-dire qu'ils finissent par être vécus comme une interdiction personnelle qui agit comme pour son propre compte. Il a mis en évidence la contradiction, le conflit entre ces interdits moraux intériorisés et les pulsions, c'est-à-dire la force psychique des instincts (le reflet psychique des tendances animales de l'homme). Il a mis en évidence que ce conflit a toujours à la fois tendance à remonter à la surface de la conscience et qu'il est insupportable à la conscience. Il a postulé pour cela

Lacan, lui, a acquis une réputation dans l'intelligentsia française en s'opposant à la rigidité guindée des associations psychanalytiques française et internationale et en critiquant l'utilisation normalisatrice (des comportements) que les psychanalystes américains faisaient de leur pratiques. Nous limiterons ici notre réflexion à l'un des points fondamentaux sur lequel Lacan s'oppose à Freud, et nous verrons comment une telle divergence ouvre la voie à bien des dévoiements de l'œuvre freudienne, en particulier à sa récupération par l'obscurantisme religieux. Ce faisant, nous ne critiquons pas ici la pratique psychanalytique de ceux qui se réclament de Lacan ni de tout autre école psychanalytique ; nous proposons simplement d'ouvrir une discussion sur la nature scientifique ou non des fondements théoriques qui sous-tendent ces pratiques.

Le concept de "désir" chez Freud n'est pas facile à saisir parce que le mot désir est plus souvent utilisé par les philosophes que par les médecins. Freud nomme par là le mouvement qui, trouvant sa source dans les besoins instinctuels, met en œuvre le psychisme et recherche un "objet" pour être satisfait. Il s'agit donc pour lui de l'expression, dans le psychisme, du besoin. Freud établit des différences entre le besoin et le désir, mais une chose est claire pour lui : il ne nie pas le lien qui les lie ; il part de cette matérialité-là.

Pour Lacan, au contraire, le désir n'a plus rien à voir avec le besoin. Au départ du mouvement désirant, il n'y n'a plus, pour Lacan, aucune matérialité ni de près ni de loin. Le désir devient une entité abstraite donnée dès l'origine, qui ne serait issue de rien. Il aurait juste un pouvoir, celui de donner à l'homme son "humanité", et comme c'est justement par la parole adressée à quelqu'un que ce désir s'exprime, cela donne au langage un pouvoir privilégié, mystérieux et quasi divin. Même si Lacan aime en parler en termes, selon lui, scientifiques, parce qu'en référence au structuralisme *(voir encadré)*, le désir, comme la "structure", son "ordre" et sa "Loi" ont toujours dans sa conception ce statut mystérieux. Pour lui, l'homme est toujours à la recherche de l'objet de son désir, mais il ne peut pas le nommer. Il ne peut que partir à sa recherche... et trouver autre chose, sans jamais savoir ce qu'il recherche vraiment, tout en étant, pour ce faire, condamné à "la grâce" de parler. Les aspects philosophiques et antiscientifiques d'une telle conception deviennent dès lors caractérisables, et nous rejoignons ici les conclusions de Sokal et Bricmont. En termes plus "philosophiques", nous pouvons même dire que, pour Lacan, le drame "humanisant" de l'homme est qu'il ne peut rechercher l'objet de son désir que par la parole, alors que celle-ci ne peut que lui permettre de nommer autre chose que cette chose en elle-même (qui lui est à jamais interdite). Comment ne pas voir dans cette position le reflet, dans le monde de la psychanalyse, de l'interdit de Kant concernant la possibilité de connaître de la "chose en soi" (4), de cet interdit kantien qui proclama ainsi que, après s'être emparé du pouvoir politique, la bourgeoisie entendait bien mettre un terme justement aux ambitions, trop exorbitantes pour elle, comme pour Kant, du "mouvement des Lumières" ?

---

l'existence d'une force qui refoule, qui rend de nouveau inconscientes, les exigences pulsionnelles (instinctuelles) qui ont toujours tendance à exiger des objets propres à les satisfaire. Il a mis en évidence comment ce fonctionnement psychique s'articule avec l'utilisation par la pensée des représentants de mots, c'est-à-dire du langage, et il a découvert que nos pensées inconscientes instinctuelles, même refoulées, ont toujours tendance à réapparaître, à travers les ratés de notre expression langagière (les lapsus), à travers les mots d'esprit, les actes manqués ou les symptômes névrotiques (qu'ils soient banaux ou qu'ils rentrent dans un cadre pathologique). Il a enfin mis en œuvre des "psychothérapies", c'est-à-dire des traitements par la parole, qui, parce qu'ils ont permis à ces patients de dépasser ces symptômes névrotiques, ont apporté une validation pratique de ces conceptions. Ce faisant, Freud a fait sortir la psychologie de l'emprise de la morale bourgeoise, et pas seulement la psychologie, la neurologie aussi, qui, jusque-là, faute de pouvoir expliquer les paralysies hystériques, par exemple par des lésions anatomiques visibles, avait conclu que ces patients étaient des "menteurs".

(4) "Chose en soi", dont Kant, contrairement à Berkeley reconnaît l'existence, mais dont le lecteur lira dans *Matérialisme et empirio-criticisme*, de Lénine, que la paternité du concept en revient non à Kant, mais bien à l'évêque Berkeley, qui en parlait déjà quatorze ans avant la naissance de Kant, mais lui, pour réfuter la possibilité de "l'existence absolue des choses sensibles en soi".

Avec Freud (et tout en restant encore scientistes et positivistes), la psychologie et l'étude du psychisme avaient néanmoins commencé à se débarrasser du poids de la morale bourgeoise et de l'obscurantisme religieux ; avec le discours pseudo-scientifique de Lacan, une porte a été ouverte pour les y réintroduire. Sokal et Bricmont ont classé Lacan du côté des "postmodernistes" ; cette caractérisation était nécessaire.

Pierre Rivière

Freud et la religion

Dans *L'Avenir d'une illusion, Freud se pose à lui-même cette question : "Ne croyez-vous pas qu'il faut l'admettre : l'homme ne peut pas se passer de religion ?"* Il y répond ainsi : *«Nous n'avons pas d'autres moyens pour maîtriser nos instincts que notre intelligence (...). Ainsi en retirant à l'au-delà ses espérances ou en concentrant sur la vie terrestre toutes ses énergies libérées, l'homme parviendra sans doute à rendre la vie supportable à tous et la civilisation n'écrasera plus personne."*

Lacan : *"Nous vivons dans la création du verbe"*

"Avant toute expérience, avant toute déduction individuelle, avant même que s'y inscrivent les expériences collectives qui ne sont rapportables qu'aux besoins sociaux, quelque chose organise ce champ, en inscrit les lignes de force initiales (...) c'est la fonction classificatoire primaire.

Dès avant que des relations s'établissent qui soient proprement humaines, déjà certains rapports sont déterminés. (...) La nature fournit, pour dire le mot, des signifiants, et ces signifiants organisent de façon inaugurale les rapports humains, en donnent les structures et les modèlent" (*Séminaire,* livre XI).

"C'était bien le verbe qui était au commencement et nous vivons dans sa création , mais c'est l'action de notre esprit qui continue cette création en la renouvelant toujours" (Ecrits).

Le désir se situe dans la dépendance de la demande, laquelle, de s'articuler en signifiants, laisse un reste métonymique qui court sous elle, (...) élément qui est une condition à la fois absolue et insaisissable, élément qui s'appelle le désir. (...) La fonction du désir est résidu dernier de l'effet du signifiant (...) (Séminaire, livre XI).

Françoise Dolto (élève de Lacan) et le "*Verbe divin*"

"La Parole de Dieu nous est dite beaucoup plus par les enfants dont l'existence même est l'écriture en actes. Nos paroles dites par nos gosiers humains sont perception sonore, fioritures ou déchet du Verbe, dont toutes les langues sont l'ombre auditive» (L'Echec scolaire : essais sur l'éducation).

Il y a trente ans, mai 1968

La publication de ce numéro de *La Vérité* coïncide avec le trentième anniversaire de la grève générale de mai-juin 1968 en France.

Dans la presse française, la commération de l'événement fait couler beaucoup d'encre. Il s'agit, bien sûr, au nom de la "mort des idéologies", d'enterrer le puissant mouvement de la jeunesse et la grève générale ouvrière sous les affirmations, mille fois répétées, concernant les "utopies" qui se seraient alors emparées de la jeunesse et qui font de mai 1968 un événement unique, mais totalement dépassé, sans rapport avec la situation d'aujourd'hui..

La réalité politique et sociale de cet immense mouvement, qui secoua la Ve République jusque dans ses fondations, la réalité de la lutte des classes sont ainsi dissoutes dans un déluge d'affirmations aussi fausses que péremptoires.

Nous ne sommes certes pas en position d'endiguer ce déferlement médiatique. Mais cet acharnement à falsifier le contenu de mai 1968 a une signification précise : il s'agit de dire aujourd'hui qu'une fois les illusions dissipées, il faut se résigner, s'adapter, accompagner le cours des choses.

Aussi, la rédaction de *La Vérité* a-t-elle décidé de republier quelques extraits du livre de François de Massot, *La Grève générale (mai-juin 1968)*, paru en juin 1969, un an après la grève générale.

Ces extraits sont tirés du chapitre III (sur "La montée de la grève générale" et portent sur le déclenchement de la grève générale) et du chapitre VI ("Tout est possible"), qui traite des accords de Grenelle.

14 mai 1968 : la grève générale commence à Sud-Aviation (Nantes)

La préparation de la grève

Quelles sont les revendications particulières des travailleurs de Sud-Aviation ? La compensation totale de la perte de salaire ; pas de licenciements par la répartition des charges de travail ; 0,35 F d'augmentation uniforme ; embauche totale des ouvriers « en prêt » (il s'agit de personnel « loué » à l'usine par des officines de placement de la région nantaise, à des salaires très bas et sans garantie d'emploi). Depuis des semaines ces revendications ont été présentées à la direction. Les grèves tournantes se sont succédé sans aucun résultat.

Mais à Sud-Aviation, des militants révolutionnaires se sont regroupés et agissent. Certains d'entre eux, comme le militant trotskyste Yvon Rocton, se sont vu confier par leurs camarades de syndicat des postes responsables à la tête de la section horaire — la section ouvrière — du Syndicat « Force-Ouvrière » de Sud-Aviation. Rocton, comme d'autres militants, a été exclu de la C.G.T. parce qu'il entendait défendre au sein du syndicat ses positions, défendre son syndicat contre la menace que représentaient la poursuite de la politique de collaboration de classes de la direction confédérale, la politique des grèves tournantes et des manifestations disloquées, démobilisatrices et démoralisatrices. A « Force-Ouvrière », Rocton et d'autres militants poursuivent leur combat pour la réunification syndicale, pour la constitution d'une centrale unique sur la base de la démocratie ouvrière, indissociable du combat pour l'indépendance des syndicats à l'égard de l'état. Leur combat est directement lié à celui des militants qui défendent une même orientation à la C.G.T. et à la F.E.N. Ensemble ils avaient créé le C.L.A.D.O., puis entrepris l'action pour la constitution de Comités d'Alliance Ouvrière.

Ces militants rempliront pleinement leur mandat de responsables syndicaux, de délégués des travailleurs. La section « Force-Ouvrière » jouera le rôle qui est naturellement celui d'un syndicat. A chaque étape la section « Force-Ouvrière » informera tous les travailleurs sur les négociations en cours, les appellera à discuter des moyens de l'action, proposera les formes de lutte et d'organisation qui lui paraissent répondre aux nécessités de l'action.

Elle imposera ainsi à tous une discussion *publique* sur les moyens à mettre en œuvre pour faire reculer le patronat, prouvant que la démocratie ouvrière non seulement n'est pas une fiction utopique mais qu'elle est une arme indispensable aux travailleurs.

Après la journée interprofessionnelle d'action du 13 décembre 1967, à l'initiative du Comité d'Alliance Ouvrière de Nantes, 271 travailleurs nantais signaient une lettre adressée aux directions confédérales :

« *Nous considérons comme inadmissible le retour à la politique des grèves tournantes, fractionnées, dispersées.*

« *... C'est pourquoi nous vous demandons de préparer une grève de grande envergure en convoquant dans toutes les entreprises des assemblées de travailleurs qui éliront leurs comités de préparation à la grève... Nous estimons qu'il est indispensable qu'en même temps vous rompiez avec tous organismes (C.O.D.E.R., Commissions du plan...) par lesquels l'Etat tend à associer les syndicats à ses décisions.* »

C'est à partir de cette orientation que les militants révolutionnaires agissaient à Sud-Aviation pour organiser une risposte efficace. 138 travailleurs de Sud-Aviation signaient un manifeste des travailleurs de l'Aéronautique adressé aux Fédérations de la Métallurgie et à toutes les entreprises de l'aéronautique. Ce manifeste demandait la préparation, par une conférence démocratique de l'aéronautique organisée à partir d'assemblées de travailleurs, de LA GREVE GENERALE DE L'AERONAUTIQUE contre les licenciements, pour les 40 heures payées 48, pour la retraite à 60 ans.

Cette proposition était faite aux organisations C.G.T. et C.F.D.T. lors d'une réunion intersyndicale le 15 janvier 1968. Le 31 janvier, la section horaire « Force-Ouvrière » s'adressait par tract aux travailleurs de l'usine proposant : « *Préparation de la grève générale des travailleurs de l'aéronautique, comme point de départ de la grève générale de toute la classe ouvrière. Commençons par faire à l'usine de Bouguenais une assemblée générale.* »

Ces propositions, la section ne cessera de les répéter. Le 22 mars, se tient à Paris une réunion intersyndicale représentant toutes les entreprises de Sud-Aviation. Les plans de la direction sont maintenant clairs : ne rien céder, préparer au contraire des licenciements en commençant par l'usine de Rochefort (800 travailleurs) dont la moitié des effectifs doivent être licenciés avant la fin de l'année. A l'issue de la réunion, les organisations syndicales réaffirment leurs revendications et concluent : « *En conséquence, les organisations syndicales vont immédiatement consulter le personnel, dans toutes les usines, pour déterminer avec lui les moyens à mettre en œuvre pour faire prévaloir les seules solutions valables, celles qu'elles avancent et dans l'immédiat organiser la défense du personnel et de l'usine de Rochefort, premier secteur d'une politique qui, sans cela, ne manquerait pas de se généraliser.* » Les militants lutte de classes préconisent la grève avec occupation pour contraindre le patronat à céder aux justes revendications.

Mais cet accord ne passe pas dans les faits. Le 4 avril, la section Force-Ouvrière est amenée à consulter seule les travailleurs. Sur 252 bulletins rendus, 22 se prononcent pour des débrayages répétés d'une demi-heure, 44 pour diverses formes de lutte, 59 pour un arrêt général limité et 127 pour un arrêt général illimité. La même semaine a enfin lieu une consultation intersyndicale : 76 % des travailleurs se prononcent pour la lutte, se partageant à peu près égale-

ment entre partisans des grèves tournantes et partisans d'une grève illimitée.

Les débrayages se répètent, mais la direction ne cède pas. Au bout de trois semaines, l'alternative est claire, les grèves tournantes ont abouti à l'impasse : ou il faut engager une véritable bataille ou capituler.

Le 9 mai, la section « Force-Ouvrière » tire le bilan des actions engagées et lance en même temps un appel à la bataille :

Une seule solution maintenant

LA GREVE TOTALE

Devant les travailleurs, la question a été posée, chacun a pu donc y réfléchir.

Il faut dès maintenant organiser la grève, par la mise en place d'un comité de grève. Ainsi nous pourrons organiser la résistance, l'élargissement de la lutte.

La lutte des travailleurs de Sud-Aviation n'est pas seulement la leur. Elle est celle de tous les travailleurs, enseignants, étudiants.

CONTRE la misère et le chômage
les licenciements et les bas salaires
la répression

POUR les libertés ouvrières

Nantes, le 9 mai 1968.

Quand le 14 mai, après le compte rendu de leur délégation, les travailleurs de Sud-Aviation passent à l'action, déclenchant la grève illimitée, organisant l'occupation de l'usine, leur mouvement qui commençait la grève générale en résume en même temps les caractéristiques générales : il se déclenche à la suite du 13 mai, à la suite du rassemblement dans l'action de la classe ouvrière dressée contre l'état policier, il part de revendications particulières qui répondent à des aspects spécifiques de la menace générale de déchéance et de misère qui pèse sur toute la classe ouvrière, revendications particulières qui ne peuvent être satisfaites qu'à travers un combat général, il exprime la volonté de combat des travailleurs longtemps comprimée et non la décision des sommets officiels du mouvement ouvrier.

En même temps, par les conditions de sa préparation, il a constitué une *exception*. Nous nous sommes attardés à ces aspects particuliers car ils constituent la meilleure introduction qui soit aux problèmes de la grève générale. Car demain, cette exception peut et doit devenir la *règle*. Nous ne disons pas que la démocratie ouvrière a été totalement imposée dans les seules limites de Sud-Aviation. Elle ne pouvait l'être. Mais dans la voie de sa réalisation, des succès importants ont été obtenus à Sud-Aviation et ils l'ont été comme moyen de la préparation de la plus grande lutte que le prolétariat français ait connue.

SUD-AVIATION MONTRE LA VOIE A TOUS LES TRAVAILLEURS

La signification de la grève avec occupation à Sud-Aviation est aussitôt dégagée par le Comité d'Alliance Ouvrière de Nantes qui déclare dans un tract :

Le 14 mai à 15 h 30 les travailleurs de Sud-Aviation décident la grève illimitée avec occupation.

La grève généralisée est lancée... Les confédérations doivent appeler à la GREVE GENERALE unie jusqu'à satisfaction de nos revendications.

De Gaulle a reculé. De Gaulle doit reculer.

A bas le 5e Plan de misère et de chômage.

A bas la Réforme Fouchet. A bas les ordonnances.

A bas les pouvoirs spéciaux.

« *Nous devons débrayer, manifester, élire nos comités de grève* », c'est l'axe du tract que l'Organisation Communiste Internationaliste fait diffuser par milliers d'exemplaires dans les entreprises (voir annexes document n° 4) dès le 14 mai. Le 15 mai, un nouveau tract est diffusé : « Les ouvriers de Sud-Aviation montrent la voie à tous les travailleurs. » Il exprime les aspirations au combat de dizaines et de dizaines de milliers de travailleurs. Dans les usines, les discussions n'ont pas cessé depuis le 13 mai. Chacun sent que la lutte est possible, mais la grève à Sud-Aviation vient cristalliser cette volonté de combat. Parce qu'elle est d'ores et déjà réalisée dans les faits par un détachement de la classe ouvrière, « l'idée » de la grève générale devient une force matérielle.

Mais les directions veulent encore s'y opposer. A la Thompson-Bagneux, un responsable C.G.T. qui discute avec de jeunes révolutionnaires diffusant le tract qui annonce l'occupation de Sud-Aviation leur dit : « Ce n'est pas juin 1936, les ouvriers ne vont pas se mettre à occuper les usines. »

LA METALLURGIE A L'AVANT-GARDE DE LA GREVE GENERALE

RENAULT-CLEON, RENAULT-FLINS...

Renault-Cléon, à quelques kilomètres de Rouen. L'une des nouvelles usines de la Régie installées depuis dix ans. 5.000 ouvriers y travaillent. Beaucoup de jeunes, des jeunes travailleurs, parmi lesquels nombreux sont ceux qui détiennent un certificat d'aptitude professionnelle, mais qui sont employés comme O.S. parce que l'organisation de la production l'exige.

Les conditions de travail sont dures, la maîtrise entretient une stricte discipline du travail. Pour la direction de la Régie, c'est une usine qui « tourne bien » : la grève générale du 13 mai n'y a pas été suivie à plus de 50 %...

Mardi 15 mai, c'est, rappelons-le, pour la direction de la C.G.T., la journée de la remise, à l'Assemblée Nationale, de pétitions exigeant l'abrogation des ordonnances sur la Sécurité Sociale. Le matin, les syndicats proposent une heure de débrayage. Un premier arrêt de travail a lieu le matin de 9 heures à 10 heures pour la première équipe. Les travailleurs, qui se retrouvent à un meeting, défilent ensuite dans les ateliers, puis se rassemblent devant les bureaux de la direction.

Les discussions se poursuivent, les travailleurs sont « *informés de ce qui se passe chez Sud-Aviation à Bouguenais* » (*Notre arme, c'est la grève*, Editions Maspero, page 17).

A 15 heures commence le débrayage de l'après-midi. Les grévistes exigent que leurs délégués soient reçus par la direction. Par deux fois celle-ci refuse. A la troisième, la direction se barricade dans les bureaux. Les jeunes travailleurs entraînent les hésitants. A 18 heures, la grève est totale, l'usine occupée, la direction bloquée dans ses bureaux. Le jeudi 16 mai, le Comité de grève que les responsables syndicaux ont hâtivement mis en place, publie, à 19 h 30, le communiqué suivant :

« *L'occupation de l'usine continue. La direction de l'usine est toujours consignée, la sécurité est assurée. Les raisons qui motivent notre action demeurent. La direction générale de la R.N.U.R. n'ayant pas manifesté à cette heure sa volonté de négocier. De plus en plus nombreux sont les travailleurs qui prennent des responsabilités dans l'action sous la direction du Comité de grève.*

De nombreuses personnalités nous ont apporté le témoignage de leur solidarité. Les délégations d'étudiants nous ont apporté leur appui » (Document reproduit dans *Notre arme, c'est la grève*, ouvrage cité plus haut).

Jeudi 16, dans l'après-midi, la grève va gagner Renault-Flins. Renault-Flins rassemble 11.000 travailleurs, dont environ 20 % de travailleurs immigrés (portugais, africains, etc.). C'est aussi une usine où la surexploitation est strictement organisée, les cadences harassantes. Elle est implantée dans le Nord-Ouest de la Région parisienne, dans une zone qui conserve une allure rurale, mais où plusieurs entreprises importantes sont installées : Nord-Aviation - Les Mureaux, Profil, Fibro-Ciment, Dalami (1).

Le 16 au matin, pour les responsables syndicaux, il n'est encore question que d'organiser un bref débrayage de solidarité avec ceux de Cléon. A 10 h 15, le travail commence à s'arrêter. Un premier meeting se prononce pour la grève illimitée. A 14 heures, un second meeting confirme définitivement cette décision. Peu après 15 heures, la direction renvoie ceux qui n'avaient pas débrayé. On vide l'usine. Mais une fraction des travailleurs (le soir, vers minuit, il y en aura 1.500) occupe l'usine. Il n'y a pas de comité de grève élu. Les responsables syndicaux qui se sont pliés à la volonté des travailleurs forment un comité intersyndical.

Ce même 16 mai, de nombreuses entreprises sont en grève dès le matin ; parmi elles l'usine Lockheed de Beauvais, l'UNELEC d'Orléans... La métallurgie entre en force dans la grève générale : tous les regards se fixent maintenant sur Renault-Billancourt, sur l'immense usine que l'on nomme Renault tout court...

RENAULT-BILLANCOURT DANS LA BATAILLE

On ne peut évoquer les luttes de la classe ouvrière française dans les trente dernières années sans parler de Renault. La véritable ville industrielle bâtie à Billancourt est plus qu'un symbole. C'est l'un des centres vitaux de la lutte des classes : la concentration de près

---

(1) On sait le rôle que Flins a joué dans la suite de la grève générale. Nous reviendrons, dans un chapitre ultérieur, sur le déroulement de la grève générale dans cette région.

de trente mille travailleurs dans une entreprise qui s'est toujours située à l'avant-garde de la technique — et donc de l'exploitation — représente une force sur laquelle les travailleurs de tout le pays ont les yeux fixés dans les périodes de crise. Mais ce n'est pas seulement son poids objectif dans la lutte des classes qui donne son importance à Renault, c'est aussi la tradition des combats qui y ont été livrés.

Renault à l'avant-garde de la grève générale de 1936, Renault résistant seul en novembre 1938, Renault se mettant en grève, en avril 1947, contre les consignes des directions syndicales attachées à servir le gouvernement où siégeaient ministres communistes et socialistes, pulvérisant les mensonges de la collaboration de classes, le « produire d'abord et revendiquer ensuite », préparant la mobilisation de toute la classe. Renault en 1952 chassant les gardes mobiles...

Si les batailles livrées par les travailleurs de Renault expriment le meilleur des traditions révolutionnaires du prolétariat français, sa spontanéité, son audace politique, la situation qui s'était développée chez Renault illustrait le drame de ce prolétariat.

L'avant-garde ouvrière qui s'était affirmée en 1936 — et tout spécialement dans la métallurgie — celle qui se dégagea à la fin de la seconde guerre mondiale, avaient fourni ses constructeurs au parti communiste français, à la C.G.T. Dans une organisation qui s'affirmait l'héritière de la révolution d'Octobre, ces travailleurs voyaient le moyen d'organiser la lutte pour le socialisme.

Mais l'appareil stalinien, dont la puissance reposait sur le dévouement, le dynamisme, l'activité incessante de milliers et de milliers de cadres ouvriers, utilisait cette puissance immense non pour porter des coups au régime capitaliste mais pour maintenir sa domination. Sa politique constante, exprimée aujourd'hui par « la coexistence pacifique » et « les voies parlementaires vers le socialisme », en faisait le « rempart social » de la bourgeoisie, comme le disait Lénine de la social-démocratie.

Les échecs succédaient aux échecs. La politique de collaboration de classes conduisait à la défaite, à une anémie sans cesse croissante du mouvement syndical. En même temps l'appareil tentait d'interdire toute expression de la spontanéité de la classe, toute initiative échappant à son strict contrôle. Il détruisait, politiquement parlant, ses propres militants, ne leur laissant comme solution qu'une amertume résignée ou l'abandon de la politique.

Plus qu'ailleurs, dans la métallurgie où l'on avait subi tout le poids des échecs successifs comme les conséquences des aventures bureaucratiques commandées par des nécessités diplomatiques, la politique stalinienne avait fait des ravages. « Chasse gardée » de l'appareil, ce secteur vital de la lutte des classes, loin de jouer le rôle d'avant-garde que lui imposait sa place objective dans la lutte des classes, opérait en fait ces dernières années comme un frein sur l'ensemble du développement de la classe ouvrière.

Mais Renault, parce que la technique la plus avancée y est mise au service du profit, c'est aussi l'usine capitaliste « modèle », c'est-à-dire un haut lieu de l'exploitation.

« *Les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils bureaucratiques* », dit le Programme de Transition de la 4e Internationale. C'est cela qui s'exprime dans l'entrée de Renault-Billancourt dans le combat.

Pour les travailleurs de Renault, en particulier pour les jeunes, le 13 mai n'a pas été une journée « comme les autres ». Et la reprise

du 14 ne sera pas non plus « comme les autres ». Les discussions se multiplient et elles se feront encore plus vives et plus fréquentes le lendemain, après l'occupation de Sud-Aviation. Elles se mènent dans l'entreprise, elles se déroulent aussi aux portes avec les militants révolutionnaires diffusant le tract annonçant la grève à Sud-Aviation.

Le jeudi 16, le matin, des militants de la Fédération des Etudiants Révolutionnaires appellent à un meeting organisé par la F.E.R., place Nationale. La température monte à l'intérieur de l'usine : on sait maintenant que Cléon a débrayé.

A midi, les responsables du P.C. ont organisé un contre-meeting, à quelques dizaines de mètres de celui de la F.E.R. Environ 500 travailleurs sont rassemblés sur la place. Ils se partagent entre les deux réunions ; certains vont de l'une à l'autre, la majorité finalement assistera au meeting de la F.E.R. en dépit de quelques tentatives de provocation staliniennes qui feront long feu. Les militants de la F.E.R. expliquent pourquoi les luttes étudiantes sont une partie intégrante du combat de toute la classe ouvrière. Ils dégagent la signification de ce qui s'est passé à Sud-Aviation et à Cléon. C'est le moment d'engager la lutte, tous ensemble jusqu'à la victoire.

A partir de 13 h 30 des réunions s'organisent par département. Dans des secteurs entiers de l'usine le travail est pratiquement interrompu. « C'est le moment. Il faut y aller », c'est l'attitude qui s'impose. Des réunions se tiennent, en particulier, dans les départements 70 et 72, au département 77 (l'entretien), à la Division du Matériel Agricole, au département 59, au 38, au 12...

Dès 15 heures des délégations se rendent au siège du syndicat C.G.T.-Renault à Boulogne-Billancourt.

Les dirigeants sont perplexes, désorientés devant ce mouvement qui grandit et leur échappe. Ils ne peuvent s'y opposer mais ils n'ont pas la consigne de l'appuyer. La seule solution : gagner du temps, compter sur la force d'inertie. Albeher, secrétaire du syndicat, dit aux délégués : « C'est à vous de décider... »

A 16 heures, plusieurs centaines de travailleurs se rassemblent devant les bureaux de la direction. La grève est en route. Un responsable syndical appelle à « continuer les discussions ». « Ce soir, annonce-t-il, le bureau du syndicat se réunira, alors des décisions seront prises. » Il se fait siffler...

A 17 heures, virage brusque des responsables C.G.T. Ils appuient la grève, ils se placent à sa tête. Le syndicat commence à organiser l'occupation de l'usine. Vendredi 17 mai, la grève sera effective à Billancourt comme dans toutes les usines de la Régie.

Les revendications des 60.000 travailleurs de la Régie Renault qui retentiront comme un appel à la lutte pour tous les travailleurs sont :

— Pas de salaire inférieur à 1.000 F par mois ;
— Les 40 heures payées 48 ;
— La retraite à 60 ans ;
— Extension des libertés syndicales ;
— Sécurité de l'emploi.

LA GREVE GENERALE GAGNE L'ENSEMBLE DE LA METALLURGIE

En quatre jours, la grève générale a progressé à pas de géant. Alors que d'autres secteurs essentiels, comme les secteurs publics, les transports, les banques, etc., sont entrés ou entrent dans la

lutte, il n'est plus une entreprise importante de l'aéronautique ou de l'automobile qui ne soit occupée.

Dès le vendredi 17 mai, Berliet est en grève comme Sud-Aviation-Saint-Nazaire, la Saviem de Caen et de nombreuses entreprises de la Seine-Maritime. Dans la région parisienne, ce sont les usines S.N.E.C.M.A., Nord-Aviation-Les Mureaux, Babcock à La Courneuve, Farman, Chausson, Alsthom, Hispano-Suiza, Rateau. Dimanche on considérait qu'au total il y avait près de 130 entreprises occupées. Lundi, Nord-Aviation à Châtillon-sous-Bagneux, Dassault, Peugeot et Citroën sont aussi en grève, ainsi que des dizaines d'autres entreprises.

Pour des raisons différentes de Renault, l'occupation de Citroën souligne la profondeur du mouvement.

Citroën emploie environ 40.000 ouvriers dans toute la France, dont 8.000 dans sa principale usine du quai de Javel. Près de la moitié de ces travailleurs sont des immigrés (Algériens, Africains, Italiens, Espagnols, Portugais, 26 nationalités sont représentées dans l'usine). Citroën-Javel, c'était le bagne, le domaine où le patron Bercot (auteur de l'ubuesque formule qu'il imaginait sans doute à la fois virile et définitive : « Le profit, c'est l'élément mâle de l'économie ») régnait en maître absolu. Pratiquement pas d'organisation syndicale, les syndicats ne s'étant jamais engagés dans une véritable bataille pour syndiquer les travailleurs étrangers et donc pas de droits, le régime de l'arbitraire. Citroën a été « brisé » pendant des années à la suite de la grève de juillet 1947, quand les dirigeants staliniens laissèrent isolés, pendant trois semaines, les métallos de Javel. Le 13 mai, il n'y avait pas eu d'ordre de débrayage et seulement 150 travailleurs de l'usine s'étaient rendus à la manifestation.

Le 17 mai pourtant, des jeunes travailleurs organisés déclenchent l'agitation : « Renault est en grève, et nous qu'est-ce qu'on va faire ? » Contremaîtres et gardiens les traquent... Cependant la C.G.T. appelle à un meeting, à la porte de l'usine, le lundi 20 mai... sans donner d'autres consignes.

La grève générale qui s'étend comme une traînée de poudre, l'intervention des jeunes ouvriers dans l'usine donnent confiance aux travailleurs. Parmi les professionnels en particulier grandit la volonté de rejoindre le combat d'ensemble. Et le lundi 20 mai, au meeting qui se tient devant l'usine, nombreux sont ceux qui veulent la grève. Animé par les jeunes, un cortège se forme, entre de force dans l'usine, bientôt suivi par des milliers de travailleurs. Il n'est même pas besoin de décider la grève : elle est là. L'occupation de l'usine s'organise. Mais cette fois, à l'inverse de ce qui s'est passé chez Renault, les responsables syndicaux n'ont pas attendu. D'emblée ils prennent la tête du mouvement.

De vendredi à lundi, dans les banlieues des grandes villes et particulièrement dans la région parisienne, par dizaines, les petites entreprises, annexes à bas salaires des grandes firmes qui emploient 20 ou 50 travailleurs, se mettent aussi en grève. Partout, les locaux sont occupés et partout flotte le drapeau rouge.

Ainsi, à l'avant-garde de la grève qui déferle, on retrouve le secteur qui fut au cœur de la vague de 1936, cette fraction du prolétariat industriel que patrons et appareils avaient entouré d'un véritable « cordon sanitaire ». Son irruption dans la lutte marque la profondeur du mouvement, qui va englober toutes les catégories de travailleurs.

"Ne signez pas !"

Les accords de Grenelle

L'objectif de la C.G.T. est enfin réalisé. Depuis le samedi 25 mai à 15 heures, « *on siège sans désemparer* ». La presse dramatise le déroulement de la négociation, crée un climat de fièvre, de suspense : conscients de leurs responsabilités, des hommes sur qui pèse la lourde charge de défendre des intérêts différents sont engagés dans une course contre la montre, pour aboutir à une solution rétablissant la paix sociale...

C'est armée, semble-t-il, d'énergie combative, que s'est présentée la délégation de la C.G.T. « *Les travailleurs ne cesseront la grève que lorsqu'ils seront certains de bénéficier des avantages substantiels qu'ils escomptent* », proclame Benoît Frachon avant que, dans sa déclaration préliminaire, Georges Séguy définisse deux revendications qui apparaissent comme des préalables : abrogation immédiate des ordonnances sur la Sécurité sociale, paiement des heures de grève. Puis il évoque les autres revendications, mais à l'exception de celle portant sur le salaire minimum interprofessionnel garanti (pas de salaire inférieur à 600 F), il reste dans le vague : augmentation générale des salaires, réduction progressive de la durée du travail, échelle mobile des salaires, extension des droits syndicaux.

Après 25 heures de négociations, on aboutit à un « constat ». Dans la journée de dimanche (à 16 h 45), la délégation de la C.G.T. a eu un tête-à-tête avec Pompidou.

Plus tard, s'appuyant sur la décision de Séguy qui disait « *ne pouvoir donner d'ordre de reprise du travail puisqu'il n'y avait pas eu d'ordre de grève* », les dirigeants de la C.G.T. ont affirmé qu'il n'y avait pas eu d'accord. Pourtant c'était bien d'un accord qu'il s'agissait : les résultats des discussions menées avec le gouvernement et le patronat n'ont pas été considérés par les dirigeants des organisations syndicales comme entraînant une rupture, mais au contraire comme un ensemble de mesures qui pouvaient être présentées aux travailleurs pour qu'ils les ratifient.

Le lundi 27 mai, à 7 heures, Pompidou pouvait dire : « *Nous sommes arrivés à un ensemble de conclusions positives et dont on peut dire qu'elles constituent un accord. Je m'explique sur ce mot accord : il va de soi que les organisations syndicales ont fait des*

réserves sur un certain nombre de points et maintiennent un certain nombre de revendications pour leur programme à venir qui n'ont pas pu être acceptées par leurs partenaires. De la même manière, les organisations patronales ont fait valoir que les dispositions prises posent des problèmes aux entreprises françaises dans la compétition. Le gouvernement, de son côté, ne peut manquer de souligner les exceptionnels sacrifices financiers et budgétaires que ces décisions entraînent et les avantages sociaux tout à fait exceptionnels aussi qui sont accordés en une seule fois aux travailleurs en lutte. »

Il ne reçoit aucun démenti de la part des organisations syndicales et Georges Séguy déclare : « *La délégation C.G.T. a proposé, ainsi qu'il a été dit depuis le début de la conférence, de siéger sans désemparer pour essayer de dénouer la crise dans l'intérêt des travailleurs et de leurs familles. Des revendications qui se sont heurtées au refus du gouvernement et du patronat ont trouvé une solution, sinon totale, du moins partielle. Il reste encore beaucoup à faire, mais les revendications ont été retenues pour UNE GRANDE PART* (c'est nous qui soulignons) *et ce qui a été décidé ne saurait être négligé.*

« *Cependant, nous ne saurions donner de réponse sans consulter les travailleurs. Nous pensons que sur la base des renseignements et des appréciations que nous leur donnerons ils pourront prendre dans les meilleurs délais leurs décisions en conséquence.* »

En clair, Séguy prétend qu'il s'agit d'un compromis qui satisfait l'essentiel des revendications. En conséquence, « *l'appréciation* » qu'il communiquera aux travailleurs ne peut être que positive.

LE CONTENU DES ACCORDS

Les accords de Grenelle laissent de côté certaines des revendications les plus fondamentales de la grève générale. Les ordonnances sur la Sécurité sociale ne sont pas abrogées (seuls résultats obtenus, le ticket modérateur serait réduit de 5 % et l'ordonnance ferait l'objet d'un débat au Parlement). L'échelle mobile des salaires n'est pas acceptée. Pas d'accord non plus en ce qui concerne la diminution de la durée du travail et l'avancement de l'âge de la retraite.

Par contre, ces accords comportent des clauses concernant l'extension des droits syndicaux et le paiement des heures de grèves. Sur le premier point, il ne s'agit pas d'un véritable accord, mais d'une série « *d'éléments* » qui, à en croire M. Pompidou, conduisent à une véritable « *évolution, pour ne pas dire révolution, dans les rapports entre patronat et salariés* ». En fait, le document laisse « en blanc » la question d'une protection spéciale des délégués syndicaux, le patronat s'y étant opposé, et se limite à de prudentes généralités. Sur le second point, il est entendu que les heures de grève seront récupérées, « *une avance de 50 % de leur salaire sera versée aux salariés ayant subi une perte de salaire. Cette avance sera remboursée par imputation sur ses heures de récupération. Dans le cas où la récupération n'aurait pas été matériellement possible avant le 31 décembre 1968, l'avance ou son solde sera définitivement acquise au salarié* ».

Les seuls points où les accords de Grenelle expriment un recul sérieux du patronat et de l'état portent sur les augmentations de salaires. Le salaire minimum interprofessionnel garanti passe de 2,22 à 3 F (soit un salaire mensuel de 519 F, alors que les syndicats en réclamaient 600 et que l'un des mots d'ordre de la grève générale avait été celui lancé par Renault, pas de salaires inférieurs à 1.000 F).

Il s'agit là d'une augmentation substantielle — de l'ordre de 35 % — qui s'applique directement à 250.000 travailleurs mais qui va toucher les salaires de près de deux millions.

En ce qui concerne les salaires en général, dans le secteur privé, l'augmentation est fixée à 10 % (7 % au 1er juin et 3 % au 1er octobre). Mais il est entendu que seront déduites les augmentations déjà accordées en 1968 — soit 4 % —, ce qui laisse une augmentation nette de 6 %.

Dans les secteurs nationalisé et public, les discussions doivent se poursuivre. Il faut préciser la réalité et les limites des concessions patronales et gouvernementales. Ce qu'ils cèdent n'est pas dérisoire et représente une brèche de taille dans leurs plans de sur-exploitation. Il ne faut pas minimiser la signification du relèvement considérable du S.M.I.G. C'est un gain d'importance pour toute une couche de la classe ouvrière, la plus exploitée, c'est pour elle un appel à l'action, à l'organisation. On ne peut sous-estimer cette concession sous le prétexte qu'elle ne frapperait finalement que des entreprises marginales, survivant grâce aux taux de misère du S.M.I.G., et que, par suite, elle irait dans le sens des plans de concentration du grand capital. Toute la structure des salaires — c'est-à-dire le taux d'exploitation de l'ensemble de la classe ouvrière — repose sur l'existence de salaires très bas, sur la réalité de la paupérisation absolue immédiate de toute une couche de la classe ouvrière. Les entreprises marginales sont bien souvent des sous-traitants du grand capital et c'est une des sources du profit capitaliste en France qui est ici touchée.

Les augmentations de salaire consenties par les « accords de Grenelle » représentent le double ou le triple de ce qu'état et patronat entendaient consentir avant la grève générale. Elles sont un coup d'arrêt à l'ensemble du processus d'abaissement du niveau de vie de la classe ouvrière qui conditionnait la capacité de l'industrie française à devenir compétitive.

Il s'agit donc de concessions réelles qui ne s'expliquent que par la peur de la grève générale, par la puissance du mouvement. Mais les limites de ces concessions sont étroites. L'augmentation des salaires n'efface même pas la chute du niveau de vie provoquée par la politique du capital et de l'état. Le refus de céder sur la question des 40 heures, sur le paiement des heures de grève, sur la Sécurité sociale, sur les retraites, signifie que l'intensité de l'exploitation ne sera pas diminuée. Les accords de Grenelle n'enregistrent aucune conquête fondamentale de la classe ouvrière, comme les congés payés, la loi sur les assurances sociales, les 40 heures obtenues en juin 1936.

Aucune des revendications fondamentales pour lesquelles 10 millions de travailleurs sont entrés en lutte n'est satisfaite. Aucune garantie qui préserve ce qui a été arraché n'est imposée : ni échelle mobile des salaires, ni contrôle ouvrier sur les prix. La bourgeoisie garde les mains libres pour reprendre par la hausse des prix et l'intensification de l'exploitation ce qu'elle a dû concéder pour freiner la mobilisation de la classe ouvrière.

Il ne s'agit pas d'un compromis qui corresponde à la réalité du rapport des forces entre les classes. Il s'agit d'une pure et simple capitulation des appareils devant les besoins de la bourgeoisie, des conséquences d'une politique de soutien délibéré au régime gaulliste. En fait, on demande à la masse des travailleurs engagés dans le plus puissant mouvement de classe que le prolétariat français ait connu de brader leur grève pour 6 à 7 % d'augmentation hiérarchisée !

NE SIGNEZ PAS !

Même l'appareil stalinien ne peut garantir qu'il y parviendra. C'est pourquoi il ne prend pas la responsabilité d'un ordre de reprise, mais utilise la fausse démocratie du : « *La décision revient aux travailleurs* ».

Fausse démocratie ? En effet, et à un double titre. En se retournant vers les travailleurs, la direction de la C.G.T. abandonne la responsabilité — que la démocratie ouvrière exigeait qu'elle assume : celle d'expliquer, à l'échelle nationale, précisément ce qu'elle pensait des accords de Grenelle. Elle se réserve ainsi la possibilité de sauver la face devant un désaveu des travailleurs. Ensuite et surtout, cette « *démocratie à la base* », alors que les travailleurs se sont vu interdire toute possibilité de coordonner leur lutte au niveau interprofessionnel, régional et national, signifie que, face à des secteurs isolés, l'appareil agira centralement pour leur imposer son « appréciation », comme dit Séguy, des accords de Grenelle, sans qu'un débat démocratique organisé puisse avoir lieu à l'échelle de la grève. Le refus de donner l'ordre de grève générale, c'était la volonté d'émietter le mouvement. Le fait de ne pas donner l'ordre de reprise qui pourrait provoquer une réaction nationale des travailleurs en lutte signifie que l'appareil va chercher à faire reprendre le travail « par petits paquets », qu'il va tenter de provoquer une réaction en chaîne à partir d'un « vote positif » dans un secteur-clé.

C'est Renault qui a été choisi, Renault dont l'entrée dans la grève a été déterminante, Renault sur lequel tous les travailleurs ont les yeux fixés. Si Renault ratifie les accords de Grenelle, si les métallos de Billancourt acceptent de rentrer, alors le processus de désintégration de la grève sera amorcé. En quelque sorte, l'appareil veut répéter l'opération que de Gaulle avait tentée contre les mineurs en 1963. Alors, de Gaulle avait choisi un jour de repos des mineurs du Nord — la force décisive de la grève, la plus organisée — pour lancer son ordre de réquisition. Il escomptait que les mineurs de Lorraine s'y plieraient et que ceux du Nord seraient ainsi placés devant le fait accompli de la dislocation de la grève. Le plan de de Gaulle se retourna contre lui : les mineurs de Lorraine refusèrent de céder et leur attitude renforça la détermination de ceux du Nord.

L'appareil stalinien, à l'inverse, part d'un secteur décisif — Renault — mais où le contrôle de l'appareil est très strict, pour faire un exemple déterminant pour toute la classe ouvrière. Mais, là aussi, le plan se retournera contre ses auteurs.

Ce lundi 27, c'est en masse que les travailleurs sont revenus à l'usine pour être informés du résultat des négociations engagées. La radio leur a déjà appris en quoi consistait le « protocole de Grenelle ». Ils se rassemblent dans le hall de l'île Seguin. Sur la passerelle, l'état-major syndical, Benoît Frachon et Georges Séguy pour la C.G.T., Jeanson pour la C.F.D.T. C'est d'abord Frachon qui parle. Discours vague où il est peu question des accords de Grenelle, si ce n'est pour souligner les « *satisfactions évidentes* » qu'ils vont apporter aux travailleurs les plus défavorisés. « *Est-ce à dire que cela signifie pour vous l'abandon de vos revendications ? Absolument pas* », assure le Président de la C.G.T., « *après ce qui a été obtenu d'autres entreprises vont aller plus loin...* ».

Il faut donc mettre fin à la grève générale sur la base des accords de Grenelle et poursuivre la discussion, si besoin est, entreprise par entreprise.

Frachon n'est déjà guère bien accueilli, mais Séguy a la tâche plus difficile de présenter les accords. Il les justifie en expliquant que si les négociations s'étaient menées entre un syndicat unique et un « *autre gouvernement* », beaucoup plus aurait pu être obtenu. Il est interrompu par les cris de « *Gouvernement populaire ! Gouvernement populaire !* ». Ainsi le mot d'ordre mystificateur, utilisé comme un alibi par l'appareil dans les récents jours, est retourné contre lui par les travailleurs. « *Pour que ça change, dites-vous, il faut un gouvernement populaire, eh bien ! imposons-le, ce gouvernement populaire.* »

Et lorsqu'il en vient à la récupération des heures de grève, c'est la vague de huées et de cris. Soudés, unifiés dans leur refus, les travailleurs affirment leur hostilité à un accord qui brade leur grève. Ils manifestent leur volonté d'obtenir la satisfaction pleine et entière de leurs revendications. Ils se sentent assez forts pour aller jusqu'au bout et ils entendent imposer à leurs organisations cette volonté de poursuivre la lutte jusqu'à la victoire.

« *Ne signez pas ! Ne signez pas !* », ce cri qui, dans la journée, va être repris par des millions de grévistes cristallise leur volonté de combat, proclame la réalité révolutionnaire de la grève générale.

Après Renault, ce sera Citroën, Berliet, Rhodiaceta, Sud-Aviation. En quelques heures, le tableau est net : dans tout le pays les travailleurs disent « Non ! », infligeant un désaveu massif à « leurs » négociateurs.

C'est une vague de fond qui a soulevé les travailleurs de chez Renault contre la trahison de la grève générale, une vague de fond qui a balayé « l'ordre » que jusque-là l'appareil faisait régner dans les meetings, qui a contraint les « dirigeants », abrités sur leur passerelle, à des explications embarrassées, une vague de fond que le prestige et l'autorité des responsables confédéraux n'a pu endiguer. Cette vague va maintenant déferler sur tout le pays...

En un formidable sursaut, la classe déjoue le plan machiné pour étouffer la grève générale. Comme lors du déclenchement de son mouvement, la classe se dresse comme telle par-dessus les barrières corporatives et catégorielles : elle affirme son unité dans la grève générale qui continue.

L'explosion de colère qui s'empare des travailleurs de chez Renault devant le contenu des accords et qui va se répercuter à l'échelle nationale n'a rien de fortuit. Elle cristallise toute l'évolution qui s'opérait au sein de la grève générale, cette radicalisation de la lutte qui imposait des manifestations, qui faisait des justes revendications ouvrières un ultimatum adressé à la bourgeoisie et à l'état.

La politique des appareils avait miné les bases mêmes de la grève générale mais ils n'avaient pu l'abattre. Poursuivant leur combat, les travailleurs ne pouvaient que chercher à se le réapproprier. Le lundi 27, en masse, ils se rassemblent dans les entreprises. Pour un moment les usines, les chantiers, les bureaux redeviennent des centres actifs de la lutte. Les travailleurs qui s'y réunissent ne forment pas une collection d'individus atomisés, soumis aux pressions de la propagande, de l'idéologie dominante de cette société mais une force organisée, autonome, qui défie le vieux monde de l'exploitation et de la misère.

La lutte revendicative a mobilisé l'ensemble de la classe ouvrière, les conséquences *politiques* de cette mobilisation ne peuvent plus être étouffées. En rejetant les accords fabriqués par le gouvernement, le patronat et les appareils, la classe ouvrière signifie à toutes les couches de la société que ce qui est en question c'est le pouvoir.

Si la bourgeoisie et son état, dans une société qu'ils qualifient comme une « société d'abondance », considèrent impossibles à satisfaire des revendications aussi élémentaires que la limitation de la semaine de travail à 40 heures, le refus du démantèlement de la Sécurité sociale, le refus d'accepter des salaires de misère, qu'ils cèdent la place ! Voilà le sens du « Ne signez pas ! » qui monte de toutes les entreprises en grève et qui sonne comme un glas pour les possédants et leurs serviteurs.

LA VÉRITÉ

Bulletin d'abonnement

Un an, 4 numéros : 120 francs

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Complément d'adresse : .....

Chèques à l'ordre d'APIO à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Imprimé en France. - JOUVE. 18, rue Saint-Denis, 75001 Paris
N° 257260G. Dépôt légal : Mai 1998

Rédaction, administration et correspondance
(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Directeur : Pierre Lambert
Comité de rédaction : Malcolm Bagayako, Alan Benjamin, Andreu Camps, Robert Clément, Miguel Cristobal, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein, Philippe Larsimont, Joao Alfredo Luna, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Werner Uhde.

Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

Commission paritaire : n° 66926 - ISSN 0294-359X